Cité libre

Volume XXI
Numéro 3
Juin-juillet 1993
3,95 $



«Ça l'a tu du bon sang la magniére qu'on parle, 'stie!!!»
Jean-Louis Roux

Rencontre avec le XXIe siècle: le sens du non sens
Bujor Nedelcovici

Les intellectuels québécois et le pouvoir: collision ou collusion
Pierre Billon

Cité libre

rencontre

ses lecteurs
le deuxième
jeudi de
chaque mois

« L'Art prééminent »

le jeudi 8 juillet 1993

PHOTO: PAUL GÉLINAS

par

Robert La Palme

Caricaturiste

Après l'exposé de notre invité, les lecteurs de *Cité libre* pourront lui poser des questions, exprimer leur opinion sur le sujet et même, si ça leur chante, faire la critique du dernier numéro de *Cité libre*.

Retenez vos places aujourd'hui même.

Heure

À partir de 17 heures 30, on peut prendre un apéritif à ses frais. Le dîner lui-même commence à 18 heures 30 et se termine à 21 heures 30 précises.

Lieu

LA MAISON EGG ROLL
3966, NOTRE-DAME OUEST
(à l'ouest d'Atwater)
Métro Place-Saint-Henri

Avantages

Grande salle moderne pouvant accueillir 350 convives Stationnement gratuit. À 300 mètres du Métro Place Saint-Henri

Buffet (cuisine du Sechuan, du Hunan et de Canton, *sans monoglutamate de sodium*, et quelques plats canadiens.)

Prix

20 $ par personne; 10 $ pour les étudiants et les chômeurs

Réservations

Téléphoner au plus tôt à
MARC-BERNARD LÉVESQUE
(514) 933-8723

S'il n'est pas là, surmontez votre aversion des machines et dictez à son répondeur automatique combien de places vous réservez ainsi que votre nom et votre numéro de téléphone. Les places étant limitées, on est prié d'avertir 24 heures à l'avance en cas d'annulation

Le siècle de quoi ?

ANNE-MARIE BOURDOUXHE

« À quoi bon les lois (même tordues), à quoi bon les grandes déclarations de principe et les manifestations de tous genres, si on n'utilise plus le français dans le quotidien ? Si on sait à peine l'écrire ? » — *Èye* chose ! C'est *ben pluss le fun* d'aller manifester par un beau soir de mai au Parc Lafontaine que de s'esquinter sur une analyse grammaticale, répondraient sans doute à Jean-Louis Roux ceux qui se sont réunis pour entendre le docteur Laurin sur les méfaits du projet de loi 86 qui autorise l'anglais, en petit, sur les affiches. Une chose est certaine, en tout cas, les intellectuels qui ravivent la flamme nationaliste en ce soir du 10 mai, n'ont pas choisi d'être seuls. Comme le note Pierre Billon dans ces pages : « On ne peut pas dire qu'ils soient les moutons noirs de la famille, ni qu'ils scandalisent leurs aînés. Leurs prises de position se démarquent rarement de ce que Flaubert appelle « les idées reçues » — ces idées qui sont le credo du jour pour une majorité de bien-pensants. Et alors, ne devrait-on pas se réjouir de cette harmonieuse intégration des intellectuels à l'intelligentsia ? Il faut au contraire s'en alarmer» soutient Billon. « Car la pire forme de provincialisme qui pourrait affecter le Québec — que le Québec soit partie intégrante du Canada, indépendant dans l'interdépendance ou souverain dans l'association — c'est le provincialisme de l'esprit. »

Provinciaux de l'esprit. Certes nous le sommes, mais qui ne l'est pas de nos jours ? Comme l'écrit Bujor Nedelcovici ici même : « On a appelé le XVIIIe siècle le «siècle des lumières». On pourrait baptiser le XIXe siècle, « siècle des ombres » et celui dans lequel nous vivons « siècle de la méfiance ». Arriverons-nous comme il le suggère à : « Passer de la peur de l'autre à la peur pour l'autre » qui est, selon lui, « la condition nécessaire pour changer de siècle. » ? Hélas je crains qu'au Canada, comme partout ailleurs dans le monde, ce ne soit pas demain la veille. Vous n'avez qu'à lire, dans ce numéro, Roger-Paul Gilbert, sur l'avenir de l'Algérie et Nicolas Gilbert, sur le Salvador.

Quand Louis-Philippe Rochon a entendu Kim Campbell déclarer, lors de son premier débat télévisé, qu'elle règlerait le problème de la dette en cinq ans il s'est d'abord inquiété de son état de santé mentale, puis, de ses notions en économie. Tout comme Richard L'Heureux, l'autre économiste du comité de rédaction, il nous expose dans ces pages ce qu'il en est de ce problème national qui fait la une des journaux, depuis l'échec constitutionnel d'octobre dernier. À les lire vous comprendrez que Kim Campbell n'est pas la seule à n'avoir aucune vision de l'avenir du Canada.

« D'ailleurs, quand on y pense », souligne, non sans ironie, Stephen Schecter dans *Kim Campbell et la fin de la social démocratie*, « c'est seulement Preston Manning qui nous offre une vision et un programme, des diagnostics précis et des propositions détaillées. Sa voix est un peu étrange, pressante ; elle devient aigüe fervente et avide lorsqu'il traite de la dette et de ce qu'il faudrait en faire. Ce qui se résume, somme toute, à démanteler le gouvernement. Pendant ce temps-là, les gouvernements NPD au pouvoir dans les provinces sabrent les budgets comme des commissaires du peuple à la quête du blé des koulaks. » À ce compte-là aussi bien aller manifester contre la loi 86 par un beau soir de mai. Là, au moins, on y comprend quelque chose. C'est simple, faut pas donner un pouce aux Anglais !

Or les Anglais, j'entends ici ceux qui sont restés au Royaume Uni, s'intéressent au Canada. Au point d'avoir fondé une association, *The British Association for Canadian Studies*, dont les membres se sont réunis en mars dernier au King's College de Cambridge, pour écouter, entre autres conférenciers, Margaret Atwood et Lise Bissonnette sur « Le Canada : premier État postmoderne ? » Danielle Miller y était !

« *... Décortiqueur de réputation, nécrophage, pornographe, vautour, rat, fouilleur de poubelles* — celle-là est de Georges Pompidou — *dernier des Cauchon* ». De qui, Marie Desjardins, nous parle-t-elle ce mois-ci ? Mais de quelqu'un qui a fait la joie de mon adolescence, à la télévision, tous les dimanches matins, à 11 heures, et que j'ai retrouvé, trente années plus tard, à peine vieilli, toujours à la télévision et toujours le dimanche, mais à 23h40, cette fois-ci, et sur TV5. Cela ne vous dit rien ? Allez voir page 37.

Louis Cornellier l'avoue : « J'aime Bernard-Henri Lévy.[...] C'est au contact de ses livres (merci Pierre Milot de me les avoir fait connaître !) que j'ai appris à écrire. À penser même. On lira donc ce qui suit comme un hommage. Les vivants aussi y ont droit. On l'oublie trop souvent». Il aime moins, cependant, le dernier ouvrage de Gilles Lipovetski. Tout sur l'éthique indolore. À lire !

Bonne lecture.

À qui appartient *Cité libre* ?

Dans sa livraison de février 1951, soit la deuxième année de son existence, *Cité libre* répondait à cette question de la façon suivante: «Personne ne possède la revue. Tirée à 500 exemplaires, le premier numéro nous coûtait 250 dollars. Les dix collaborateurs ont misé chacun 25 dollars et sont rentrés dans leurs fonds en distribuant chacun cinquante exemplaires à 50 cents pièce. Les administrateurs de carrière souriront; nous sourions aussi».

En janvier 1960, pour marquer son dixième anniversaire, *Cité libre* s'est réorganisée. Devenue mensuelle, elle s'est constituée en coopérative d'édition en bonne et due forme comptant environ une centaine de membres. Et les portes ne sont pas fermées.

Lors de l'Assemblée générale de ses membres, tenue le 9 décembre 1991, *Cité libre* a fait peau neuve en décidant de poursuivre ses activités sous le nom d'une compagnie nommée *Cité libre Information*, incorporée le 10 février 1992 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Comme c'était le cas pour l'ancienne coopérative, tous les membres de cette corporation sont les propriétaires de la revue. Réunis en Assemblée générale annuelle, ils élisent un Conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la Revue.

Sommaire

Volume XXI • numéro 3 • juin-juillet 1993

3 Le siècle de quoi? .... Anne-Marie Bourdouxhe

5 Kim Campbell et la fin de la social-démocratie .... Stephen Schecter

6 Le Canada, entre le nationalisme et le postnationalisme .... Danielle Miller

8 Problème canadien, solution suédoise .... Richard L'Heureux

11 La dette: mythes et réalité .... Louis-Philippe Rochon

14 El Salvador: la loi d'amnésie .... Nicolas Gilbert

15 L'Algérie à la croisée des chemins .... Roger Paul Gilbert

17 Rencontre avec le XXIe siècle: le sens du non sens .... Bujor Nedelcovici

24 «Ça l'a tu du bon sang la magnière qu'on parle 'stie!!!» .... Jean-Louis Roux

30 Les intellectuels québécois et le pouvoir: collision ou collusion .... Pierre Billon

Arts et lettres

37 *Veritas odium parit* .... Marie Desjardins

40 Bernard-Henri Lévi, écrivain .... Louis Cornellier

41 Lipovetski et les barbares .... Louis Cornellier

Illustration de la page couverture : « *Con pétante* » par Robert La Palme

Cité libre

Cité libre Information

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Pierre Goyer, *président*
Guy Sarault, *secrétaire*
Roxane Roy, *trésorière*
Jean-Pierre Bourdouxhe, Alain Clavet, Jacques Hébert, Robert Davies, Paul-Christian Nolin, Gérard Pelletier, Isabelle Randria

RÉDACTION

Directrice de la revue:
Anne-Marie Bourdouxhe
Secrétaire de rédaction:
Marie Desjardins
Comité de rédaction:
Louise Landry Balas, Jean-Pierre Bourdouxhe, Louis Cornellier, Robert Davies, Richard L'Heureux, Danielle Miller, Gérard Pelletier, Louis-Philippe Rochon, Stephen Schecter
Révision de texte:
Marie Desjardins
Illustration:
Robert La Palme

PRODUCTION

Infographie: Claude Guérin,
Photocomposition : Typographie Safy
Impression : Interglobe inc.
Photomécanique : Photo Synthèse

Adresses

SIÈGE SOCIAL
Bureau 2500,
1250, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, QC. H3B 4Y1
Tél.: (514) 846-2317 / Télécop.: (514) 846-3427

RÉDACTION
3846, ave du Parc Lafontaine
Montréal, P.Q. H2L 3M6
Tél.: (514) 398-6754
Téléc.: (514) 398-7364

SERVICE D'ABONNEMENT
PERIODICA
C.P. 444, Outremont
P.Q. H2V 4R6
Tél: Région de Montréal: (514) 274-5468
Tout le Québec et l'Outaouais: 1-800-361-1431
Téléc: (514) 274-0201

VENTE AU NUMÉRO
MESSAGERIES DE PRESSE BENJAMIN
0160, Jean Milot
Lasalle, P.Q. H8R 1X7
Tél.: (514) 364-1780
Téléc.: (514) 364-7245

VENTE AUX LIBRAIRES
DIFFUSION DIMEDIA
539, boul. Lebeau
Ville St-Laurent, P.Q
H4N 1S2
Tél: (514) 336-3941
Téléc.: (514) 331-3916

Dépôt légal : 2e trimestre 1991
ISSN:1183-7144
Envoi de publication: enregistrement no. 10123

L'ère de l'abdication généralisée

Kim Campbell et la fin de la social-démocratie

STEPHEN SCHECTER

Mince alors! comme dirait mon filleul en France. Enfin le premier ministre s'en va, ne serait-ce que pour être remplacé par son fac-similé. Peut-être, cher lecteur et chère lectrice, que ces longues années de pratique ont fait de monsieur Mulroney un ventriloque de métier; sa basse profonde ressort maintenant dans le soprano léger de la madame pin-up de Vancouver dont je n'ai pas encore vu la photo. Cela, toutefois, n'est peut-être pas essentiel. Les médias l'ont vue, en ont parlé et, à partir de trois fois rien, ils ont fabriqué une petite manie, question de se sortir de l'ennui profond de l'après-Charlottetown, de l'économie en perpétuelle reprise, de nouvelles qui se réduisent à des pronostics. Sondages obligent! Un tiers des Canadiens et des Canadiennes seraient prêts à voter conservateur avec madame Campbell à la tête du parti. Tout pardonné, tout oublié. Le peuple est vraiment trop bon. Après tant d'années au cours desquelles nos leaders nous ont expliqué qu'ils ne sont pour rien dans la dégringolade collective, nous avons fini par les croire. Désormais, les partis ne comptent plus, ils sont seulement une manière d'organiser le vote, de faire en sorte que la demande agrégée, pour parler économie, se transforme en pouvoir d'achat, et que la commande soit placée. Et vogue le navire!

C'est un peu inquiétant. Pour ceux et pour celles qui croient encore à la modernité et qui pensent dans ses termes, cela doit être ahurissant. Chaque malheur, cependant, porte en lui une leçon instructive, et la course au leadership conservateur n'est pas une exception. Elle nous flanque en pleine gueule la nouvelle vérité postmoderne: la politique ce n'est plus important; la fonction représentative est en panne; les prétentions à la bonne gestion sont à peine crédibles. Les gens ont compris que personne n'est responsable de rien et qu'un pantin ferait aussi bien la job. Il dira avec autant de conviction que les forces internationales, la compétitivité inlassable, le trop-plein de démocratie dépassent les meilleurs efforts du gouvernement. Bertolt Brecht disait, lors du soulèvement des ouvriers allemands en 1953 contre le régime communiste, que le message était clair: il fallait dissoudre le peuple et en élire un autre. De nos jours on est beaucoup plus tolérant, on a l'éthique indolore. On n'a qu'à se maquiller un peu, se faire faire un petit *lifting* comme dirait Odette de Crécy, et on repart à zéro. Kim Campbell entre en lice, et ce n'est même pas sa faute. Dès le début, sa candidature ne lui appartenait pas. Maintenant elle est prise avec, ses conseillers aussi apparemment, qui passent des nuits blanches à lui formuler un programme. Je l'ai entendu, celui-là, à Radio-Canada, aux nouvelles du matin, juste avant une oeuvre de Scarlatti. Mais Scarlatti c'est du baroque, la joie d'un monde plein qui croit encore à la transcendance, d'un monde capable de la reconnaître, tandis que moi, cher lecteur et chère lectrice, tout comme vous, je l'écoute de mon fin-fond postmoderne, éclaté, où le parlement et la classe moyenne ont déjà pris le triste chemin de la chair.

Vous comprendrez, cher lecteur et chère lectrice, que si le peuple canadien est prêt à réélire les conservateurs, madame Campbell n'en est que le prétexte. Comme tout prétexte, il doit être bon. Ainsi les gens peuvent-ils se faire une raison. Et à une époque où l'attrait du chef est le seul critère qui reste pour exercer son droit de vote, la popularité soudaine de madame Campbell s'explique par la loi de l'offre et de la demande. Si elle réussit à se faire élire à la direction de son parti, les autres pourront peut-être s'inscrire eux aussi dans des courses au leadership, nous offrant ainsi le spectacle de leurs élections avant qu'on ne leur offre le spectacle de la nôtre. Après tout, l'été s'en vient; et comme l'économie traîne encore, on n'aura pas beaucoup de sous pour se divertir. On risque de s'ennuyer à balconville, et même si on part en roulotte, la télé vient avec, le paysage dans le dépaysement.

Une élection, dans ce contexte, ressemble drôlement à une convention collective. On fixe le cadre et après on négocie, en permanence; le contrat social n'étant plus ni présumé ni assumé.

D'ailleurs, quand on y pense, c'est seulement Preston Manning qui nous offre une vision et un programme, des diagnostics précis et des propositions détaillées. Sa voix est un peu étrange, pressante; elle devient aigüe, fervente et avide lorsqu'il traite de la dette et de ce qu'il faudrait en faire. Ce qui se résume, somme toute, à démanteler le gouvernement. Pendant ce temps-là, les gouvernements NPD au pouvoir dans les provinces sabrent les budgets comme des commissaires du peuple à la quête du blé des koulaks. S'ils ne peuvent pas aller aussi loin que monsieur Manning le souhaiterait, c'est simplement parce que des lobbies ne le permettent pas, tout comme ils ne le permettront pas au Reform Party. Car le secret de la

politique contemporaine se trouve dans le fait qu'elle se déroule non pas durant les élections mais entre celles-ci. Les élections n'ayant lieu que pour mettre en poste des gens moyennement tolérables, de ceux qui ne pratiqueront pas la politique du pire. De ce point de vue les partis traditionnels sont une garantie, ils freinent tout élan vers le cataclysme précoce, faisant croire aux gens qu'on peut décliner en douceur, arrondir la vie d'un sommeil. Entre les élections, on lutte, on mobilise, on revendique, et surtout on cultive son jardin parce que la vie publique s'est réduite aux dimensions de son périmètre. Une élection, dans ce contexte, ressemble drôlement à une convention collective. On fixe le cadre et après on négocie, en permanence; le contrat social n'étant plus ni présumé ni assumé. D'un jour à l'autre il change, le gouvernement servant de boîte postale aux multiples demandes qui y entrent et qui en sortent: hélicoptères par-ci, lignes aériennes canadiennes par-là, coupures dans les paiements de transfert aux provinces, grignotements dans l'assurance chômage; des projets aussi, bien qu'ils le demeurent: garderies, formation de la main-d'oeuvre, contrôle de la violence. Dans les coulisses du quotidien, une société procédurale hors de ses gonds: subventions de toutes tailles, droits et poursuites, et constamment le discours «gare à vous», jusqu'à ce que tout le monde en prenne note et rentre chez soi vaquer à ses affaires comme le petit banquier que l'on nous somme de devenir. C'est alors qu'on lit dans le journal qu'une femme poursuit son partenaire sexuel pour lui avoir un peu trop mordu les fesses, et que le juge accepte d'en statuer. Comme nous de voter, j'imagine.

Eh oui, cher lecteur et chère lectrice, la démocratie n'est plus ce qu'elle était. Dépassé, le discours grommelant des exclus du système, les revendications liées au mouvement ouvrier qui frappait à la porte d'une société politique pour l'obliger à respecter ses propres idéaux. La société politique d'aujourd'hui est devenu purement idéologique. On évoque les puissants aussi bien que les petits pour justifier un ordre dont le plus grand idéal est de s'émanciper du reste du monde, le triomphe délirant du despote devenu l'homme moyen. Et elle s'accomode de tout le reste: le déclin de la famille, de l'école, des classes moyennes, pour aboutir à ce que l'autre appelait, sans trop s'énerver, l'ère du vide. Face à cela, est-il vraiment raisonnable de prôner la social-démocratie comme remède à nos maux? Non pas que je ne l'estime pas. Je crois qu'elle reste encore ce qu'il y a de mieux quand on a des convictions politiques. Elle a le souci noble de l'alliance et de la charité. Mais son moment historique est révolu; et tout appel à la constellation des mesures qu'elle a historiquement véhiculées ne fait que renforcer les tendances qui la minent. Le plein emploi est certes louable, mais à quoi sert-il lorsque la manufacture est en chute libre, que les robots font presque tout dans la grande industrie? Les droits sont magnifiques, mais quelle fin visent-ils lorsqu'un homme demande à la cour de lui donner la garde de l'enfant qu'il a fait avec sa propre fille? Force est de constater, cher lecteur et chère lectrice, que ce dont on souffre ce n'est pas d'un manque de démocratie mais d'un excès de bêtise, que le drame politique contemporain consiste précisément dans le fait que personne, à commencer par le premier ministre, ne prend de responsabilité pour quoi que ce soit. C'est l'ère de l'abdication généralisée. Les bourgeois se retournent dans leurs tombes.

Au début de l'époque moderne, lorsque le moyen âge tirait à sa fin, les cités libres arboraient la devise: l'air de la ville rend libre. À la fin de l'époque moderne, on pourrait dire que l'air de la ville rend bête, et ce, malgré les maisons de la culture. C'est ainsi que le divertissement est devenu une problématique, les loisirs une industrie, la culture une question de temps libre. Tout comme les journalistes, nous risquons de mourir d'ennui. C'est peut-être pour cela que nous ne protestons pas trop devant le spectacle de Kim Campbell et de ses cinq petits copains. À vrai dire, comme disait le bon vieux Kropotkine, au lieu de gueuler, mieux vaut tout simplement faire mieux à côté.

Le Canada entre le nationalisme et le postnationalisme

DANIELLE MILLER

Il serait irresponsable, pour ne pas dire naïf, de nier l'état désastreux de l'économie canadienne, mais il serait tout aussi naïf et même dangereux de prétendre que c'est le seul ou même le plus important des dilemmes qui confrontent notre pays. De la même manière que la constitution fut employée par nos politiciens fédéraux et provinciaux pour nous distraire des difficultés socio-économiques qui nous attendaient, l'économie n'est-elle pas devenue le problème fétiche du jour? Ainsi, ne voulant pas nous compliquer la vie — ou ne voulant pas se compliquer la vie — nos «leaders» se contentent de traiter d'un problème à la fois. Trait qui ne facilitera pas leur survie dans un environnement mondial! En effet, quoique importante, l'intégration économique n'est qu'un des nombreux changements auxquels doivent faire face le Canada et ses partenaires occidentaux dans leur marche vers ladite mondialisation.

Je reviens justement d'une conférence de l'Association britannique des études canadiennes (BACS), qui s'est déroulée fin mars au King's College de Cambridge. Le thème de cette conférence, « Le Canada : premier État postmoderne ?» fut discuté, non sans une certaine réti-

cence, par une flopée d'intellectuels canadiens et britanniques, dont les mieux connus étaient Margaret Atwood et Lise Bissonnette. Ce qui m'a paru fascinant, à part les nombreuses communications sur des thèmes économiques, politiques, et littéraires, ce fut la confrontation entre les vieux défenseurs du nationalisme (canadien et québécois) tels Atwood et Bissonnette, et les penseurs «postnationalistes» qui, tout en analysant le rôle du Canada, ont situé le pays dans un contexte plus global. Contrastant avec la rhétorique fatiguée et peu productive d'Atwood et de Bissonnette, certains penseurs — comme Jocelyn Létourneau, historien de l'Université Laval, et Anthony Giddens, sociologue de Cambridge — ont su remettre en question le concept du nationalisme et faire en sorte que le débat sur l'identité canadienne/québécoise se déroule sur un fond international.

De loin les participantes les plus célèbres, Atwood et Bissonnette livrèrent des communications décevantes. Leurs messages nationalistes canadien/québécois, bien que véhiculant des opinions radicalement opposées, n'en étaient pas moins fatigués et fatigants.

Invitée par l'Association à prononcer l'allocution inaugurale, Margaret Atwood ne semblait malheureusement pas inspirée par le thème. Tout comme une enfant gâtée l'aurait fait, elle a déconstruit le titre de la conférence et les coutumes du pays à coups d'ironie, les dénuant de tout sens. Or les questions pertinentes dont elle aurait pu traiter telles le rôle des médias, le chambardement de nos symboles culturels, ou même le sort de notre vie artistique face à la mondialisation ne manquaient pas. Mais non! Elle a préféré ressusciter, non sans une certaine ironie cette fois, les vieux clichés nationalistes des années 1970. Elle s'est contenté de livrer une tirade «granola» contre le gouvernement conservateur et la grande entreprise, et de définir le Canada comme étant «a share set of circumstances» (un ensemble de circonstances partagées) qui était «situationally challenged» (menacé situationnellement). Pire, elle nous resservit ses mêmes blagues, racontant pour la nième fois l'histoire du concours qu'elle avait aidé à organiser dans le cadre duquel les participants devaient compléter la phrase «être aussi canadien que...» l'exemple donné étant «aussi américain que la tarte au pomme». La réponse gagnante fut «as Canadian as possible under the circumstances» (aussi canadien que possible étant donné les circonstances)!

C'est à se demander si cette approche postmoderne, ironique et déconstructive sert à quelque chose. Bien que cela soit important, il n'en demeure pas moins qu'il est facile de tout critiquer, surtout si on n'a rien à proposer à la place. Et n'eut été du discours généralisateur à la bulldozer de Lise Bissonnette pour souligner les quelques mérites de l'approche atwoodienne, la communication de la romancière m'aurait paru complètement frivole.

Digne de Lewis Carroll, la conférence de Mme Bissonnette sur la débâcle constitutionnelle et sur l'échec de l'accord de Charlottetown, ne révéla rien d'autre que sa capacité inouïe à trier et à interpréter certains faits pour leur faire dire ce qu'elle veut. Ainsi, la victoire du «non», affirma-t-elle, marque le début de la marche vers l'autonomie québécoise. Les éléments socio-politiques, qui font la joie de certains journalistes, n'y étant pour rien. Aucune mention du fameux dîner *Cité libre* du 1er octobre, de la proportion indéniable de «non» fédéraliste au Québec, et encore moins de la prestation embarrassante de Jacques Parizeau lors de son débat télévisé avec Bourassa. Mais de toutes ces merveilles, ce fut la comparaison qu'elle fit entre le Québec et le Danemark qui m'a le plus ébahie. Que je sache le Québec n'est pas encore un État-nation reconnu par l'ONU et son rejet de l'accord de Charlottetown n'est d'aucune manière un phénomène semblable à celui du rejet du traité de Maastricht par les Danois. Et Mme Bissonnette de poursuivre son analyse à coups de marteau devant un auditoire qui, quoique ennuyé, demeura poli. Leur politesse fut d'ailleurs récompensée car, en dépit des communications décevantes d'Atwood et de Bissonnette, la conférence BACS donna l'occasion à certains penseurs plus stimulants de faire connaître leurs idées sur le Canada et sur son rôle dans le monde.

C'est à se demander si cette approche postmoderne, ironique et déconstructive sert à quelque chose.

Au lieu de s'acharner à défendre une réalité qui, en vingt ans, aurait peut-être évoluée, M. Létourneau et M. Giddens ont tenté non seulement de cerner certains changements socio-économiques et technologiques qui affectent le sujet contemporain, mais de remettre en question les principes sur lesquels on a fondé nos sociétés. De manière générale, ils ont souligné la croissance d'une technologie indomptable — surtout dans le domaine des médias — l'épuisement intellectuel, et le paradoxe de cette dernière décennie de néo-conservatisme (en Grande-Bretagne et au Canada) durant laquelle un parti politique qui se voulait le défenseur de la tradition et de nos symboles culturels a présidé à leur destruction. C'est face à un tel chaos, d'après le professeur de Laval, que le sujet contemporain se sent perdu.

Jocelyn Létourneau ne s'est pas contenté de nous imposer une vision politique. Il a disséqué la société canadienne et mis en relief les influences technologiques, économiques et intellectuelles qui façonnent notre manière de penser. À partir de la prémisse selon laquelle le sujet contemporain est déchiré entre les contraintes de son environnement immédiat et celles d'un monde plus large qui, grâce aux médias, lui est plus accessible, M. Létourneau a relevé l'émergence de trois phénomènes. Il y a d'abord la fatigue de l'infrastructure politique actuelle dûe en partie au désir confus du sujet qui, tout en s'apercevant qu'il n'est plus le citoyen d'un pays mais du monde, cherche néanmoins à exercer une influence plus directe dans l'arène politique; puis la remise en question des intérêts de l'État-nation par des problèmes plus globaux tels que le sida, l'écologie et les multinationales et enfin le

refus de la population de croire aux grands récits unificateurs. Or, malgré les problèmes qui hantent notre pays, nous sommes loin d'être les seuls à subir un tel sort.

Pour les participants canadiens, le discours du sociologue britannique Anthony Giddens eut l'effet d'une douche froide. Nous forçant à nous réveiller et à sortir de l'introspection nationale dans laquelle nous nous noyons, il souligna l'universalité, du moins dans les pays occidentaux, de l'angoisse actuelle. À la satisfaction de tous, il commença par dénoncer le terme «postmoderne», qui pour lui encourage une frivolité intellectuelle particulièrement dangereuse étant donné les problèmes qui confrontent le monde — la surpopulation, la prolifération nucléaire, l'effet de serre. À l'instar de Létourneau, il accusa la mondialisation d'avoir bouleversé notre perception traditionnelle du temps et de l'espace. Le nationalisme, selon Giddens, ne serait alors qu'une réaction d'incertitude du sujet désorienté qui cherche à s'ancrer dans un environnement particulier. De plus, un tel changement de perception a engendré la période de transition «posttraditionnelle» que nous vivons, et où les rapports familiaux/sexuels sont constamment remis en question. Malheureusement, toute tentative organisée de retourner à un mode de vie traditionnelle est souvent perçue comme relevant du «fondamentalisme». Il va sans dire que sortir d'une telle débâcle ne sera pas chose facile.

Encore une fois, les analyses postmodernes, pour Giddens, n'offrent pas de solution. En effet, cette méthodologie ne fait qu'encourager l'autoréflexivité institutionnelle en nous forçant à filtrer toute information pour en arriver à une définition élaborée de ce que nous connaissons déjà. Ne se permettant pas de nous proposer des remèdes, Giddens nous a prévenu, toutefois, que dans ce monde «posttraditionnel», les deux options qui demeurent encore ouvertes semblent être la violence et le dialogue. Il nota en conclusion qu'à l'heure actuelle et dans l'arène internationale, il n'est plus permis aux nations de se payer le luxe de s'absenter, de se couper des problèmes globaux. Si les analyses de Giddens n'offrent pas de solution, elles nous aident à comprendre notre situation présente.

À la suite de la conférence de Cambridge, certaines observations m'ont paru pertinentes. Ainsi, la mondialisation ne transcenderait pas le domaine économique? Or, n'aurait-elle pas des effets socio-culturels que nous ne pouvons plus nous permettre d'ignorer sous prétexte qu'ils coûtent trop chers? Puisque nous vivons dans un monde qui dépend de plus en plus des satellites pour nous informer, mais qui subit aussi un chambardement des symboles culturels, ne faudrait-il pas se demander à qui appartiennent ces satellites et quelles sont les images qui nous sont transmises? Véhiculent-ils des valeurs que nous voulons promouvoir?

Sur un plan plus général, nous sommes en train de faire le deuil de l'État-nation. Cependant, nous ne pouvons vivre sans structure, et puisque nous payons encore des taxes à des gouvernements fédéral, provincial et municipal, ne pouvons-nous pas encore leur réclamer un minimum de services? Ne serait-ce que pour nous faciliter la transition vers un environnement mondial; d'où l'importance d'un système d'éducation qui, tout en nous préparant à vivre dans un environnement international, nous donnerait aussi le sens de notre identité nationale. Nous sommes déjà bien partis avec le bilinguisme.

Ainsi, sans faire de morale, je voulais simplement noter ici les idées intéressantes qui ont été abordées lors de la conférence annuelle de la *British Association for Canadian Studies*. En dépit des dinosaures, il existe au Canada des penseurs qui, au lieu de se cacher derrière les grands récits fatigués (l'économie, le nationalisme) essaient d'analyser les différents facteurs qui ont une influence sur notre situation actuelle, et qui tendent à placer notre pays dans un contexte international. Évidemment, la restructuration affecte non seulement l'économie mais toute institution qu'il s'agisse des écoles, des musées, ou des hôpitaux. Bien qu'il y ait de nombreux problèmes qui ne peuvent être étudiés qu'à l'échelle mondiale, la manière dont chaque pays s'organise pour survivre dans un marché mondial dépend encore de chaque État-nation. Il serait peut-être temps de laisser tomber les vieilles histoires de nationalisme et de se pencher non seulement sur l'économie mais sur les autres institutions qui nous sont chères afin de bâtir un Canada qui pourra s'épanouir dans un environnement international.

Conjoncture économique

Problème canadien, solution suédoise?

RICHARD L'HEUREUX

On ne s'étonnera pas que, devant l'ampleur des problèmes de l'économie canadienne, l'attitude la plus courante semble en être une d'impuissance, de défaitisme, de fatalisme presque. Quelle que soit la politique appliquée, elle semble d'avance plus ou moins vouée à l'échec. Les indicateurs statistiques annoncent la fin de la récession mais même si la production reprend, l'emploi stagne et plus de 11% de la main-d'oeuvre est en chômage. Même quand on gagne, on a l'impression de perdre...

Les partis au pouvoir ont les mains liées par l'obligation de réduire le déficit et la dette publique. Ils coupent dans tous les programmes, en attendant que la relance économique vienne gonfler les recettes fiscales. Quant aux partis d'opposition, ils ne donnent guère de raisons d'espérer, quant à une reprise en mains par les gouver-

nants du contrôle de l'économie. Aucune solution crédible. La dernière trouvaille: remplacer la taxe sur les produits et services par une taxe sur la valeur ajoutée. La différence, si elle existe, ne risque guère de se retrouver dans les poches des citoyens. La taxe actuelle sur les produits et services est en fait une taxe sur la valeur ajoutée. La taxe sur la valeur ajoutée serait intégrée dans le prix facturé, au lieu d'apparaître séparément sur la facture. C'est bonnet blanc, blanc bonnet. Quelle innovation! Au plan des politiques économiques, les Canadiens ont raison de se méfier. Il ne suffit plus de proposer une politique de plein emploi. S'il y a un message qui a été bien compris ces dernières années, c'est bien celui de se méfier de ceux et celles qui promettent d'être prodigues avec l'argent du public sans égard aux conséquences futures pour l'équilibre des finances publiques.

Pour la plupart des citoyens canadiens, la notion de dette publique est plus ou moins claire.

Une saine politique conjoncturelle commanderait, en période de récession, de relancer l'économie en injectant des fonds additionnels qui viennent compenser l'insuffisance de la demande des consommateurs et des entreprises. Cette stratégie n'est d'ailleurs viable à long terme que dans la mesure où les déficits anticycliques sont suivis en période de surchauffe économique, d'excédents visant à réduire la demande globale. Elle suppose également que le gouvernement ait le loisir de pouvoir retarder certaines dépenses pour les périodes de récession, autrement dit, qu'il ait des dépenses discrétionnaires. Ces dépenses discrétionnaires lui donnent cette marge de manoeuvre qui lui permet de moduler l'ampleur de son budget en fonction de la conjoncture. Le hic, c'est que depuis près de vingt ans, qu'on soit en récession ou en période de hausse, les gouvernements provinciaux et fédéral ont encouru des déficits budgétaires qui ont alourdi la dette publique. De là le fait que le paiement de l'intérêt sur l'ensemble de la dette publique canadienne est passé à 19% des dépenses courantes en 1990 (17% en 1992), alors qu'il n'était que de 12% en 1970.

En 1991, la dette publique canadienne est passée au-delà du seuil de 50% du produit national brut, une proportion qui a doublé en moins de 15 ans. Pour la plupart des citoyens canadiens, la notion de dette publique est plus ou moins claire. Elle le devient un peu plus quand la dette est détenue par des étrangers puisque son remboursement implique un transfert de fonds au profit des créanciers étrangers. Dans le cas de la dette publique canadienne, la situation est moins claire: en 1991, 77% de la dette publique canadienne était détenue par des institutions et des particuliers canadiens. Cette portion de la dette publique, nous nous la devons donc à nous-mêmes; alors, pourquoi s'en préoccuper? Le remboursement de cette dette intérieure ne serait-elle qu'une formalité comptable? Pas vraiment. Parmi ceux qui détiennent des créances sur l'État, il y a bien sûr des citoyens fortunés mais aussi, et surtout, il y a les institutions financières, les compagnies d'assurance, les caisses de retraite, les banques... Que les gouvernements manquent à leurs engagements financiers et ces institutions à leur tour ne seront pas en mesure de respecter les leurs. Et alors là, ce sont de vastes secteurs de la population qui seraient touchés.

Il faut bien s'y résoudre. Pour s'assurer d'un accès futur aux marchés financiers, le remboursement de la dette est incontournable. Faut-il pour autant mettre la population au régime, rationner les services publics? Peut-être, encore qu'il y ait toutes sortes de façons de le faire... des façons de faire plus équitables que d'autres. Les gouvernants n'ont pas toujours réussi à éviter de faire porter le poids des restrictions budgétaires sur les moins démunis. Ce n'est pas uniquement une question d'équité sociale. Ainsi, le chômage engendré par les coupures budgétaires entraîne également des diminutions de rentrées fiscales, ce qui aggrave le déficit.

Faudrait-il en arriver à réduire la dette à zéro? C'est théoriquement possible mais en pratique, cela équivaudrait à faire porter aux générations actuelles le fardeau fiscal de toutes les immobilisations dont profiteraient les générations futures. On ferait en quelque sorte l'inverse de ce qui s'est fait au Canada depuis vingt ans. Idéalement, la dette publique ne devrait financer que les dépenses de capital ainsi que les déficits encourus en période de récession pour stimuler la demande globale. Cette dernière portion de la dette varierait donc avec la conjoncture, diminuant grâce aux surplus budgétaires réalisés en période de boom économique.

Tout cela est bien connu, mais il y a loin de la coupe aux lèvres, de la théorie à la pratique. Tous les grands partis ont eu l'occasion de mettre l'épaule à la roue: les libéraux et les conservateurs au niveau fédéral, les néo-démocrates, péquistes et créditistes dans les provinces, sans en arriver à une situation satisfaisante. Il n'existe pas de parti politique au Canada qui ait une crédibilité au plan de la politique budgétaire. Devant ce scepticisme généralisé, il peut être intéressant de regarder ailleurs ce qui se fait quelquefois avec succès pour résoudre les problèmes économiques dans lesquels nous sommes empêtrés.

Prenons l'exemple de la Suède, pays reconnu pour l'étendue de ses politiques sociales, véritable laboratoire social du monde industriel. La Suède n'est pas un très grand pays. Sa population est inférieure à 9 millions d'habitants. Contrairement au Canada, elle n'a pas de pétrole et a dû, par conséquent, faire face au choc pétrolier des années soixante-dix, amplifié par l'importance de ses besoins énergétiques de pays nordique. À partir de 1978, son déficit budgétaire a pris des proportions imposantes, passant de 6 milliards de couronnes qu'il était cette année-là à un sommet de 69 milliards de couronnes en 1983 (5 couronnes valent environ 1$) à un point tel qu'en 1986, la proportion de la dette publique par rapport au PNB de la Suède atteignait 63%! Au cours des années suivantes, le gouvernement assainissait les finances

publiques. En quatre ans, le déficit colossal de 69 milliards de couronnes était éliminé, au point que l'exercice budgétaire de 1987 se soldait par un excédent de 21 milliards de couronnes. Malgré ce virement de cap soudain, tout en subissant le contrecoup d'excédents budgétaires, l'économie suédoise réussissait à maintenir un taux de croissance réelle de 1,7%. Compte tenu du fait que la population suédoise n'augmente que de 0,7% par année, c'est là une performance très acceptable. Le revenu par personne y augmentait de 1% par année. Toujours durant ces années 86-91, l'économie canadienne croissait au rythme de 1,1% par année. Avec une croissance de sa population de 1,3% par année, cette performance représentait une diminution de l'ordre de 0,1% par année du revenu par personne. Ces différences de pourcentage semblent peut-être insignifiantes... Ce qui l'est moins, c'est que durant cette période, la Suède diminuait sa dette publique d'un niveau représentant 63% à un niveau représentant 41% du PNB alors qu'au Canada, la dette publique passait de 45% à 53% du PNB. Pour couronner le tout, le taux de chômage en Suède, malgré l'assainissement des finances publiques, n'était que de 3,2% fin 1991, tandis qu'au Canada, il était de 10,3%.

En Suède, le gonflement des dépenses publiques dans les années 70 était dû aux subventions accordées aux industries en difficulté, au développement de l'emploi dans le secteur public et à d'autres mesures destinées à soutenir le marché du travail et ainsi diminuer le chômage. Il était devenu évident toutefois que cette politique n'était pas viable, puisqu'elle amenait vite la dette publique à un niveau tel que le service de la dette allait absorber une part excessive des recettes fiscales.

En 1982, changement de cap: le gouvernement suédois entreprend d'une part de réduire ses interventions dans l'économie en diminuant les subventions directes aux entreprises, d'autre part d'améliorer la compétitivité des entreprises par une dévaluation de la monnaie nationale. Ainsi, l'effet négatif sur la demande globale de la baisse des dépenses publiques étaient compensé par cette augmentation de la demande extérieure pour les biens et services suédois, créée par la dévaluation de la monnaie.

Le problème du déficit budgétaire se résolvait à la fois par la réduction des dépenses et par une augmentation des recettes fiscales attribuable au redressement de l'économie. Le succès de cette politique économique fut aussi aidé par une conjoncture internationale favorable, caractérisée par une baisse des prix du pétrole et une hausse des prix des produits forestiers.

Le gouvernement canadien n'a pas fait preuve de la même prudence dans l'application de ses politiques de redressement économique. Après avoir appliqué avec succès des mesures de restrictions budgétaires à partir de 1984, il imposait (la banque du Canada) à partir de 1987 des taux d'intérêt élevés. Ce virage monétaire allait faire grimper le taux de change et augmenter le coût du financement de la dette. Cette politique économique était restrictive sur tous les plans: elle diminuait la demande d'investissement et les exportations dans un contexte de restriction des dépenses gouvernementales. Une politique en fait qui ressemblait plus à un châtiment qu'à un ajustement, et qui venait renforcer l'impact de la récession américaine sur l'économie canadienne.

Résultat net: le ratio dette publique / PNB est toujours aussi élevé et le taux de chômage reste au-dessus de 11%.

Y aurait-il une justice immanente ? La Suède a connu une mauvaise année en 1992, avec une diminution de son PNB, diminution qui devrait se poursuivre en 1993, tandis que le Canada a connu une année de croissance en 1992, qui devrait être suivie, selon les prévisions de l'OCDE de la plus forte croissance pour l'ensemble des pays de l'OCDE, après la Turquie. La production industrielle suédoise est en chute libre depuis 1990. Le taux de chômage est passé de 1,5% qu'il était en 1990 à 5,4% à la fin de 1992.

Il n'existe pas de parti politique au Canada qui ait une crédibilité au plan de la politique budgétaire.

Le déclin actuel était prévu dès 1989 et même avant, notamment dans les études de l'OCDE. En Suède, les dévaluations des années 80 avaient dispensé le secteur des entreprises de s'ajuster aux conditions changeantes du marché international. Les parts de marché et leurs taux de rendement diminuaient. Le gouvernement aurait pu avoir recours de nouveau à la dévaluation de la monnaie nationale, mais il choisit plutôt, vu la volonté de la Suède de s'intégrer au marché européen, de la maintenir à un taux de change fixe, tout en amorçant une série d'ajustements destinés à accroître la compétitivité de l'économie suédoise. Ces ajustements passent par une diminution des interventions de l'État dans l'économie, accompagnée d'un allègement marqué des impôts directs et indirects.

Sur le plan de l'emploi toutefois, la Suède garde son avantage, avec un taux de chômage de 5,4% tandis que dans notre Canada en croissance économique, il était de 11,8% en fin d'année et devrait se maintenir à ce niveau au cours des mois à venir...Toutefois, cet avantage ne s'est maintenu qu'à travers la croissance des emplois dans le secteur public, une stratégie entraînant des niveaux de taxation très élevés, difficiles à maintenir au moment où la Suède veut s'intégrer au marché européen.

Le virage amorcé par la Suède est radical, au point que selon *l'Observateur de l'OCDE*, le modèle suédois n'est plus. Ainsi, ce ne serait pas tout d'avoir une situation de plein emploi, encore faudrait-il une économie suffisamment compétitive pour garantir des revenus adéquats...La Suède a ainsi décidé que le maintien de sa position économique valait le risque d'augmenter de quelques points son taux de chômage. Le modèle suédois a ses limites qui ne valident pas pour autant le «modèle canadien» car il reste à répondre à cette question: «Une économie qui laisse inexploitées un douzième de ses ressources humaines est-elle vraiment performante ?»

La dette

Mythes et réalité

Louis-Philippe Rochon

À les entendre débattre du déficit et de la dette du Canada, on dirait que la plupart de nos économistes ont évacué la dimension politique des sciences économiques. Car s'il est un débat qui est éminemment idéologique et politique c'est bien celui qui oppose, à l'heure actuelle, les tenants de l'élimination de toute intervention de l'État en matière de relance économique à ceux qui pensent, au contraire, que l'intervention de l'État est liée de très près à la croissance économique, au bien-être des citoyens, à la productivité accrue du secteur privé. On se croirait revenu cinquante ans en arrière, avant que John Meynard Keynes ne publie sa *Théorie générale* .

Précisons, dès l'abord, que ces oppositions sont plutôt nébuleuses dans le débat politique actuel. Si la droite véhicule le discours hayékien du laissez-faire économique fondé sur l'individualisme et le minimalisme étatique, la gauche a, par contre, adopté dans un certaine mesure le discours anti-keynésien de la droite. Il n'y a qu'à observer les politiques adoptées par les gouvernements néo-démocrates au Canada pour constater qu'ils ont bel et bien renié les principes économiques traditionels de la social-démocratie.

Cela est grave. Quand j'entends Kim Campbell promettre la réduction du déficit en 5 ans, je me dis qu'elle est complètement cinglée, ou qu'elle n'y comprend rien. Quelle sorte de Canada voulons-nous ? Cela n'entre manifestement pas en ligne de compte pour ceux qui prônent la réduction du déficit à tout prix.

On justifie les politiques d'austérité en nous disant que la dette canadienne a explosé, que le ratio dette/produit intérieur brut (PIB) a atteint un niveau record de 54,6%, et que bientôt, on ne sera pas mieux que l'Argentine. Le Canada, nous répète-t-on, possède le ratio dette/PIB le plus élevé de tous les pays industrialisés. Cette affirmation est aussi ridicule qu'elle est malhonnête. On ne peut en effet comparer ce ratio entre les pays puisque ce qui constitue une dépense publique au Canada — assurance-maladie, assurance-chômage — n'en est pas une dans un pays comme les États-Unis, par exemple.

Il y eut une époque dans l'histoire du Canada où ce ratio était près du double de ce qu'il est aujourd'hui. À la fin de la seconde guerre mondiale, notre ratio dette/PIB était de 106,6 %. Étions-nous pris de panique ? Non. Étions-nous au bord de la faillite ? Non. Loin de là. Grâce à l'endettement, le Canada a connu pendant plus de 30 ans une période inégalée de croissance économique ainsi qu'un accroissement impressionnant du niveau de vie de tous les Canadiens. En outre, les programmes sociaux, l'éducation, le système de santé, sont tous des programmes qui ont vu le jour sous le «poids» de cette énorme dette. Et la construction des routes et du réseau ferroviaire, le développement des réseaux commerciaux, ont également profité à l'entreprise privée. Pourtant cet aspect de l'endettement de l'État n'est jamais souligné ni même reconnu.

Il y a selon moi 6 mythes principaux qui sont au coeur du débat sur la façon de régler la dette et le déficit:
1) Le déficit et la dette sont inflationnistes puisque les dépenses gouvernementales s'ajoutent à la demande globale.
2) Le déficit et la dette mènent à des taux d'intérêt élevés et, par le biais de «l'effet d'éviction», ils réduisent les investissements privés. Les économistes plus durs estiment que chaque dollar dépensé par le gouvernement réduira d'un montant égal l'investissement privé.
3) Pour contrôler la croissance de la dette, le gouvernement ne peut faire que deux choses: réduire les dépenses courantes ou augmenter les impôts.

Selon Keynes, dans le contexte d'une économie capitaliste d'incertitude, il y a nécessairement conflit entre les entrepreneurs et les rentiers. Ces derniers réussissant à imposer leur volonté.

4) Pour financer sa dette, le gouvernement devra se tourner vers l'extérieur en empruntant à l'étranger puisque les fonds consentis en prêts au Canada — c'est-à-dire l'épargne — sont limités.
5) Une dette lourde représente un fardeau énorme pour les générations futures. L'État «responsable» — que l'on compare à une entreprise — ne doit pas s'endetter puisque cette dette devra être éventuellement remboursée, ce qui diminuera la consommation et le niveau de vie des Canadiens dans l'avenir. Ainsi, ne devons-nous pas «hypothéquer» l'avenir.
6) Puisqu'une plus grande partie des revenus du gouvernement (32%) est consacrée uniquement au service de la dette (paiements d'intérêt), le gouvernement n'a plus les moyens de s'acquitter de ses responsabilités traditionelles ni même de mettre sur pied de nouveaux programmes sociaux, tel le programme de garderies.

Si l'on fonde son argumentation sur ces mythes, on suppose qu'il y a crise budgétaire. Or, ce n'est pas une crise budgétaire que nous vivons. Le problème actuel a peu à voir avec l'état de santé des finances publiques ; elles se comportent plutôt bien. Il faudrait plutôt parler ici de crise monétaire. C'est elle qui est à la source de nos problèmes économiques, dont la dette. De ce point de vue, nous ne pouvons ignorer l'impact de la politique

monétaire restrictive anti-inflationiste de la Banque du Canada sur le déficit et la dette.

Lorsque nous examinons en détail les composantes de la dépense budgétaire du gouvernement fédéral, nous constatons que le problème premier du déficit sont les paiements d'intérêts sur la dette. Si nous omettons cette composante du calcul du déficit, nous obtenons le «solde des opérations» du gouvernement; c'est à dire la différence entre ce que le gouvernement perçoit sous forme d'impôt et de taxes et ce que ça lui coûte pour administrer les programmes. Or, depuis 1988, le Canada affiche un solde positif dans ce domaine. En 1991, par exemple, nous avions un surplus des opérations de 12 milliards de dollars. Ce n'est que lorsque nous ajoutons le service de la dette que nous avons un déficit. En 1991, les paiements d'intérêt étaient de 42 milliards de dollars. Or, de quoi dépendent les intérêts sur la dette si ce n'est des taux d'intérêt? Réduire les taux d'intérêt, c'est réduire les paiements d'intérêt sur la dette.

Durant les années d'après-guerre, alors que la dette était relativement beaucoup plus importante, les taux d'intérêt réels étaient plus bas qu'ils ne le sont aujourd'hui; affichant une valeur moyenne de 1,4% entre 1933 et 1985. Ce n'est que depuis 1980 que les taux d'intérêt se sont mis à flamber; imposant de ce fait à l'État un fardeau insupportable. Depuis 1982, le gouvernement fédéral a consacré 270 milliards de dollars en paiements d'intérêts seulement, ce qui a largement contribué au gonflement de notre dette.Il n'est donc pas surprenant, qu'après 9 ans de politiques austères, le gouvernement ne soit pas arrivé à éliminer le déficit.

Ceux qui prétendent que le gouvernement ne dispose que de deux choix pour régler le déficit — réduire les dépenses ou augmenter les impôts — ceux-là se trompent. Le gouvernement pourrait aussi exiger que la Banque du Canada réduise le taux d'intérêt. En fait, si le taux d'intérêt était ramené à son niveau historique de 1,4%, le gouvernement économiserait de 6 à 7 milliards de dollars durant la première année et plus de 11 milliards de dollars par année, après la troisième année. Si cette politique avait été mise en place pendant la période 1980–1993, la dette nationale ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Il va sans dire qu'une telle politique ne serait pas bien vue par la majorité des banquiers et des grands financiers du Canada. Une chute des taux d'intérêt signifierait pour les propriétaires de la dette, dont ils sont, la perte d'un revenu considérable. Selon les économistes Mario Seccareccia et Andrew Sharpe, «Si un gouvernement s'endette simplement pour payer des frais d'intérêt, et effectue des transferts à de riches rentiers qui ont une forte propension à épargner, l'effet sera fondamentalement différent de celui d'un déficit qui aurait pour cause des transferts aux pauvres et aux chômeurs». Bref, les politiques budgétaires et monétaires profitent d'abord aux rentiers.

Les économistes orthodoxes diront qu'une baisse des taux d'intérêt entraîne des conséquences négatives, telles que l'inflation et la chute de la valeur du dollar canadien. Regardons de près ces deux propositions, et voyons si elles concordent avec «l'expérience des faits», comme disait Keynes.

La Banque du Canada croit que l'inflation est «partout et en tout temps un phénomène monétaire», comme l'a déjà dit Milton Friedman. En d'autres termes, l'inflation résulte d'une surabondance de monnaie dans l'économie, ce qui a tendance à réduire la valeur des biens et à en gonfler le prix. La monnaie serait un bien au même titre que les pommes et la bière. Si l'on pouvait réduire l'offre de monnaie, celle-ci deviendrait plus rare. Et le prix de la monnaie reflèterait sa rareté. Comme c'est le cas pour les autres biens, la valeur de la monnaie serait déterminée par les lois de l'offre et de la demande. De même, si, comme elle le prétend, la Banque du Canada pouvait contrôler la masse monétaire, et donc la réduire, cela augmenterait les taux d'intérêt sur lesquels elle dit n'avoir aucun contrôle. À ce compte là, le raisonnement inverse s'applique tout aussi bien : des taux d'intérêt plus bas signifieraient une surabondance de monnaie dans l'économie. Ce qui ferait augmenter les prix. Et des taux d'intérêt bas encourageraient la consommation et la demande, augmentant ainsi les prix des biens.

Ce sont les investissements qui déterminent l'épargne, et non l'inverse.

C'est dans ces termes que la Banque du Canada justifie sa politique monétaire car c'est ainsi qu'elle entend atteindre son objectif d'inflation zéro. Or, toujours d'après les économistes orthodoxes, quand les gouvernements entreprennent des projets d'investissement en s'endettant davantage, ils augmentent la demande de monnaie ce qui accroît d'autant plus la valeur des taux d'intérêt. Toujours selon ces économistes, la hausse des taux d'intérêt gênerait l'initiative privée et réduirait les investissements dans ce secteur, parce que, entre autres, la disponibilité des fonds (l'épargne) s'en trouverait réduite. Or l'histoire récente le prouve, une politique monétaire restrictive ne réduit pas nécessairement l'inflation. Au contraire, elle peut même l'encourager.

De nombreuses études empiriques ont prouvé qu'il n'existe aucune corrélation sûre entre le déficit et les taux d'intérêt, ni même l'inflation. Par exemple, au cours des années 1942–45, les taux d'intérêt étaient en moyenne inférieurs à 3% , alors que le déficit représentait en moyenne près de 18% du PIB. Au cours des 6 années précédentes où le déficit ne représentait que un pour cent du PIB, les taux d'intérêt y étaient légèrement supérieurs. Le même phénomène s'est répété tout au long de notre histoire. En 1981–1985 alors que le déficit a quadruplé, les taux d'intérêt ont diminué de 15,22% à 11,04% . Enfin, tout dernièrement, une réduction du déficit en pourcentage du PIB s'est accompagnée d'une

hausse des taux d'intérêt.

Selon les économistes John Maynard Keynes et Michael Kalecki c'est l'accroissement des coûts de production de l'entreprise et non l'excédent de la demande qui est la cause de l'inflation. Quand la masse salariale ou les taux d'intérêt augmentent, les coûts de production des entreprises augmentent. Celles-ci doivent donc augmenter le prix de leurs biens afin de récupérer leur marge de profit. Mais quand les prix augmentent, le salaire réel des travailleurs chute. En ce sens, l'inflation serait plutôt un phénomène social, une question de redistribution de la richesse.

Le calcul du déficit doit être repensé. Il est insensé que nous incluions sous la même rubrique les opérations courantes du gouvernement et les dépenses publiques d'investissements.

Pour ce qui est de l'effet d'éviction comme tel, il serait imprudent de croire que les investissements privés et publics s'excluent toujours mutuellement. De manière générale, les études empiriques n'ont révélé que peu d'exemples de l'effet d'éviction. En période de plein emploi, l'idée pourrait avoir certains mérites puisque les entreprises privées et le gouvernement seraient en concurrence. Dans le monde réel, cependant, l'économie ne se trouve jamais — ou rarement — en période de plein emploi. Et puisqu'à l'heure actuelle. le déficit s'inscrit dans le contexte d'une récession prolongée, où la demande est faible et où il y a sous-utilisation des ressources, il serait plus réaliste de croire que les investissements publics contribueraient à accroître la richesse nationale, surtout lorsqu'il n'y a pas d'investissements privés. Le contexte d'incertitude et d'instabilité inhérent au capitalisme décourage les investissements privés parce que les «esprits animaux» — les sentiments d'optimisme ou de pessimisme soudain — prévalent chez les dirigeants d'entreprises. Selon Keynes, le capitalisme, laissé à lui seul, tendrait à produire un niveau d'investissements inadéquat. C'est pour cette raison que dans la *Théorie générale*, Keynes a souligné l'importance de l'intervention de l'État et de la «socialisation de l'investissement».

Il ne faudrait pas assimiler toutefois les idées de Keynes au principe marxiste de la propriété étatique des moyens de production. Selon Keynes, dans le contexte d'une économie capitaliste d'incertitude, il y a nécessairement conflit entre les entrepreneurs et les rentiers. Ces derniers réussissant à imposer leur volonté. Cette contrainte se traduirait par une perte des «esprits animaux» qui aboutit à une situation de chômage persistant. La seule solution de rechange crédible serait, selon Keynes, que l'État intervienne davantage pour «organiser l'investissement» et ainsi relancer l'emploi et la croissance économique. Il s'agit clairement d'une politique à long terme et non d'un ensemble de mécanismes contre-cycliques. L'intervention de l'État est nécessaire (cela peut aller jusqu'aux «deux-tiers ou trois-quarts des investissements totaux») pour que l'on arrive à bout du capitalisme rentier. En influençant l'investissement, l'État contribue à l'augmentation du stock des biens de capital jusqu'à ce qu'ils ne soient plus rares. En ce sens, la socialisation de l'investissement mène au déclin du capitalisme rentier dont l'existence dépend de la rareté du capital financier.

Quant au dollar canadien, encore là de nombreuses études ont démontré qu'il n'y avait pas de corrélation solide entre le taux d'intéret et la valeur du dollar. Même si une réduction du taux d'intérêt menait à une chute du dollar canadien, ce ne serait pas la fin du monde. Depuis bon nombres d'années, plusieurs économistes répètent que le dollar canadien est surévalué. Selon l'économiste Pierre Fortin, le dollar canadien devrait se retrouver près de son niveau naturel, soit de 70 cents, «et même de 60».

Pour ce qui est du financement de la dette par des emprunts à l'étranger, cette pratique n'est pas nécessaire et n'aurait même jamais dû exister. Les gouvernements devraient être en mesure de financer leurs déficit en empruntant au Canada seulement; comme ce fut le cas à la fin de la seconde guerre mondiale, alors que la situation était plus précaire.

D'où viendrait cette épargne ? Les économistes orthodoxes prétendent qu'il y a une limite à l'épargne canadienne à laquelle le gouvernement peut avoir recours. Cette affirmation est fausse, bien entendu. S'il y avait une limite à ces fonds, elle aurait pour origine la structure actuelle des taux d'intérêt.

Pour Keynes, l'épargne découle du revenu qui est facteur des investissements, c'est ce que les économistes post-keynésiens ont appelé les «investissements générateurs de revenu». Les gens n'épargnent pas s'ils n'ont pas de revenu. Or, en réduisant les taux d'intérêt, on réussirait à accroître les investissements qui généreraient des revenus donc l'épargne nécessaire. Ce sont les investissements qui déterminent l'épargne, et non l'inverse.

Enfin, ceux qui prétendent que la dette représente un fardeau pour les générations futures ne tiennent pas compte de la réalité. J'espère avoir démontré, ici, que la question du financement de la dette ne se limite pas à une augmentation des impôts dans l'avenir. Nous ne sommes pas obligés de laisser aux générations futures la responsabilités de payer pour nos «dépenses extravagantes». Et posons-nous la question. Quelle sorte de fardeau laisserions-nous à nos petits-enfants si nous coupions dans l'éducation, dans les programmes sociaux, dans l'infrastructure, dans la formation professionnelle, et dans la recherche et le développement ? Ce qui ne veut pas dire que j'encourage les gouvernements à faire de folles dépenses. Loin de moi cette idée, mais soyons clair quant aux dépenses qu'il faut envisager.

En guise de conclusion, notons une dernière chose. Le calcul du déficit doit être repensé. Il est insensé que nous incluions sous la même rubrique les opérations cou-

rantes du gouvernement et les dépenses publiques d'investissements. Il est bien évident qu'il s'agit de dépenses différentes et qu'elles ont un impact distinct sur l'économie. L'effet stimulateur des investissements publics renfloue le revenu national et le stock de biens de capitaux légués aux générations futures est d'autant plus élevé. C'est une distinction que Keynes a toujours faite dans ses conseils politiques. Le budget des dépenses courantes ne devrait être équilibré qu'à la fin d'un cycle économique. Pour ce qui est des dépenses d'investissements, elles comportent des avantages évidents et, grâce à leur effet multiplicateur, elles sont «capables d'autofinancement» et«n'entraînent [donc] pas l'accroissement graduel de difficultés budgétaires». ✐

El Salvador

La loi d'*amnésie*

NICOLAS GILBERT

On a beaucoup parlé de la Loi d'Amnistie[1] adoptée par le Salvador en mars dernier, notamment à l'occasion de l'élargissement, en vertu de cette législation, de deux officiers reconnus coupables de l'assassinat de six jésuites en novembre 1989. Pourtant, cette libération n'est pas l'effet le plus pervers de la nouvelle loi.

Fallait-il, oui ou non, amnistier les chefs militaires et les dirigeants du FMLN responsables de violations des droits de l'homme, s'est-on demandé. En fait, la question posée n'était pas la bonne puisqu'il ne s'agit pas seulement d'une amnistie. Celle-ci est, par définition, un «pardon général»; or, le gouvernement salvadorien ne s'est pas contenté de pardonner aux (rares) militaires déjà condamnés pour abus, il a aussi renoncé à enquêter sur les violations non élucidées. Bref, tout est oublié (y compris les victimes), même si les responsables de la répression ne regrettent rien. Ce n'est pas une loi d'amnistie, c'est une loi d'amnésie!

Ainsi, dans le cas du meurtre des six jésuites de l'Universidad Centroamericana — un crime parmi tant d'autres, hélas — le plus scandaleux n'est pas la libération du colonel Benavides et du lieutenant Mendoza car, en ce qui les concerne, la lumière a été faite. Libres ou non, ils sont reconnus comme des assassins. Ce qui devrait choquer davantage, c'est qu'en vertu de la loi d'amnistie, les chefs militaires qui avaient ordonné l'assassinat sont désormais à l'abri de toute poursuite judiciaire, bien que la *Commission de la vérité* mise sur pied par l'ONU ait clairement établi leur responsabilité dans le meurtre des jésuites.[2] L'un de ces officiers, le général René Emilio Ponce, était jusqu'en mars ministre de la Défense; il a démissionné après la publication des conclusions de la commission (tout en déplorant que l'armée soit «injustement accusée» de violation des droits de l'homme). Mais d'autres occupent toujours des postes élevés car, en plus de promulguer l'amnistie, le président de la république Alfredo Cristiani a catégoriquement refusé de destituer les officiers dénoncés dans le rapport de la commission, arguant que celui-ci «ne répond pas au désir de réconciliation de la majorité des Salvadoriens qui est : pardonner et oublier».[3] Une véritable réconciliation nationale est-elle possible alors que l'armée reste truffée d'assassins?

Les dirigeants salvadoriens ont-ils pensé un instant à toutes les questions qui demeureront sans réponse si la Loi d'amnistie reste en vigueur? Par exemple, les familles de milliers de «disparus» ne sauront ni ce que ceux-ci sont devenus ni l'identité des ravisseurs. Et les responsables des multiples atrocités qui ont jalonné la guerre civile — notamment le massacre de centaines de civils par l'armée à El Mozote en 1981 — n'auront jamais à répondre de leurs actes.

Une véritable réconciliation nationale est-elle possible alors que l'armée reste truffée d'assassins?

Donc, quoi qu'en dise M. Cristiani, ceux qui dénoncent la loi d'amnistie ne s'opposent pas à la réconciliation nationale, pas plus qu'ils ne réclament vengeance; ils demandent tout simplement que justice soit faite et que la vérité soit dévoilée. *Toute* la vérité. Certains sont même enclins à une remarquable clémence: le père José Maria Tojeira, provincial de la Compagnie de Jésus, a recommandé l'amnistie des auteurs de violations des droits de l'homme qui avoueraient leurs crimes. On peut difficilement l'accuser de prêcher la loi du talion!

«Si cruelle que puisse être dans certains cas la vérité, la reconnaissance de ce qui s'est passé au Salvador est la première étape essentielle pour s'assurer que cela ne se reproduise plus», précisait le communiqué de l'ONU annonçant la publication du rapport[4]. On ne saurait mieux dire. Et si, face à la cruelle vérité, le premier réflexe du président Cristiani est celui de l'autruche, on peut douter que le peuple salvadorien ait vraiment envie de l'imiter. Pardonner à des criminels est une chose; les laisser en liberté avec leurs armes en est une autre, beaucoup plus risquée. ✐

NOTES

1. Officiellement, Loi d'amnistie générale pour la consolidation de la paix.
2. UN Human Rights Coordinator, *Summary of the Truth Commissions's report – El Salvador*, Communiqué émis le 19 mars 1992.
3. *La Presse*, 22 mars 1993, p. B-3.
4. UN Human Rights Coordinator, op. cit.

L'Algérie à la croisée des chemins

Roger Paul Gilbert

Depuis le 26 décembre 1991, l'Algérie a vu s'interrompre un processus électoral crucial pour son avenir. Le Front islamique du salut (FIS) avait gagné le premier tour des élections législatives modelées sur le système français à deux tours. Le FIS allait probablement gagner au deuxième tour une majorité des deux tiers des sièges de l'Assemblée nationale, ce qui lui eût permis de gouverner seul, sans devoir s'associer à d'autres forces politiques, d'amender la Constitution et d'imposer une forme de régime intégriste totalitaire. Le cas de l'Ayatolisme iranien était encore suffisamment présent à l'esprit des dirigeants algériens pour que ceux-ci interviennent à temps afin de bloquer le dérapage vers l'obscurantisme.

L'armée algérienne, incarnée par son haut commandement et notamment par le ministre de la Défense nationale, le général major Khaled Nezzar, décide de pousser le président Chadli Benjedid, lui-même porté à accepter la cohabitation avec un gouvernement islamiste, à la démission. Le vide constitutionnel résultant de l'absence d'autorité présidentielle entraîna la création d'un haut comité d'État (HCE) composé de cinq membres présidé par Mohammed Boudiaf, ancien leader historique de la révolution algérienne, et dont l'homme clé est le ministre de la Défense nationale. Restaurer l'autorité de l'État devait, aux yeux du HCE, reposer sur la sécurité et sur le dialogue avec toutes les forces sociales qui rejettent la violence.

Dès lors, des mesures sécuritaires se sont imposées, axées sur la répression des Islamistes dans le cadre de la proclamation de l'État d'urgence et de l'instauration du couvre-feu dans les wilayates (départements) du centre du pays. Les principaux leaders islamistes, notamment Cheikh Abassi Madani et Ali Belhadj se virent emprisonnés en même temps que des milliers de leurs compagnons pour lesquels des camps d'internement ont été ouverts au sud du pays. Au demeurant, le dernier rapport d'Amnistie internationale a consacré un chapitre affligeant à l'Algérie.

Les Islamistes crient bien sûr à l'injustice, eux qui avaient gagné les élections démocratiquement et qui ont été renversés par la force militaire. La tentation était forte de protester par la violence: attentats contre des policiers et militaires, pose de bombes notamment à l'aéroport d'Alger et dans les institutions publiques, assassinat du président Boudiaf, (on compte à peu près mille morts des deux côtés au cours de l'année 1992). Ces actes sont les signes manifestes d'un mal plus profond, dont l'ampleur conduit au désespoir et à la guerre civile.

De leur côté, les Islamistes occupent une position de force sur le terrain (alimentée par des armes venues de l'extérieur, ce qui a entraîné la suspension des relations diplomatiques de l'Algérie avec l'Iran et le Soudan); ils se sont, en outre, mérités des appuis chez certains militaires qui ont déserté avec leurs armes et dont un nombre important vient d'être jugé par les tribunaux militaires de Ouargla et de Bechar. Dans ces conditions, on imagine aisément les loyautés et l'adhésion d'une partie de la population, en proie au chômage et à la pauvreté, aux mots d'ordre et à l'action du FIS.

Le pouvoir se voit contraint de rechercher des points d'entente par le dialogue et des solutions de compromis, auxquels le général Nezzar serait devenu particulièrement sensible. Est-ce pour cela que Nezzar vient d'échapper à un attentat à la voiture piégée dont la technique trahit une main et une organisation des plus professionnelles? Le pouvoir algérien se trouve-t-il divisé contre lui-même et incapable de parvenir à une solution qui ne soit autoritariste? C'est vraisemblablement la position d'une partie de la hiérarchie militaire qui ne croit pas à une solution politique. Cela semblerait être aussi l'avis de l'actuel premier ministre, Belaïd Abdessalam.

Ce dernier propose de relancer l'économie par un retour à la gestion centralisatrice de l'État. Cette démarche s'oppose à celle qui avait été adoptée, à l'époque du président Benjédid et de son premier ministre Hamrouche, pour assurer le passage à l'économie de marché (libération du commerce extérieur, préparation de la convertibilité du dinar, incitation aux investissements étrangers directs, accord cadre avec le Fonds monétaire international , en vue d'une réforme radicale du système bancaire, douanier et fiscal).

Or, Abdessalam se trouve à contre-courant des réformes précitées en obligeant les entreprises à verser des salaires sans contrepartie productive, en s'immisçant dans leurs actes de gestion contrairement à l'autonomie qui leur est toujours dévolue par la loi; bref il s'agit du retour aux méthodes bureaucratiques de l'ancien système. Le premier ministre refuse en outre d'obtempérer à la recommandation du FMI au sujet de la dévaluation du dinar (50%), de la réduction des dépenses de l'État et de la privatisation d'une partie du secteur public. Il rétorque, au contraire, pour l'exercice 1993, par un budget avec un déséquilibre prévu de 168 milliards de dinars, sans toutefois préciser comment sera financé ce déficit, si ce n'est par la planche à billets, avec des dangers d'aggravation d'une inflation déjà insoutenable pour les catégories moyennes et démunies.

Alors que les produits de luxe abondent, (voitures, équipements électroniques, audiovisuels et autres), les produits essentiels comme les médicaments sont rares et terriblement coûteux, et la gestion des services sociaux est réduite à néant. On rapporte le cas d'un hôpital qui, depuis plusieurs semaines, disposait d'une seule seringue pour l'ensemble de ses malades. L'économie parallèle pro-

duit une abondance factice au-dessus des moyens de la grande majorité des citoyens et nourrit des fortunes spéculatives qui échappent à tout contrôle fiscal. La crise du logement, aggravée par une pénurie de matériaux de construction (fer à béton, ciment, etc.), trouvera-t-elle un début de solution grâce au prêt de 280 millions de dollars US de la Banque mondiale pour le logement social en Algérie? Selon certaines indications statistiques, deux millions de logements corrigeraient l'extrême précarité de la grande majorité des familles entassées dans des espaces d'une exiguïté incroyable, quatorze à seize personnes vivant dans un logement normalement destiné à une famille de quatre ou cinq personnes. (Songez que la population de l'Algérie atteint presque les 30 millions d'habitants et doublera vraisemblablement d'ici l'an 2030).

Le nouvel ordre mondial ne doit-il pas tenir compte de l'impératif essentiel selon lequel l'équilibre des pays et des peuples est aujourd'hui fondé sur des frontières sociales et non pas militaires?

Cet apport de capitaux est dérisoire par rapport aux exigences réelles d'une relance véritable de l'économie algérienne qui souffre d'abord d'un manque d'argent frais, condition essentielle à la création d'industries et d'emplois dans un pays où le chômage atteint 18% de la population active et où le système d'éducation déverse plus d'un quart de million de jeunes diplômés (autant que la France) sur le marché du travail; la plupart des jeunes doivent se contenter d'initiatives dans l'économie parallèle et le marché noir. Fini les régimes de bourses gracieusement offertes par les pays de l'Est et les études supérieures en Europe (ne parlons pas du Canada!).

L'économie algérienne ne peut plus compter sur le commerce de troc avec ces pays (une situation qui a perdu Cuba au lendemain du départ des Soviétiques), mais sur des échanges indexés sur les cours mondiaux en devises fortes.

En outre, les ressources exportables, gaz naturel et pétrole, sont mobilisées à un niveau de 80% pour le paiement des services de la dette extérieure qui est de 26 milliards de dollars US. Il s'ensuit une pénurie de produits essentiels normalement importés. La solution du FMI et son remède de cheval (rééchelonnement en échange de mesures draconiennes au coût social accablant, v.g. licenciements massifs, privatisations, dévaluation de la monnaie) place l'Algérie, au rang de bien d'autres pays, devant un échéancier qui ne lui permettra pas de respirer avant quelques années.

Or, le devoir de l'Occident tout entier est d'aider de tels pays à se développer parce qu'ils ont toute la capacité d'une grande exploitation économique (ressources naturelles, infrastructure, potentiel industriel, ne demandant qu'à être de nouveau relancés par des investissements directs de l'étranger) susceptible de créer la richesse et de réduire les tensions sociales qui amènent ces pays au bord du chaos.

En termes d'équilibre Est-Ouest aussi bien que Nord-Sud, un pays comme l'Algérie est porteur d'un fardeau énorme, lourd de conséquences et de dangers de déséquilibres politiques pouvant faire pâlir des conflits comme celui de l'ex-Yougoslavie. Imaginons des «boat people» se lançant sur l'Europe et l'Amérique à partir des pays du Maghreb, victimes des vagues obscurantistes qui s'abattent sur eux ou de la misère dans laquelle leurs pays s'enfoncent par manque de compréhension, de dialogue et d'assistance (coopération, aide à la formation, prêts de la Société canadienne pour l'expansion des exportations, etc).

Le cas de l'Algérie est-il tellement différent de tant d'autres? Ces pays doivent apprendre à produire des richesses au moyen d'un partage du savoir-faire et de la technologie occidentale. À cet égard, l'Algérie devra s'efforcer de surmonter certains complexes hérités de son passé colonial et rechercher des équilibres culturels et techniques qui s'offrent à elle par le biais de la francophonie, un instrument valable pour son épanouissement et qu'il serait injuste de repousser au nom d'une arabité que personne ne saurait contester.

Le nouvel ordre mondial ne doit-il pas tenir compte de l'impératif essentiel selon lequel l'équilibre des pays et des peuples est aujourd'hui fondé sur des frontières sociales et non pas militaires? La sécurité n'est plus affaire de bellicisme armé, mais de pauvreté et de besoin de survie. L'Europe pourrait connaître une nouvelle invasion des Maures, celle-là composée de pauvres gens désespérés plutôt que de producteurs de la civilisation encore visible à Cordoue et Grenade. La plupart des pays du Sud sont détenteurs de ressources d'ordre stratégique. Serait-il utopique d'imaginer un partage équitable des richesses de la planète dans le cadre d'un partenariat où les pays du Nord, sans s'appauvrir, pourraient servir de locomotives du progrès social et de la paix civile des populations du Sud?

Pour le Canada, un tel engagement signifierait un retour à sa vocation diplomatique initiale (maintien de la paix, coopération, développement des peuples démunis) et non pas à une forme de continentalisme étroitement commercial, comme ses derniers énoncés politiques semblent le suggérer. Un tel effacement du rôle du Canada dans des régions, hier encore stratégiques à bien des égards, sera aussi préjudiciable aux Canadiens qui connaissent bien les exigences de l'interdépendance et ses bienfaits. L'engagement traditionnel du Canada dans les opérations de maintien de la paix, là où elle se trouve menacée, allait de pair avec une impulsion globale qui anticipait d'abord sur les besoins des peuples et notamment de leur accès à la technologie et à la coopération canadienne comme moteur de leur développement. Le commerce n'en souffrait pas pour autant.

Loin de s'atténuer, ces besoins et ces attentes se sont au contraire accentuées, au point de nous interpeller plus vivement. ✐

Rencontre avec le XXIe siècle

Le sens du non-sens

BUJOR NEDELCOVICI*


PHOTO: © ANDERSON/GAMMA

Le sens c'est d'abord ce qui instruit la conscience : le sens, c'est «à dire» et «à penser»

— Paul RICOEUR

Le XXe siècle est-il un siècle stupide et aberrant ? Le siècle de la souffrance et du bonheur rendus obligatoires par décret ? Celui du naufrage des illusions ?

On a appelé le XVIIIe siècle le «siècle des lumières». On pourrait baptiser le XIXe siècle, «siècle des ombres» et celui dans lequel nous vivons «siècle de la méfiance». C'est l'«enfant-poète» devenu ensuite «Rimbaud-le-Voyou» qui, dès 1871, a donné le ton de cette époque de mystification et d'auto-mystification géniales et de folie suprême. Il a ouvert la boîte de Pandore, a tué l'Espérance et a fait le premier pas sur le chemin fissuré de l'aliénation en proclamant: «Je est un autre». C'est lui encore qui après avoir écrit un «Projet de constitution communiste» s'apprêtait à écrire: «Dieu est mort» sur les murs d'une église — ce qui aurait fait le bonheur de Nietzsche et de Dostoïevski. Cette existence brisée, prophétisée par Rimbaud et reprise sur le plan ontologique par Karl Jaspers (la souffrance, le combat, la faute et la mort), rejoint un avertissement plus ancien d'un autre visionnaire, Montaigne, qui affirmait: «Nous n'avons aucune communication à l'être» (*Apologie de Raimond Deboud, Essais II-12*), affirmation que Claude Lévi-Strauss considère comme «la plus forte phrase, peut-être, qu'on puisse lire dans toute la philosophie».

La démocratie parlementaire — vieille aristocrate à voilette dont la vision est discutable, mais modèle historique — est courtisée par les pays de l'Est et invitée à leurs dîners de pauvres. Tandis que de l'autre côté de la Méditerranée, la grande dame à «tchador» exhibe son charme séducteur en érigeant le fondamentalisme religieux en arme de combat contre une époque dominée par le pragmatisme et la technique. On parle d'un nouvel ordre mondial garanti par une seule puissance mondiale, les USA ; mais cette dernière, dénuée de stratégie et d'idéologie globales, voudrait partager ses responsabilités avec l'Europe et le Japon. Cette fin de XXe siècle, siècle de la souffrance absurde, du non-sens et du non-penser, recèle toutes les chances d'un nouveau désordre mondial: guerres commerciales, crises économiques, nationalismes, extrémismes, fondamentalismes, xénophobie, migration du Sud vers le Nord, déracinement des hommes et des cultures, exil métaphysique, croisades sans croix ni Saint-Sépulcre.

Disons que le XXe siècle avait commencé avec le *Requiem* de Mozart, entonné dans la nuit du 19 juillet 1914, lors de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France et à la Russie. Il a pris fin avec la *Neuvième symphonie* de Beethoven exécutée à la Porte de Brandebourg à Berlin, la nuit du 2 octobre 1990, date de la réunification solennelle des deux Allemagnes. Date aussi de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Nuit de joie éphémère où les gens s'embrassaient dans la rue sans se rendre compte que dès le lendemain allait commencer un nouveau «désordre mondial». Mais peut-on expliquer le Grand Mal en se limitant au niveau historique, politique ou social ? Un cycle se referme sur un autre qui s'ouvre, dans une durée qui ne peut être qu'éternelle. L'homme, condamné à la souffrance et à l'expiation, y essaie de comprendre dans quel monde il vit avec ces seuls horizons : la crise, le néant et la mort. A-t-il le temps de pénétrer et de comprendre le sens du Bien et du Mal ? Le sens du non-sens ?

À la recherche du Nouveau Graal

«Celui qui combat pour l'existence suprême doit se priver des joies suprêmes de l'existence.»

—KIRKEGAARD

La civilisation occidentale a connu une profonde transformation aux XVIIe et XVIIIe siècles, lors de la rupture historique entre le temps traditionnel et le temps

moderne, quand l'homme a perdu la dimension sacrée de l'existence.

Dans un espace qui bifurque et un temps de souffrance est apparue «l'impossibilité de survivre seulement au niveau de l'immanent, sans aspiration à une transcendance spirituelle »(Kant).

Double paradoxe: d'un côté la pensée moderne, rationnelle, incapable de répondre aux besoins des frustrés de l'histoire et de l'idéologie matérialiste et déterministe et de la société de consommation, de l'autre, la pensée traditionnelle inadaptée aux exigences actuelles de la société de notre siècle.

Peut-être la crise a-t-elle commencé bien avant, au moment de la pré-Renaissance, quand dans les toiles et les fresques de Fra Angelico (1387-1455 — *La Crucifixion avec Saints*) sont apparus les premiers signes du réalisme qui annonçait la Renaissance: les gouttes de sang du Christ coulant jusqu'à terre le long de ses jambes et de la croix. La souffrance transcendante de Celui qui avait dit: «Demain, je serai avec toi» n'avait pas besoin de ces «gouttes-signes» qui, tenant de l'immanent, étaient inutiles à sa vision d'*homo religiosus*. Cette «deuxième chute» se serait-elle produite au XV[e] siècle, et ces gouttelettes, symboles du profane, seraient-elles devenues, le temps aidant, les gouttes informes et chaotiques (le vide du siècle) des toiles de Pollock dans les années 50? Le XXe siècle, celui de l'*homo politicus*, a-t-il totalement perdu le sens du transcendant et du sacré ?

Kant a laissé un héritage : la logique, l'analytique et la dialectique transcendantales (*Critique de la raison pure*). Néanmoins, le prophète de l'apocalypse de la société bourgeoise et du capital, c'est Marx. Il a entraîné l'esprit de l'époque dans le délire. Le régime totalitaire soviétique, comme ceux qu'il a inspirés, se sont réclamés fièrement de lui sur le plan de la théorie économique et de l'histoire politique. Le matérialisme dialectique de Marx constitue «un renversement», c'est-à-dire un remplacement du sens de la dialectique hégélienne. À l'absolu, a été substitué l'homme, à l'être pensant, l'être agissant, à la conscience divine, la conscience humaine. Marx soutenait aussi que l'esprit était le produit le plus élevé de la matière.

Si j'ai insisté sur la présence de Marx dans le siècle, c'est que son visage de patriarche barbu, avec celui, méphistophélique de Lénine, celui encore moustachu, arrogant et grotesque d'Hitler, celui enfin, poilu, de cet assassin qu'était Staline, sont des figures symboliques qui ont marqué de leur empreinte ce siècle: ils l'ont momifié en siècle du mensonge, de la dénonciation, de la peur et de la terreur.

Mais revenons à notre question: comment l'homme a-t-il pu perdre le sens du sacré, de l'épiphanie et du miracle intérieur — la grâce, l'initiation et la rédemption? Comment se fait-il qu'il demeure seulement dans l'espace et le temps profanes? Pourquoi reste-t-il le regard rivé sur la terre, et maintenant dans le présent? Pourquoi hésite-t-il tant à lever les yeux vers le lendemain de l'éternité?

L'homme moderne a désacralisé son monde et assumé pleinement son existence profane. Il y a deux modalités d'être dans le monde: le profane et le sacré. Et deux types d'homme, l'*homo religiosus* pour le sacré, l'*homo politicus* (*homo democraticus*) et l'*homo aestheticus* pour le profane.

L'*homo religiosus* a une pensée religieuse, mythique et magique. Il vit dans un temps sacralisé, cosmique, en harmonie avec l'espace (choisi rituellement), la nature et le cosmos. Son langage est poétique et symbolique. Il n'oublie pas qu'au commencement était le Verbe. Le Logos est un principe fondateur qui définit le dialogue permanent avec le Cosmos. Il sait que l'Être se trouve au-delà des coordonnées historiques et conjoncturelles (Claude Lévi-Strauss, Mircea Eliade, Georges Dumézil, René Guénon).

On a appelé le XVIII[e] siècle le «siècle des lumières». On pourrait baptiser le XIX[e] siècle, «siècle des ombres» et celui dans lequel nous vivons «siècle de la méfiance».

L'*homo politicus* a une pensée pratique (praxis), il vit dans un temps profane, limité, tragique. Sa logique de marché nie la transcendance, accepte la relativité de la réalité. Il doute du sens de l'existence, ne refuse pas le vide, le vertige, l'absurde et la mort. Il se reconnaît uniquement sujet et agent de l'histoire. Il vit dans un espace clos, dans une maison, une «machine à habiter» (Le Corbusier).

L'*homo aestheticus*, à l'opposé de l'*homo carnalis*, est à la recherche d'un sens, d'une éthique. Il voudrait instituer, au delà de la réciprocité, une éthique de la responsabilité irréversible exigeant un nouveau type d'ascèse et d'initiation qui lui permettraient d'atteindre la connaissance et le devenir. Son ontologie inclut la valeur et le devoir.

L'*homo aestheticus* ne se considère pas seulement comme un être connaissant, sentant et agissant, il veut penser la totalité de l'homme, mener une réflexion éthique et métaphysique sur son essence et son pouvoir d'agir. Il veut inventer une nouvelle utopie, une nouvelle fiction ou un nouvel imaginaire qui lui permettraient de sortir du vide et de l'absurde.

La pensée historico-politique et philosophique du XX[e] siècle

Qui songerait à surnommer ce siècle qui s'achève «siècle des lumières», ou même, comme celui de Voltaire, «siècle des philosophes» ? Il n'a pourtant pas manqué de penseurs dans le domaine de la philosophie. La pensée historico-politique a été dominée par deux livres qui ont changé la face du monde: *Le Capital* (marxisme-léninisme) et *Mein Kampf* (nazisme).

La *Phénoménologie de l'Esprit* de Hegel demeure l'oeuvre charnière entre le XIXe et le XX[e] siècle, la source d'inspiration des principaux philosophes de notre époque: Heidegger, Jaspers, Husserl, ainsi que Gabriel Marcel, Jean-Paul Sartre et d'autres. Oeuvre maîtresse et

fondatrice, elle est considérée par Emmanuel Lévinas comme un des plus beaux livres de l'histoire de la philosophie. On pourrait la comparer à ces *Bildungsromane*, ces romans de formation, l'*Émile* de Rousseau, le *Wilheim Meister* de Goethe, L'*Hyperion* de Hölderlin.

La *Phénoménologie de l'Esprit* — oeuvre de formation initiatique et prophétique — aborde les thèmes-véhicules du siècle: aliénation, conscience malheureuse et dialectique du maître et de l'esclave. Ce dernier thème est surtout repris par Nietzsche.

Dès son début, le XX[e] siècle s'est trouvé à une croisée des chemins: il pouvait prendre soit la voie du dépassement de soi de l'*homo spiritualis* (doute, effort, lumière, conscience religieuse), soit celle de l'*homo politicus*, anticipée par Nietzsche qui affirmait: «Dieu est mort dans la conscience des hommes de l'Europe... J'en dis simplement la nouvelle»... Il prophétisait aussi: «Nous devons nous attendre à une longue suite, à une longue abondance de démolitions, de destructions, de ruines et de bouleversements» (*Le Gai Savoir*). Dostoïevski ne disait pas autre chose: «Si Dieu n'existe pas, tout est permis». Avant de se suicider, Kirilov (*Les Possédés*) déclare: «Si Dieu n'existe pas, je suis Dieu». L'homme-dieu n'a pas résisté. À l'Est de l'Europe, là où il voulait remplacer Dieu, la mort de Dieu s'est accompagnée de celle des idoles. Celle de Marx notamment, dont les débris s'éparpillent aux quatre vents. La place est à prendre!

La Phénoménologie de Husserl, après avoir été une logique, puis une philosophie de l'esprit, est devenue une philosophie de la vie. Elle a exercé une profonde influence sur Scheller, Heidegger et l'existentialisme français: Sartre, Merleau-Ponty, Gabriel Marcel et Paul Ricoeur.

Heidegger, le philosophe-prophète de la «décadence de l'époque moderne», si contesté pour sa position pronazie en 1933 (expliquée en détails dans *Réponses et Questions sur l'histoire et la politique* au Mercure de France, 1977), n'en a pas moins posé en termes nouveaux la question de l'homme et celle de l'Être — centre de sa réflexion. Il a aussi posé la question du langage poétique, seul lieu de la révélation de l'Être (*Die Sprache*). *Être et Temps* a eu une influence déterminante sur l'existentialisme français. Dans *L'Être et le Néant*, Sartre y emprunte presque toutes ses analyses tandis que Camus y a trouvé la notion de l'absurdité de l'existence. À cet égard, le retard pris dans la traduction de *Être et Temps* en français est troublant. Écrite en 1927, partiellement traduite en français en 1938, puis en 1964, la version définitive de l'oeuvre maîtresse de Heidegger n'a été publiée en français qu'en 1986, dans la traduction de François Vezin, c'est-à-dire cinquante et un ans après sa version allemande. Le sort réservé en France à la *Phénoménologie de l'Esprit* est encore plus troublant. Publié en allemand en 1807, l'ouvrage de Hegel ne fut traduit en français qu'en 1939-1941, par Jean Hyppolite, puis de nouveau en 1991 (après cinquante ans) par Jean-Pierre Lefèvre. La découverte de Hegel à partir de 1930, écrivait Jean Hyppolite, fut contemporaine de la découverte de ses adversaires : l'existentialisme et le marxisme. Du fait de ce repli sur soi, pour ne pas parler de censure de la philosophie française, l'oeuvre capitale de Hobbes, *Leviathan*, écrite en 1660, ne fut traduite et publiée qu'en 1971 puis en 1991. Peu traduits en français également, Hermann Cohen (mort en 1918), principal représentant du néokantisme, fondateur de l'École de Marbour, ainsi qu'Adorno et Horkheimer, les animateurs de l'École de Francfort. Comment expliquer la négligence dont ont été victimes ces philosophes? Était-elle préméditée? La pensée était-elle viciée? Ou bien la faute en incombe-t-elle au «moment historique»? Cela explique peut-être pourquoi un certain nombre de penseurs français, René Girard, Paul Ricoeur, Alain Touraine, se sont expatriés outre-Atlantique quelques années.

Mais revenons à notre question: comment l'homme a-t-il pu perdre le sens du sacré, de l'épiphanie et du miracle intérieur—la grâce, l'initiation et la rédemption?

Après la Deuxième Guerre mondiale, la philosophie française s'est retrouvée sous l'influence de l'idéologie réductionniste et dogmatique de la Gauche. Sartre, et particulièrement Althusser, ont dominé la pensée de l'Université française en confortant l'action politique des parties de gauche qui s'obstinaient à rester dans leur ghetto marxiste. Ainsi l'ombre de Marx planait au-dessus de l'Occident et justifiait idéologiquement, socialement, moralement, l'emprise soviétique sur l'Europe de l'Est et son influence sur le monde.

Certes, il y eut des cris d'alarme, mais qui les écoutait? Victor Serge, Panaït Istrati (*Vers l'autre flamme*), Kravchenko (*J'ai choisi la liberté*), Köestler (*Le Zéro et l'Infini*), Robert Conquest (*La grande terreur*), Emmanuel Mounier de la revue *Esprit*, auxquels se sont joints Camus, Raymond Aron, Eugène Ionesco qui donnaient de la voix dans le désert. Rien ni personne ne pouvait ébranler le socle sur lequel s'étaient hissés Althusser «qui a tué sa femme et voulait réconcilier Lénine et Thérèse d'Avila» (Jean Guitton), et les intellectuels de Gauche de la revue *Les Temps Modernes*: Sartre (qui conseille à Camus d'aller vivre aux Iles Galapagos), Simone de Beauvoir, Claude Roy, etc. Simone de Beauvoir écrivait dans l'article *Morale de l'ambiguïté* publié dans *Les Temps Modernes* (octobre 1946): «Supprimer cent oppositionnels, c'est sûrement un scandale; mais il se peut qu'il y ait un sens, une raison... Peut-être représente-t-elle seulement cette part nécessaire d'échec que comporte toute construction positive». La position morale de Camus était aux antipodes: «Rien et jamais ne viendra justifier un monde sans justice et une justice sans contenu». Le procès intenté à Kravchenko (*J'ai choisi la liberté*) a divisé l'intelligentsia française ; *Les Temps Modernes*, et *L'Humanité* contre celui regroupé autour d'*Esprit*, *Combat* et *Franc-Tireur*. La justice a beau ne pas lui donner gain

de cause, le premier camp persiste et intente un nouveau procès à David Rousset (1950) qui avait dénoncé les camps staliniens. L'idée que derrière le messianisme communiste se cache l'horreur d'un système pervers leur était inconcevable. Il faudra trente ans à *Claude Morgan*, ancien directeur des *Lettres Françaises* pour déclarer: «J'ai pensé écrire un article : Kravchenko, vous aviez raison!». Quant à l'Intelligentsia française, si entichée d'idéal communiste, il lui faudra vivre les événements de 1956 en Hongrie et ceux de 1968 en Tchécoslovaquie, la publication de *L'Archipel du Goulag* pour reconnaître enfin — et partiellement — son erreur historique, son malaise profond, et l'intention, pas toujours suivie d'effet, de quitter le Parti. Les nouveaux philosophes, Bernard-Henri Lévy et André Glücksman, qui dénoncent le totalitarisme avec retard, le font tout en préservant leurs positions gauchisantes et sans mentionner leurs sources d'inspiration: les penseurs de l'école de Francfort Horkheimer, Adorno et Marcuse.

Ainsi l'ombre de Marx planait au-dessus de l'Occident et justifiait idéologiquement, socialement, moralement, l'emprise soviétique sur l'Europe de l'Est et son influence sur le monde.

J'ai évoqué ces quelques événements de l'histoire des courants philosophiques afin de souligner l'importance ontologique exercée par le concept phénoménologique tout au long de ce siècle, pas seulement dans le processus de connaissance de l'Être en soi, mais également dans celui de formation des idéologies et utopies qui ont représenté le support épistémologique de l'idée de *polis* et d'*ethos*. Le mal qui s'installe dans la pensée, la politique, la morale, la spiritualité trouve son origine dans les systèmes philosophiques qui dominent l'époque. Or, la philosophie qui pèse sur le siècle — à l'exception de rares éclats de lucidité — a eu une influence néfaste, voire perverse. «Seule la flamme de la connaissance claire, disait Fichte, entièrement transparente à elle-même et se possédant librement elle-même, est capable de garantir, par cette clarté même, la présence immuable de l'absolu».

Entre le Bien et le Mal

Le XXe siècle est absurde et malade. Tout le monde le proclame. Est-il cependant plus malade et plus absurde que les autres? Si oui, d'où provient le mal? *Unde malum*? Se cache-t-il dans la *polis*, l'*ethos*, la *praxis*, le *cogito* ou dans l'*ego*? Ou est-il encore plus profond, déjà là au commencement? Paul Ricoeur a essayé de répondre à cette question dans *Symbolique du mal* (1963) et *Le scandale du mal* (*Esprit*, 1988). Pour comprendre le mal moral, le péché (l'homme pécheur et l'homme victime), pour savoir pourquoi l'homme fait souffrir l'homme par la méchanceté et la violence, pourquoi l'homme tue son frère, il faut faire appel à la pensée mythique et biblique évoquée au début de cet essai. Le mythe, le récit fondateur, présente l'avantage (Paul Ricoeur) de «nous dire comment toutes choses ont commencé. Il ne distingue pas entre le bien et le mal en termes d'origine (archétype)». Citant quelques penseurs qui s'interrogeaient sur l'origine du mal (Saint-Augustin, Leibnitz, Hegel, Léopold von Ranke, Mircea Eliade, Karl Barth, etc.), il a fait remarquer qu'il faudrait d'abord séparer la pensée morale chrétienne (si vous souffrez, c'est que vous avez péché) de la pensée mythique. Ce que Hegel reproche à Kant, par exemple, c'est d'établir une distinction entre la méchanceté (acte de faire le mal accidentellement) et la malignité diabolique (acte de faire le mal pour le mal). L'idée de la rétribution, de la récompense dans la vision chrétienne (*Livre de Job*) devrait être remplacée par celle, mythique: «le mal comme donnée inexplicable, comme fait brut», constate Paul Ricoeur. Le meurtre d'Abel par Caïn et l'élection d'Abraham (*Genèse 12*) «annoncent la possibilité d'une humanité qui, elle-même, se trouve dès l'origine confrontée avec le «mal qui est toujours déjà là». Même si le commandement «tu ne tueras point» est une exigence biblique, les commencements (les archétypes) ont été violents et meurtriers. La mythologie grecque abonde en guerres, vengeances, châtiments et crimes. Ainsi le mythe de Dédale: ce maître architecte, peintre et sculpteur, prototype de l'artiste et de l'intellectuel, après avoir initié aux arcanes de son art son neveu Talos devient jaloux de son talent et le tue. Premier archétype du mal : l'envie, la vanité, la superbe... Arrivé à la cour du roi Minos où il est reçu avec bienveillance, Dédale y construit une vache dans laquelle se cache la reine Pasiphaë qui se fait féconder par un taureau et accouche du Minotaure. À la demande du roi, Dédale construit aussi le labyrinthe où seront enfermés le Minotaure et... lui-même pour avoir été complice de la reine. Il s'en échappe. Son fils Icare tombe dans la mer. Lui survit. Deuxième archétype du mal: la perversion morale n'est pas toujours punie, ce sont souvent les téméraires, ceux qui osent regarder vers le ciel qui payent.

Le mal n'est pas extérieur à nous-mêmes et la culpabilité n'incombe pas à ce minotaure que nous nous acharnons à enfermer dans le labyrinthe. Le mal est en nous (être destructeur, Hegel), qui sommes complices de sa naissance. Chacun de nous peut construire une vache de bois pour y cacher sa propre fourberie, chacun de nous est un Dédale en puissance. Mais il ne faut pas séparer la compréhension du mal dans le monde de la réaction d'insoumission et de révolte: «la lutte éthique et politique contre le Mal... la violence étant supprimée, l'énigme de la vraie souffrance serait tout simplement mise à nu» (Paul Ricoeur).

Comment sortir du labyrinthe du XXe siècle

Le conflit entre l'Est et l'Ouest n'existe pratiquement plus. Une seule puissance mondiale, les États-Unis d'Amérique, doit choisir une «pax americana» et une «pax universalis» fondées sur un partage des responsabi-

lités avec l'Europe et le Japon. Les conflits à craindre pour l'avenir sont ceux qui éclateront entre le Nord et le Sud. À leur origine, des problèmes socio-politiques d'une ampleur croissante: pauvreté, épuisement des ressources naturelles, guerres inter-ethniques, démographie galopante, fondamentalisme religieux, flux migratoire du Sud vers le Nord. Les États-Unis n'ont encore ni vision philosophique ni stratégie politique globale leur permettant d'assumer les responsabilités de la super-puissance politique et militaire qu'ils sont devenus après l'écroulement de l'empire soviétique.

Certes, le progrès a pris un tour indéniable, la formule antique «panem et circenses» a pris une forme moderne.

Quant à l'Europe, elle sera menacée par les crises et même les guerres nationalistes et séparatistes de l'Europe de l'Est et de ce que fut l'Union soviétique. Nous avons assisté, impuissants, à la guerre civile en Yougoslavie. Ce danger guette l'Union soviétique et les pays de l'Europe centrale. En proie aux crises politiques, au chaos économique et à l'inflation ils connaissent des problèmes écologiques dévastateurs et ne peuvent se débarrasser de l'héritage mental du totalitarisme communiste : population assistée, État considéré comme «pater socius», corruption, absence de responsabilité politique et de motivation dans le travail, etc. L'apparition dans ces pays de mouvements extrémistes, racistes et xénophobes risque de s'aggraver encore.

«Notre monde est triste, terne, froid, glacé et l'expérience de la liberté n'y est guère réjouissante», constate Olivier Mongin (*La peur du vide*).

La société de consommation de la démocratie libérale est dominée par la morale cynique du progrès et du profit, du succès matériel comme symbole de la valeur individuelle, de l'égoïsme sauvage et cynique, de l'indifférence généralisée et froide, de la marginalisation, de l'art devenu divertissement ou «non-participation méditative» (Julien Gracq: *La littérature à l'estomac*), du terrorisme médiatique qui introduit chez tout le monde la guerre et la mort en direct, la perversion sexuelle, des générations d'enfants qui jouent soit en tapant sur un clavier d'ordinateur, soit dans des cours pleines d'ordures en mâchant de la gomme américaine et un walkman sur la tête. On ne pourrait pas faire mieux en matière de lavage de cerveau. Et on s'étonne que ce siècle qui finit en beauté soit langoureusement courtisé par la drogue et le sida. Certes, le progrès a pris un tour indéniable, la formule antique «panem et circenses» a pris une forme moderne.

Si la démocratie parlementaire a représenté pendant ces derniers siècles la forme politique souhaitable, imparfaite mais perfectible, nous voici arrivés à une croisée des chemins où force est de constater que cette perfectibilité a atteint ses limites: il nous faut imaginer de nouvelles formes d'organisation sociale.

Voilà l'impasse de la pensée sociale, politique et philosophique! Minerve, la déesse de la sagesse, invoquée pour chasser Lethé, la déesse de l'oubli — assiduement fréquentée pendant un demi-siècle — nous éclairera-t-elle? Le Sphinx voudra-t-il parler?

Par quelle porte entrer dans le XXIe siècle? Vers la pensée mythique et sacrée

Si l'homme moderne s'est empressé de démythiser et de désacraliser l'existence et la pensée philosophique, le moment n'est-il pas venu — sans s'opposer à la pensée scientifique — de redécouvrir l'importance et la valeur de la pensée mythique et sacrée, celle des mythes fondateurs qui pourraient nous placer «autrement» dans l'espace et le temps? Pour cela, il faut d'abord accepter l'idée que «le moi profond» n'apparaît et ne disparaît qu'en même temps que notre existence temporelle. Ainsi l'angoisse qui nous permet de percevoir l'abysse, mais aussi l'absolu, aurait-elle un sens, et le vide et le désert existentiel moins d'emprise sur nous. Ainsi vivrions-nous non pas dans un temps linéaire ou cyclique (L'éternel retour de Nietzsche), mais dans une durée «longue et relative», la durée bergsonienne que confirme Einstein.

L'existence dans le temps et dans l'histoire rend obscure la perception «du sens et du non-sens» mieux saisie par le mythe ou la légende. Le mythe, la parabole, la légende nous présentent une explication des commencements, unique et globale, nous confronte à l'archétype qui nous délivre du temps et de l'espace profanes et nous projette dans le temps et l'espace du sacré. Le phénomène qu'on appelle «hiérophanie ou théophanie» est cette irruption du sacré dans l'existence profane: «un signe pour mettre fin à la tension provoquée par la relativité et l'anxiété, nourries par la désorientation, en somme pour trouver un point d'appui absolu (*Le sacré et le profane*, Mircea Eliade).

De très nombreux écrivains se sont inspirés des mythes et légendes de la pensée traditionnelle. Même le cinéma d'aujourd'hui, pauvre dans l'ensemble, y a parfois recours. Ainsi dans *Le Roi-pêcheur*, film de l'Américain Terry Gillian, le personnage principal est un «chevalier sans armure à la recherche du Sacré Graal». Jung disait du Graal qu'il «symbolise la plénitude intérieure que les hommes ont toujours cherchée». En effet, on retrouve le chaudron (vase) sous des noms divers dans la littérature celtique (chaudron du Dagda), chinoise (le vase Ting) et dans la mythologie grecque (la Corne d'Abondance).

Supposons l'homme ayant sur sa table une coupe symbolisant le Graal délivré de l'angoisse existentielle face à l'éternité.

Vers un nouveau type d'expérience religieuse

La diminution du pouvoir de l'Église et de la religion n'implique pas la disparition de la religiosité et du besoin du sacré. La multitude de sectes religieuses éparpillées aussi bien en Europe qu'outre-Atlantique prouve qu'après le modèle républicain, démocratique puis marxiste, et sans qu'on puisse parler de retour du modèle chrétien, une religion laïque est à l'oeuvre sur les deux continents de la civilisation occidentale.

L'*homo democraticus* peut s'allier à l'*homo religiosus* contre l'*homo carnalis*. De cette confrontation peut naître un *homo spiritualis*.

Si l'on prend dans l'histoire des doctrines religieuses l'idée de panthéisme par exemple, on s'aperçoit que le besoin de répondre logiquement à la nécessité ontologique concernant l'existence de Dieu n'est pas spécifique à l'époque moderne. Le panthéisme a été la doctrine des stoïciens (Dieu est la force immanente vitale au monde), de Spinoza (le principe *Deus sive Natura* identifie Dieu et la nature), de Hegel (Dieu se réalise dans l'histoire humaine et dans l'histoire dialectique de la nature; triade dialectique, religion de la nature, art et religion révélée), de Kant (conscience morale), de Fichte (conscience de notre finitude et d'une activité originaire en nous plus profonde que nous-mêmes) et même de Voltaire l'iconoclaste qui affirme: «Si Dieu n'existe pas, il faudrait l'inventer».

La diminution du pouvoir de l'Église et de la religion n'implique pas la disparition de la religiosité et du besoin du sacré.

Les problèmes concernant le cosmologique et l'ontologique, concepts qui servent à démontrer théoriquement l'existence de Dieu, ont préoccupé les philosophes du 20e siècle : Jaspers (théorie des signes et du sentiment religieux), K.G. Jung (la notion d'archétype), etc.

Qu'adviendrait-il si, après avoir séjourné dans le purgatoire du XXe siècle et sur le point de passer le seuil du XXIe siècle, nous osions contredire Nietzsche, Dostoïevski, Feurbach, Marx, renoncer à la logique cartésienne et revenir à la logique pascalienne qui ne voyait pas de divorce entre la capacité d'inventer une machine à calculer et l'étude scientifique du vide et de la foi ?

Le commandement biblique «tu ne tueras point» serait alors à la fois une pensée qui, d'une part, nous ferait renoncer au chemin perdu du fait d'une religion laïque et, d'autre part, nous permettrait d'en retracer un à l'aide du passé, la Création, d'un présent, la Révélation, et d'un avenir, la Rédemption.

Vers une nouvelle idée de l'altérité

Dans *Le Banquet*, Platon nous parle de l'amour de Diotine comme d'un demi-dieu, entendant par Amour (Eros-Thanatos) «le désir de l'autre». Ainsi apparaît l'idée d'altérité (*alteritos*), le fait d'être un autre ou datéron (*l'autre*). Chez Plotin (*Enneades*), l'Un n'a même pas conscience de soi; s'il l'avait, il serait déjà multiple mais en perdrait la perfection.

Nietzsche pensait que si Dieu n'existe pas, «je» est impossible. Emmanuel Levinas considère que c'est en regardant la face de l'«autre» que se forment en nous une attitude morale et notre responsabilité à son égard. «Le visage de l'autre est ce qu'on ne peut pas tuer. Tu ne tueras point. C'est pourquoi on bande les yeux des fusillés».

Pour Heidegger (*Sein und Zeit*), la relation à l'autre est suspendue car n'existe que «la relation avec la Mort où tout ce qu'il y a de non authentique dans la relation avec autrui se dénonce, puisqu'on meurt seul». Heidegger introduit dans la relation avec autrui le temps, la solitude, l'angoisse: thèmes préférés des existentialistes.

Lévinas s'efforce de démontrer que «le savoir est en réalité une immanence et qu'il n'y a pas de rupture, d'isolement de l'Être». Par contre: «la subjectivité n'est pas pour soi, elle est pour l'autre. Être moi signifie ne pas pouvoir se dérober à la responsabilité de l'autre».

Cependant Lévinas n'explique pas quelle attitude avoir devant l'agression et la violence. Que faire quand dans le rapport Moi-Tu s'introduit un tiers Lui, qui en dépit des faces contemplées se livre au meurtre, guidé par l'idée *homo hominis lupus est* (Hobbes).

L'idée de l'altérité peut nous aider à sortir de l'individualisme égoïste et de l'indifférence cynique, et servir de fondement au «dialogue avec le mystère», c'est-à-dire avec le XXIe siècle.

Vers une autre responsabilité

Prendre conscience que «autrui nous regarde» nous amène à commencer d'agir pour lui, à nous mettre à son service. Ainsi naît le sentiment du devoir et de la responsabilité civique, patriotique, politique, professionnelle, familiale, etc. L'homme politique détient une responsabilité pour servir (et non point pour être servi) et il faut une cohérence entre la promesse et son accomplissement, entre le discours et l'acte. Le sens de l'honneur et de la parole donnée, fort ignoré de nos jours, devrait nous préserver de l'opportunisme et de la corruption. Après la traversée du vide et du désert du XXe siècle, il faudrait que les anciennes vertus viennent rencontrer les passions civiques, politiques et libérales. Le discours égoïste de la réussite à tout prix et de la compétition effrénée engendre inéluctablement un déficit de citoyenneté. Le critère de la réussite dans la vie pratique qui a remplacé le critère de l'existence valeur (Max Scheler) mène à un monde en déroute qui s'entre-déchire. L'obsession de la réussite immédiate (Olivier Mongin: *La peur du vide*), la pauvreté spirituelle, l'épuisement des émotions, le sentiment que la démocratie est inapte à échafauder un monde, éloignent des affaires de la cité la plupart des citoyens. Passer de la peur de l'autre à la peur pour l'autre est la condition nécessaire pour changer de siècle.

Une renaissance des responsabilités et des consciences ne saurait être réalisée que sur la base solide d'une éducation civique et morale, du devoir envers l'autre primant sur l'intérêt personnel, du bien commun comme but social ayant la primauté sur le bien individuel. Il est sans doute difficile de pratiquer la morale de l'exemple personnel dans une société où les modèles, les directeurs de conscience ou d'opinion, les héros, les poètes, les saints et les martyrs, voire les hommes politiques d'envergure se sont égarés on ne sait pas très bien où ni dans quelle époque… Mais entre tout et rien, choisissons la voie de celui qui n'a pas perdu espoir et «agis de telle sorte que tu traites l'humanité dans ta personne ou

dans celle d'autrui non pas seulement comme un moyen mais toujours aussi comme une fin en soi» (Kant).

Vers une nouvelle fiction, un nouvel imaginaire, un autre horizon mental

Ce n'est pas la première fois qu'on invoque l'art pour sauver l'existence d'un être hystérisé par le vide et l'absurde. Nietzsche ne clamait-il pas déjà: «À présent quand un danger suprême menace la volonté, apparaît ce magicien rédempteur, guérisseur: l'Art».

Le rapport entre historique et esthétique est un rapport d'influence réciproque conditionné par le régime politique. Ainsi le système totalitaire de l'Est a transformé l'art, à l'aide du réalisme socialiste, en un simple moyen de propagande, en l'annihilant en tant que forme autonome d'expression du beau et du sublime.

Passer de la peur de l'autre à la peur pour l'autre est la condition nécessaire pour changer de siècle.

Dans les pays démocratiques de l'Occident, l'art a perdu son rôle de moyen d'instruction, de connaissance, d'initiation au transcendant pour devenir un produit de divertissement dont le premier souci est de séduire un public indifférent et de gagner de l'argent. Peut-on sauver l'art de l'invasion de l'image qui transforme le spectateur en otage contraint d'assister en direct à la guerre, à la mort, à l'acte sexuel? Une certaine élite intellectuelle semble encore le croire. Pour elle, la littérature, la musique, la peinture, le cinéma nous offrent un imaginaire sans lequel la vie devient impossible, car on oublie de dialoguer avec l'autre, avec soi-même. On oublie de penser et de se penser. Son poste de télévision éteint, gorgé de sa dose quotidienne de publicité, l'homme moderne qui refuse le dialogue avec le Sacré doit inventer un rêve-horizon mental qui polarise ses pensées, ses espoirs, son regard intérieur, afin de pouvoir faire, le dernier jour venu, sa dernière rencontre. Quel territoire imaginaire accueillera ses pensées, ses illusions, ses espoirs, et lui permettra de faire face au lendemain ? Celui qui affronte en vérité le poids et la douleur de l'existence tend vers ce quelque chose qui transcende sa vie quotidienne. Il inventera son propre imaginaire, une illusion, dont il sait ne rien devoir exiger. Il devient pour lui-même créateur d'un art en soi: remède et rédemption dans notre monde à la dérive.

Vers une nouvelle utopie philosophique

Nous nous sommes enfermés dans un cercle vicieux: à peine délivrés de l'utopie et de l'idéologie réductionnistes de type communiste, nous voici à la recherche d'une autre utopie qui nous assure, elle aussi, un avenir radieux. Perpétuellement insatisfaits, toujours à la recherche d'un impossible horizon! La mythologie marxiste s'est avérée incapable de forger l'«homme nouveau». L'Histoire a rejeté le surhomme de Nietzsche. L'homme n'est ni nouveau, ni vieux, encore moins surhomme ou infra-homme: seule sa pensée peut évoluer dans un champ plus ou moins vaste en fonction de nouvelles découvertes scientifiques. Certains plaident pour le ralentissement du progrès technique, pour la conservation des ressources naturelles, de la solution des problèmes *hic et nunc*: faim, maladies, sida, drogues, natalité, migration, marginalisation, etc. Pour d'autres, seuls le progrès technique et la science peuvent sauver l'humanité de la «crise de l'humanité, crise de discours, cécité aux idées» (Husserl). Il incombe aux intellectuels d'amorcer une nouvelle renaissance qui nous permette de sortir de la pensée binaire — société de masse ou société individualiste — et de promouvoir une élite capable de nous trouver un chemin qui nous mène au delà du froid, du désert et du vide qui ont figé le XX[e] siècle. Si dans le domaine de la recherche fondamentale, la science ne cesse de progresser, les grands penseurs font défaut. Notre siècle a privilégié la technique au détriment des sciences humaines et de la pensée philosophique. Le Nombre a été placé devant la Parole, devant l'Être. La crise actuelle est une crise du discours, une crise de la philosophie incapable de réaliser le passage d'un siècle d'ouverture des idées et de la parole. En refusant de penser, la philosophie a cédé son rôle à des idéologies conjecturales. Mais la question fondamentale était comme toujours ailleurs : sens ou absence de sens de l'existence. Comment vivre dans un monde où l'événement historique n'est qu'élan illusoire et déception amère? L'énigme des énigmes! Nous sommes confrontés au paradoxe éternel: être-sujet pour le monde et être-objet dans le monde.

La polarisation dualiste a été d'une grande utilité à partir du moyen-âge jusqu'à Pascal, Kirkegaard et Heidegger. Peut-être la confrontation entre la technique, la métaphysique et... la faim obligera-t-elle la philosophie du 21[e] siècle à admettre la théorie du tiers-inclus et de trouver une troisième voie, pour découvrir un supra-sens au sens.

À quoi penserons-nous, les coupes de champagne à la main, la dernière nuit de la Saint-Sylvestre de ce siècle lorsque nous crierons: «Voilà l'an 2000!»

Le monde ne prendra pas fin dans une apocalypse biblique et le Messie ne fera pas non plus son apparition. Alors qu'attendrons-nous? Car nous attendons quelque chose!... Peut-être nous reste-t-il seulement l'attente, la conversion et la disponibilité, peut-être pencherons-nous — par la pensée et par la poésie — nos têtes devant un dieu absent, mais qui jadis nous a appris que le Verbe a tout engendré...

Commençons le XX[e] siècle par le commencement, c'est-à-dire avec le Logos. ✎

**Écrivain d'origine roumaine — interdit de publication et sujet à des persécutions politiques et policières il est contraint de quitter la Roumanie en 1987 — Bujor Nedelcovici, 57 ans, est membre de l'équipe de la revue* Esprit. *En 1986, le Pen Club français lui décernait le Prix de la Liberté pour son septième roman* Le second Messager *dont* Libération *disait le 9 août 1985: «À côté du* Second Messager, *1984 est un roman photo et Orwell un débutant. Bujor Nedelcovici, lui, fait dans le vrai.»*

«Ça l'a-tu du bon sang la magniére qu'on parle, 'stie !!!»

JEAN-LOUIS ROUX*

Considérons d'abord le titre de cette communication et livrons-nous à un exercice qui est définitivement passé de mode, de nos jours, exercice qui pourtant, à l'époque, tout le long de nos études, nous a renseignés — gens plus ou moins de mon âge — sur les mécanismes de la langue et familiarisés avec ce que je pourrais appeler son «mode d'emploi: l'analyse grammaticale. Je devrais préciser qu'il s'agissait de ce qu'on appelle aujourd'hui, avec plus ou moins de dédain (plus que moins, en réalité), le français «international» ou «normatif», langue sans caractère, langue morte, langue impersonnelle, sans saveur, sans couleur, sans odeur, si on la compare à la langue québécoise si riche, si relevée, si pittoresque, si énergique, si musclée, si odorante, si colorée, si enchanteresse, si évocatrice, si sonore qui, comme chacun le sait, nous vient tout droit du dix-septième siècle de Molière, de Racine, de Corneille, de Louis XIV, etc.

Analyse grammaticale

«*Ça*»: pronom démonstratif neutre, sujet de «a», verbe de la proposition principale;

«*l'*»: (premier écueil pour qui a le malheur de parler un français «normatif»); probablement monosyllabe euphonique, peut-être empruntée à la consonne «l» du pronom démonstratif «cela», qu'on ne saurait d'aucune façon utiliser dans une langue vivante; non plus qu'on ne saurait utiliser le «ç'», pourtant admis dans la langue quotidienne (ce serait trop simple!). Allons-y donc pour «ça l'a», qui rappelle le parler des enfants en bas âge - n'est-ce pas charmant?;

«a»: troisième personne du singulier du présent de l'indicatif du verbe «avoir»;

«tu»: (deuxième écueil pour qui a le malheur, etc.). Qu'est-ce que vient faire là ce pronom personnel à la deuxième personne du singulier ? Explication possible : ce «tu» désigne l'interlocuteur à qui l'on s'adresse, auquel cas, on suppose que cet interlocuteur est un familier, pour ainsi le tutoyer. S'il s'agissait du Très Honorable Pierre-Elliott Trudeau, on dirait sans doute: «Ça l'avez-vous du bon sang...?». Mais, chose certaine, le «québécois» coloré, odoriférant, etc., ne doit absolument jamais utiliser le pronom personnel neutre «il»; ce qui donnerait «cela a-t-il...» ou «ça-t-il...», formules banales, plates, précieuses, sans caractère...;

«du»: article indéfini, curieusement emprunté de la langue «normative», au même titre que...

«bon» : adjectif qualificatif, masculin singulier, qualifiant «sang»;

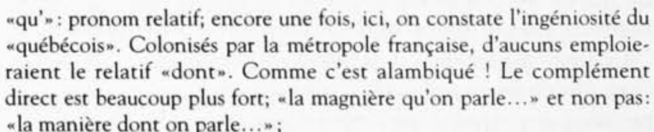
«sang»: avec ce substantif masculin singulier, nous retrouvons notre belle «parlure»; en effet, dans un français «normatif», on trouverait ici le substantif «sens». Mais comme «bon sang ne saurait mentir», est-il besoin d'expliquer que ce «sang» réfère à l'onctueuse sève qui irrigue le parler québécois;

«la»: article simple, au féminin singulier, visant le substantif «magnière»;



PHOTO: ANDRÉ LECOZ

«magnière»: substantif féminin singulier; antécédent du pronom relatif «que»; des esprits mesquins diraient «manière»; mais le Québécois enrichit et personnalise sa langue, changeant le grave pour l'aigu et mouillant l'«n», pour ainsi le rendre plus harmonieux;



«qu'»: pronom relatif; encore une fois, ici, on constate l'ingéniosité du «québécois». Colonisés par la métropole française, d'aucuns emploieraient le relatif «dont». Comme c'est alambiqué ! Le complément direct est beaucoup plus fort; «la magnière qu'on parle...» et non pas: «la manière dont on parle...»;

«on»: pronom indéfini; comme «on exclut la personne qui parle», il est évident que l'auteur de cette phrase ne se sent pas visé par la condamnation qu'elle comporte. C'est une attitude assez répandue : quand on parle de défauts, c'est toujours chez le voisin qu'ils se trouvent;

«parle»: troisième personne du singulier de l'indicatif présent du verbe de la proposition subordonnée: «parler». Rien d'autre à signaler: on se retrouve malheureusement dans la norme;

«'stie»: vous avez remarqué que j'ai passé rapidement sur tout ce qui précède, pour en arriver au chef-d'oeuvre exclamatif : le juron. Et pas n'importe quel juron; le juron dans une forme élidée par devant, ce qui en accentue la frappe. Aucun Québécois qui se respecte ne peut se passer d'un juron caractéristique. La preuve en est que dans les feuilletons télévisés, ce qui identifie par dessus tout un personnage, c'est sa façon de jurer. Cela transcende toute psychologie.

Résumons-nous. Que pourrions-nous dire, en français normal pour exprimer la même chose que ce: «Ça l'a-tu du bon sang, la magnière qu'on parle, 'stie !». La formule la plus proche serait : «Cela a-t-il du bon sens, la

manière dont on parle!». On pourrait modifier l'exclamation à l'infini, jusqu'à déclarer: «Est-elle insensée, notre manière de parler!». Ou bien: «Nous parlons comme des débiles!». Ou: «Nous parlons comme des malades mentaux!». Ou bien: «Nous parlons dans un jargon incompréhensible!». La démonstration est faite. Ces formules sont banales, exsangues, et, surtout, y manque la dernière frappe, le coup de génie, ponctuation définitive, marque nationale, indélébile, le «'stie» magistral!

Vous l'avez deviné, mon opinion (je ne dis pas ma thèse, car je n'ai ni le temps, ni la formation nécessaire pour me livrer à un exercice aussi savant), mon opinion, dis-je, est que nous parlons une langue défigurée, boiteuse, appauvrie et excessivement limitative. S'il s'agissait d'une thèse, j'ouvrirais, ici, un chapitre à caractère historique, dans lequel je m'efforcerais de retracer l'évolution de la langue importée en sol nord-américain, il y a plus de quatre cents ans, par les premiers explorateurs français. J'établirais — probablement — que c'est après deux ou trois générations de nés-natifs que la langue a commencé à dériver; je découvrirais — j'imagine — qu'en conséquence de la victoire anglaise de 1760, l'élite française — surtout les militaires et les fonctionnaires — est retournée en France — en moins grand nombre qu'on ne croit, paraît-il pour ce qui est de l'élite «intellectuelle» et, en son sein, pour ce qui est de ceux et celles qui s'occupaient d'instruction et d'éducation — et que ceux et celles des enseignants qui sont restés ont forcément été remplacés par des «Canadiens», au fil des ans. Cette situation a sans doute été déterminante dans l'évolution de notre langue. Mais, encore une fois, le temps et le talent me manquent pour faire une telle démonstration.

Je me contenterai donc de reculer d'environ cinquante ans et d'essayer de me rappeler, de façon empirique, l'état de notre langue, à ce moment-là, pour tenter de voir s'il y a vraiment eu dégradation notoire jusqu'à aujourd'hui.

Dans mon jeune temps, il y avait une façon bien imagée d'exprimer cette complaisance. On disait: «Y fait chaud; ça pue; on est ben!».

Quelle est ma perception de la langue française parlée et écrite, au Québec, disons: au début de la Deuxième Guerre mondiale? — Pour ce qui est de l'écrit, elle se portait mieux, me semble-t-il, qu'à l'heure actuelle. Du moins en ce qui concerne ce qu'il est convenu d'appeler l'élite; c'est-à-dire ceux et celles qui avaient le privilège de fréquenter les institutions religieuses au delà du primaire et de recevoir une formation dite «classique». Sans entrer dans les détails, le caractère des programmes d'étude — avec insistance sur l'orthographe, la grammaire et la syntaxe et incitation constante et appuyée à la lecture des grands auteurs, donnaient des résultats évidemment bénéfiques dans ce domaine. Pour ce qui est des couches moins favorisées de la population, qui en constitutaient hélas! la grande majorité, j'imagine — sans en avoir de preuve scientifique — que la proportion d'analphabètes était même plus élevée qu'elle ne l'est de nos jours, ce qui n'est pas peu dire.

On a réclamé le droit, pour une langue, d'évoluer indépendamment de celle qui lui a servi de souche. J'en conviens. Mais, on a omis de souligner qu'un écart ne se trouve pas justifié du simple fait d'être un écart.

Comment se comportait le français parlé? Là aussi, il y a lieu de distinguer non seulement entre les couches favorisées et défavorisées de la population, mais aussi entre le milieu urbain (presque limité à la région montréalaise, à ce moment-là) et les milieux ruraux.

L'élite des villes s'efforçait généralement au «bon parler français»; souci qui, la plupart du temps, résultait en une langue assez pointue et plutôt empruntée, langue dans laquelle les «r» étaient excessivement roulés, à la mode ecclésiastique. Les efforts étaient louables; mais les résultats, douteux. Reste que grammaire et syntaxe étaient mieux respectées. En milieux ruraux, je crois que ce n'est pas céder au romantisme que de dire qu'avant l'avènement de l'ère audiovisuelle, la langue parlée par le commun maintenait une réelle qualité. Avec des assonances et un goût de terroir. Malheureusement, à mesure qu'on s'approchait des concentrations urbaines - et surtout de celle de Montréal -, les choses se gâtaient, sans avoir atteint l'état désastreux d'aujourd'hui.

Phénomène social détestable, à cette époque et jusqu'à — pourrions-nous dire — l'apparition de la télévision privée, une chasse gardée était exercée par les «bien parlants» qui, dans la pratique, bâillonnaient les «mal parlants», leur interdisant l'accès des moyens de communication, surtout s'ils étaient contrôlés par l'État. Même du temps de la radio, à moins que ma mémoire ne me trompe, *Nazaire et Barnabée* n'avaient droit de parole qu'à CKAC.

Puis, entre 1952 et la moitié de la décennie des années 1960, eurent lieu des événements déterminants pour notre avenir collectif, en tant que minorité francophone dans un continent largement anglo-saxon; 1) l'avènement de la télévision; 2) l'éclatement des carcans et des tabous, sous l'effet de ce qu'on a appelé la «révolution tranquille», consécutive à la mort de Maurice Duplessis et à l'agonie de l'Union nationale; et 3) la démocratisation du système d'éducation. Événements qui furent accompagnés, en la provoquant d'ailleurs en grande partie, par une recrudescence du sentiment nationaliste, atteignant un point qu'il n'avait encore jamais atteint auparavant, malgré ses récurrences cycliques.

Sans nier les effets bénéfiques de ces très importants phénomènes, il faut bien avouer qu'ils eurent également des conséquences néfastes, plus ou moins généralisées. La télévision, tout en créant une nouvelle culture de l'audiovisuel qui allait à son tour déboucher sur la culture de l'électronique, provoqua un abandon — dans certains cas, total — des habitudes de lecture qu'avaient acquises les générations précédentes, et servit de tribune à la propagation d'une langue la plupart du temps défigurée par les anglicismes et par l'ignorance — souvent déterminée et volontaire — de toute grammaire et de toute syntaxe «normatives».

La révolution dite «tranquille» amena une révolution fulgurante que, dans l'euphorie d'une liberté toute nouvelle, personne ne songea ou ne parvint à maîtriser ou à canaliser. C'était le tout-permis tous azimuts, dans le domaine de la langue, comme dans tout autre domaine.

La démocratisation du système d'éducation, tout en ouvrant virtuellement le savoir et la culture à toutes les classes de la société, fut cause — force est de la constater — d'une baisse de qualité générale dans l'enseignement; le milieu étant mal préparé pour répondre aux besoins massifs de personnel enseignant, qui se firent presque instantanément sentir.

Enfin, l'exacerbation du sentiment nationaliste, tout en fournissant la possibilité d'une prise de conscience de la collectivité et l'affirmation robuste de son identité, s'accompagna fatalement d'un mouvement de repli sur soi-même au moment où, par ailleurs, la perception planétaire et la notion de «village global» commençaient à s'imposer. Ce repli s'est manifesté de façon particulièrement spectaculaire dans le domaine de la langue parlée et écrite. Ce fut le triomphe du québécois joualisant, triomphe qui se prolonge encore de nos jours.

Je précise pourtant mon point de vue, au sujet du «joual». J'admets que le phénomène en a été, jusqu'à un certain point, essentiel. Il a agi comme une sorte d'exorcisme; dans ce sens que les «mal parlants» osaient mal parler, s'afficher avec la fierté d'une langue qui portait les cicatrices des coups et blessures de deux siècles de colonialisme et de discrimination. Ce qui a faussé les choses, à mon avis, c'est qu'on s'est mis à en rigoler et qu'on a forcé la note pour provoquer le rire. D'où le succès de tous ces monologuistes comiques qui jouent habilement la débilité et la faiblesse d'esprit. Parlons des *Belles-soeurs*. Si la pièce avait été bien comprise, à sa création, si elle était bien comprise de nos jours, spectateurs et spectatrices en sortiraient fouettés et furieux. Furieux de se voir peints sous de telles couleurs et affichant de telles moeurs et de s'entendre parler une telle langue. Et, en même temps, fouettés, ils se diraient sans doute, à l'instar — paraît-il — des Russes devant la peinture que Tchekhov faisait d'eux: «S'il en est vraiment ainsi, il faut en changer!». Mais, tous et toutes croient sans doute que c'est le voisin qui est ainsi représenté et on se tape sur les cuisses, avec des éclats de rire sonores. Ou pire: on se reconnaît bien et on se trouve irrésistiblement drôles (être traités de *tabarnacos*, n'est-ce pas un riche titre de gloire?). Dans mon jeune temps, il y avait une façon bien imagée d'exprimer cette complaisance. On disait: «Y fait chaud; ça pue; on est ben!».

Et, ce qui n'a pas arrangé les choses, c'est qu'il y eut une récupération de cette langue populaire par les intellectuels; ils l'ont fait claquer comme un drapeau nationaliste. On a codifié la gaucherie, régularisé l'erreur, justifié l'ignorance, en la propageant du haut des chaires mêmes d'où le savoir est prodigué. Soit dit en passant, plusieurs de ces intellectuels gardaient exclusivement pour eux la possibilité d'utiliser un français plus large et bornaient les démunis à leur langue limitative, leur en insufflant le vain orgueil.

On a clamé partout qu'il nous fallait parler une langue «incarnée». Comme s'il y avait plus de chair dans l'expression: «Dis-moi le...» que dans le correct: «Dis-le moi...». Plus de personnalité, lorsqu'on dit: «Ce dessin, c'est moi qui l'a faite...» au lieu de: «C'est moi qui l'ai fait...». Allons donc!

En réalité, les intellectuels de cette époque se sont livrés à ce qu'un écrivain français des années 1930, Julien Benda, a appelé la «trahison des clercs». Au lieu de protester contre ce que je considère être un abaissement spirituel, même s'il était demandé au nom de la Patrie, ils se sont faits les prosélytes d'une nouvelle religion de l'âme nationaliste et de la race. Ceux qui n'étaient pas d'accord ont été emportés par le courant. C'était pourtant le moment rêvé, grâce à l'ouverture démocratique du système d'éducation, de donner un grand coup de barre et de nous munir d'une langue qui réponde à son véritable rôle: c'est-à-dire une langue qui corresponde — bien sûr — à un mode de pensée spécifique, mais qui soit un authentique outil d'expression et de communication. Une langue qui nous permette de créer des liens, des amitiés, plutôt que d'élever des barrières et de provoquer des affrontements.

Pour justifier leur prise de position, les intellectuels ont invoqué de nombreux arguments. On a réclamé le droit, pour une langue, d'évoluer indépendamment de celle qui lui a servi de souche. J'en conviens. Mais, on a omis de souligner qu'un écart ne se trouve pas justifié du simple fait d'être un écart. Quand il est créé par la paresse intellectuelle, par la nonchalance, par le laisser-aller et la facilité, voire par la vanité de se distinguer du français français, l'écart ne peut plus être justifiable. Et c'est pourtant ce qui caractérise, d'après moi, la presque totalité des écarts de la langue québécoise, par rapport au français «normatif».

On a clamé partout qu'il nous fallait parler une langue «incarnée». Comme s'il y avait plus de chair dans

l'expression : «Dis-moi le...» que dans le correct: «Dis-le moi...». Plus de personnalité, lorsqu'on dit: «Ce dessin, c'est moi qui l'a faite...» au lieu de : «C'est moi qui l'ai fait...». Allons donc ! Pour qu'une langue s'incarne, autrement dit pour qu'elle prenne chair et y pénètre, il faut autre chose que de telles puériles gaucheries.

Dans le monde, il y a un groupe épars de 350 millions d'individus qui se disent francophones. Il est normal que la langue parlée, dans chacun des dizaines de pays qui en font partie, diffère l'une de l'autre à certains égards: jusqu'à quelquefois «ne pas désigner les mêmes réalités par les mêmes mots», comme on l'a déjà souligné. Il est normal que le français du Québec ne soit pas identique au français de Seine-et-Oise; que les accents ne se confondent pas, que certains mots et certaines expressions soient d'invention spécifique. Ce qui ne me semble pas normal, c'est cette situation qui est en train de s'implanter et qui a pour effet que le français parlé au Québec soit presque incompréhensible pour des oreilles antillaises, africaines, suisses, belges ou françaises - même en tenant compte de la possible mauvaise volonté de certains de ces interlocuteurs. Chacun des groupes mentionnés pourrait du reste, sans doute, s'adresser plus ou moins le même reproche, par rapport aux autres groupes de la francophonie.

En ce qui me touche personnellement, je suis horrifié de constater, tous les jours, ce qui se passe dans mon milieu professionnel, je veux dire celui du théâtre. On a oublié la rigueur de la langue. Dans les écoles de théâtre, pour des raisons purement politiques, on a abandonné ou on néglige les cours de diction, de prononciation, de phonétique. Les jeunes comédiens et les jeunes comédiennes ont institué le régime de deux langues. L'une, pour l'usage quotidien, est farcie d'anglicismes et d'onomatopées et ponctuée de jurons. Elle se parle sans musculature, avec une économie d'efforts, qui est le couronnement de la paresse et de la nonchalance. Elle est pauvre en vocabulaire et ignore les règles les plus élémentaires de grammaire et de syntaxe. Elle prétend refléter notre âme collective, se voulant un affranchissement du français dit «international» ou «normatif». L'autre langue, que l'on voudrait justement être un français universellement compréhensible, est utilisée pour jouer les auteurs classiques.

Le résultat est prévisible; en tout cas, il est perceptible même à une oreille distraite. Lorsqu'ils jouent ces grands auteurs classiques, les jeunes comédiens et les jeunes comédiennes emploient une variété de niveaux de langage, qui rend invraisemblable les rapports sociaux et familiaux des personnages. *Ils parlent une langue qui leur est étrangère*. Et cela s'entend aussi nettement, aussi clairement que s'ils jouaient en anglais ou en espagnol avec un accent québécois. C'est pénible à dire, c'est presque incroyable : ils jouent dans une langue étrangère, lorsqu'ils veulent jouer en français !

Ne se servant plus du français, on en a perdu le génie. Plus souvent qu'autrement, l'expression, le mot français ne fait plus image, supplanté en cela par le mot anglais. Une vendeuse ou un vendeur, dans un magasin, se *voit* très bien «puncher un objet sur son cash», alors qu'elle ou qu'il ne se *voit* pas le «poinçonner ou l'inscrire à sa caisse».

Revenons à mon milieu. On ne «fait plus de pause», on ne «prend plus un repos», entre deux périodes de répétitions, on «prend un break». On réclame son «cue», plutôt que son «signal» (encore que «cue» viendrait du «queue» français: «queue de réplique»; mais cela, on l'ignore généralement). On ne parle plus du «foyer» d'un projecteur, mais de son «focus»; on fait donc le «focussage», plutôt que la «mise au foyer» ou le «point». On «overlap» les répliques, plutôt que de les «chevaucher». Plusieurs même parlent du «stage», plutôt que de la «scène». Etc., etc. Je pourrais allonger cette liste indéfiniment. C'est le mot anglais qui déclenche le processus de la création de l'image, dans l'intelligence et l'imagination.

Lorsqu'ils jouent ces grands auteurs classiques, les jeunes comédiens et les jeunes comédiennes emploient une variété de niveaux de langage, qui rend invraisemblables les rapports sociaux et familiaux des personnages. *Ils parlent une langue qui leur est étrangère.* Et cela s'entend aussi nettement, aussi clairement que s'ils jouaient en anglais ou en espagnol avec un accent québécois.

Et pourtant, mes camarades, en grande majorité, sont des indépendantistes, syndicat en tête battant abusivement la marche. Ils se battent pour la langue d'affichage (l'anglais caché à l'intérieur et escamoté à l'extérieur : quelle farce !). Heureusement, on songerait à modifier cette loi. Ils ont participé à des manifestations pour protester contre l'utilisation du terme «stop», qui est pourtant internationalement admis et qu'on retrouve inscrit jusque sur le pavé de Moscou. À quoi bon les lois (même tordues), à quoi bon les grandes déclarations de principe et les manifestations de tous genres, si on n'utilise plus le français dans le quotidien ? Si on sait à peine l'écrire ?

Même ceux qui prétendent utiliser un français «normatif» l'utilisent souvent de façon erronée, à l'oral puis à l'écrit. Prenons le cas des journalistes qui, du haut de leur autorité et de leur tribune, propagent la manière boiteuse dont il leur arrive de parler et d'écrire. Quelques exemples, qui en valent la peine, je crois.

D'abord les liaisons. De nos jours, on n'en fait presque plus, parce que cela paraît-t-affecté... (oh ! pardon...) paraît haffecté. J'ai entendu dire, dans un bulletin de nouvelles: Les Hisraéliens... C'est sans doute la même personne qui parlait des -z-handicapés ! Il faut dire

les handicapés et — bien sûr — les -z-Israéliens, à la condition de ne pas appuyer outrancièrement sur la liaison. Pourquoi les jeux holympiques ? Pourquoi les jeune ommes ? Les liaisons «discrètes» rendent la langue parlée beaucoup plus harmonieuse. Un ancien professeur au Conservatoire de Paris, Georges Leroy, disait : si trop faire de liaisons est prétentieux et quelquefois dangereux, n'en pas faire assez est blâmable et quelquefois vulgaire. N'ai-je pas entendu un jeune Roméo dire: «les larmes des amants coulent hà flots...», alors que, puisqu'il s'agit d'un pluriel, à plus forte raison dans une langue lyrique, il eût été obligatoire de dire: «Les larmes des amants coulent à flots...». Ou alors, liaisons erronées qui frôlent le «cuir». Avant-hier, j'ai entendu une commentatrice qui, à propos d'un ancien modèle de la statuaire officielle de la ci-devant URSS, déclarait qu'il posait maintenant dans des ateliers de «second-n-ordre» ! Il eut été difficile de dire «second hordre»; mais le très simple «second ordre» lui est probablement apparu trop savant.

À quoi bon les lois (même tordues), à quoi bon les grandes déclarations de principe et les manifestations de tous genres, si on n'utilise plus le français dans le quotidien? Si on sait à peine l'écrire?

Autres erreurs répandues par la presse électronique. Combien de fois n'entend-on pas que les «astronotes» en sont à leur deuxième semaine dans l'espace ? Le mot se prononce comme il s'écrit : «astronautes». Certains météorologues déclarent que le ciel se dégage «au-dèssus» de la Gaspésie, alors que la prononciation correcte est «au-dessus» ou, mieux, «au-d'ssus». Il y aurait d'ailleurs un chapitre à consacrer aux élisions, qu'à tort on évite scrupuleusement, lorsqu'on s'efforce de «bien parler». Ce qui contribue à faire sonner la langue française «normative» — j'en ai déjà mentionné le cas au théâtre — comme une langue étrangère mal maîtrisée.

Faute, peut-être encore plus grave, la façon dont on répand l'utilisation de termes impropres ou de formules bancales. Guy Lafleur «se mérite» une place au temple de la renommée. Il «mérite» une place, tout simplement; ou «son mérite lui a valu une place...». Quelqu'un a «posé» un «geste» courageux ! Alors que ce quelqu'un devrait avoir eu «une conduite courageuse». Dans aucun dictionnaire, on ne trouve au verbe «poser», de définition qui justifie semblable abus. On entend de plus en plus et même on lit que l'on a besoin «de d'autres» moyens de pression... D'où vient cette nécessité de doubler la préposition ? Qui me le dira résoudra ce qui reste pour moi une énigme. On a besoin «d'autres» moyens de pression. On traduit l'expression anglaise «to be involved» par «être impliqué». Non: on «s'engage», on «se sent concerné». On parle des «argents» abusivement consacrés à la défense. Ce sont des «sommes» ou des «fonds».

Encore une fois, j'arrête : nous pourrions y passer la nuit. D'aucuns sourient et disent qu'il s'agit là de chinoiseries; qu'il faudrait simplifier tout ça : orthographe, grammaire, syntaxe, problèmes de sémantique... Et pourtant ! Pourtant, tous ces détails, ces nuances constituent la beauté, le charme, le génie d'une langue. C'est le mot de passe qui nous permet de nous reconnaître, le code qui nous rend aptes à communiquer correctement, sans possibilité d'erreur ni d'ambiguïté, avec ceux et celles qui partagent, avec nous, le joyau d'une langue commune.

Méfaits de la presse écrite et — surtout — parlée. J'ai déjà mentionné, à propos de la civilisation de l'image, l'érosion de nos habitudes de lecture. Je ne suis pas de ceux qui croient que le livre est appelé à disparaître, supplanté par l'image et l'écran de l'ordinateur. Les modes de culture s'ajoutent les uns aux autres; ils se complètent, les uns les autres. Ils ne s'annulent, ni ne se détruisent. Vous me direz que l'électricité a tué la bougie et l'éclairage au gaz. C'est vrai. Mais, l'électricié est venue remplir exactement le rôle de la bougie et de l'éclairage au gaz, en l'améliorant incommensurablement. Ce qui n'est absolument pas le cas de l'image ou du texte lumineux, à l'égard du livre et de la lecture.

L'abus de l'image — c'est un truisme — encourage la passivité et la paresse; elle favorise la fabrication de milliards de sportifs voyeurs, qui ne se livrent plus au moindre exercice physique; elle impose des schémas et des formes de pensée, au détriment de l'exercice mental et intellectuel. L'image est une chose merveilleuse; mais il faut savoir s'en servir, comme de toute technique, et non en devenir l'esclave.

Habitués à regarder, on ne pense plus; et les fabricants d'images nous poussent dans ce sens. Les méthodes du vidéo-clip sont appliquées jusque dans le domaine de l'information. Le cinéaste Peter Watkins, dans un documentaire-fleuve intitulé *Le voyage*, a démontré, en se servant de bulletins de nouvelles de la Société Radio-Canada, qu'une image y dure en moyenne 5 secondes. C'est-à-dire juste le temps de ne pas avoir le temps d'y penser. Et le commentaire doit suivre le tempo syncopé de l'image. C'est le triomphe de la formule choc.

Me voici loin de mon propos, croyez-vous. Pas tant que ça. Car, en fait de langue, non seulement la civilisation de l'audiovisuel, par diffuseurs interposés, propage-t-elle fautes, erreurs, gaucheries et impropriétés, mais encore nous réduit-elle au silence, nous asservit-elle. Les lèvres, comme les livres, restent closes; et les esprits, engourdis. Quand on ne se sert pas d'une langue, ou qu'on s'en sert mal, on devient facilement victime du schéma, de la simplification, du flash brutal, de la publicité et de la propagande. Serait-ce abusif de voir un lien entre l'appauvrissement de l'activité intellectuelle, consécutif à la passivité des publics de télévision et à l'usage d'une langue anémiée, et la recrudescence des nationalismes dans le monde ?

Vous allez me dire que je suis justement en train d'essayer de vous endoctriner. Et c'est vrai que j'exagère.

Bien sûr, la télévision a été bénéfique pour notre société; tout n'y est pas mauvais. Bien sûr, il y a des gens — même parmi les plus défavorisés — qui savent s'exprimer, de façon nette, voire éloquente. Bien sûr, le personnel enseignant n'est pas que «joualisant» (une nouvelle loi prévoierait, à ce qu'on nous dit, des périodes accrues pour l'enseignement de la langue, à tous les niveaux: on ne peut que s'en réjouir). Bien sûr, de jeunes comédiens et de jeunes comédiennes savent dire correctement les classiques. Encore plus : bien sûr, la loi 101 n'est pas inconstitutionnelle par tous ses articles. Mais, j'ai exagéré. J'ai voulu frapper vos imaginations, car le danger est réel. Comment le conjurer? Ça, c'est une autre histoire. Tout commence par la famille; tout se poursuit par l'éducation et tout se complète par les liens avec la francophonie internationale. Mais, si on n'est pas convaincu de la beauté et de la nécessité du français «normatif», les efforts les mieux agencés seront voués à l'échec.

Serait-ce abusif de voir un lien entre l'appauvrissement de l'activité intellectuelle, consécutif à la passivité des publics de télévision et à l'usage d'une langue anémiée, et la recrudescence des nationalismes dans le monde?

Je ne suis pas fanatique. Je ne prêche pas l'évangile de la langue que j'aimerais qu'on parlât. Je respecte la liberté de ceux et de celles qui préfèrent parler «québécois», même si mes oreilles en souffrent et si, parfois, il me prend des envies de m'exiler. Je ne veux que leur dire qu'en parlant une telle langue, ils se marginalisent et qu'ils hâtent le moment où on ne parlera plus qu'anglais, en Amérique du Nord.

Car, je ne crois même pas nécessairement en la pérennité de la langue française dans notre continent. Lord Durham prévoyait l'assimilation rapide des francophones «by working of natural causes». C'est à peu près ce que répétait le Sénateur Stan Waters (vous vous rappelez?). D'ailleurs, si l'on regarde les chiffres, l'un et l'autre auraient raison. Au moment de la publication du rapport Durham, en 1839, il y avait en Amérique du Nord, en gros, 450 000 francophones pour environ 12 000 000 d'anglophones. Une proportion donc de 3,75% (et non pas 3., qui est anglais!). De nos jours, un peu plus de 150 ans après — toujours en chiffres approximatifs —, il y a 6 000 000 de francophones pour 275 000 000 d'anglophones: la proportion est ramenée à un peu plus de 2%. Si, comme on dit, cette tendance se maintenait, on assisterait à l'extinction du français, dans le continent nord-américain, au début du vingt-troisième siècle. Je ne dis pas qu'il peut y avoir des miracles : je suis agnostique. Mais, l'histoire — par un de ces paradoxes dans lesquels elle se complait — pourrait faire mentir l'arithmétique.

Pourtant, je suis si peu fanatique que je respecterais même l'option selon laquelle, en se fondant sur les chiffres, on devrait abandonner l'enseignement et l'usage du français, pour celui de l'anglais. On ne ferait ainsi que précipiter le courant de l'histoire.

Mais alors, me direz-vous, pourquoi cette communication, ce soir? Parce que... Parce que j'aime ce qui est gratuit. Parce que, nostalgie des films sur la légion étrangère peut-être, j'ai un faible pour les barouds d'honneur. Plus sérieusement, parce que je crois en la vertu d'une langue bien parlée et bien écrite, quelles que soient les conditions sociales, politiques, démographiques et géographiques dans lesquelles elle se parle. Qu'il s'agisse du français, de l'anglais, ou... du chinois. Le chinois! L'espéranto de l'avenir, comme chacun le sait. Alors, pratiquons le raccourci: lançons-nous dans l'étude du chinois. En fait de langue populaire, c'est à peu près ce que parlent les Québécois. «Mais, de même, tout ça, c'est du pettage de broue, chum! Finalement, tu vois ben que ça l'en a du bon sang, la magnière qu'on parle, 'stie!». ✐

** Version intégrale de la conférence donnée par l'artiste dramatique lors du dîner Cité Libre du 8 avril 1993.*

Les intellectuels québécois et le pouvoir: Collision ou collusion

PIERRE BILLON*


PHOTO: MICHEL GAUTHIER

«On doit exiger que je cherche la vérité, non que je la trouve.»
DIDEROT

Dans un article publié l'an dernier sur la dialectique de la «société distincte», j'avançais que le symptôme le plus inquiétant de la crise constitutionnelle était, de loin, le silence de l'intelligentsia québécoise. À la réflexion, j'aurais dû parler «des intellectuels» et non de «l'intelligentsia». Ces termes ne sont pas synonymes. Ce sont des catégories gigognes — la première représentant un ensemble plus vaste que le groupe des intellectuels, qu'elle intègre. De fait, l'intelligentsia est une brochette éclectique de personnes plus ou moins en vue, provenant du monde du spectacle, des médias, de la politique, de la finance, des syndicats. Dans cette bergerie, l'intellectuel est un loup solitaire. On irait jusqu'à dire qu'il fait partie de l'intelligentsia à son corps défendant, et qu'il doit parfois s'obliger à prendre ses distances à l'égard de ceux-là mêmes qui pourraient aider à sa réussite sociale en assurant sa visibilité dans un monde frappé de médiatisation.

Et alors, ne devrait-on pas se réjouir de cette harmonieuse intégration des intellectuels à l'intelligentsia? Il faut au contraire s'en alarmer.

Être intellectuel, c'est choisir d'être seul. C'est consentir à la marginalité quand la norme est d'être «in». C'est afficher sa dissidence quand la famille devient une secte. C'est prendre le maquis quand les bourgeois collaborent. C'est donner sa vie pour une idée quand les autres s'entre-tuent pour des possessions. Une telle définition de l'intellectuel pêche par idéalisme, mais on peut se la permettre à une époque qui souffre d'une carence en utopie.

En règle générale, pour ce qui a trait à ce «projet de société» qui est notre défi collectif le plus exigeant, les intellectuels québécois ne se singularisent pas au sein de l'intelligentsia dont ils font partie. On ne peut pas dire qu'ils soient les moutons noirs de la famille, ni qu'ils scandalisent leurs aînés. Leurs prises de position se démarquent rarement de ce que Flaubert appelle «les idées reçues» — ces idées qui sont le credo du jour pour une majorité de bien-pensants. Et alors, ne devrait-on pas se réjouir de cette harmonieuse intégration des intellectuels à l'intelligentsia? Il faut au contraire s'en alarmer. Car la pire forme de provincialisme qui pourrait affecter le Québec — que le Québec soit partie intégrante du Canada, indépendant dans l'interdépendance ou souverain dans l'association — c'est le provincialisme de l'esprit.

Ces intellectuels cantonnés dans l'intelligentsia, qui sont-ils?

Dire de quelqu'un qu'il n'est pas un intellectuel frôle l'injure. Autant dire tout de suite qu'il n'est pas intelligent. Pourtant, les gens intelligents ne sont pas tous des intellectuels, alors que les intellectuels sont généralement des gens intelligents, voire très intelligents. Qu'est-ce qui différencie les gens normalement intelligents des gens très intelligents? C'est le fait que les gens très intelligents accordent une valeur essentiellement relative à l'intelligence, et en proposent une définition qui retranche à leur gloire. Alors que rien ne stimule davantage un esprit médiocre, dans sa compréhension de l'être humain, que le quantitatif, le catégorisable, le psychométrique. Alain écrivait : «Je plains ceux qui ont l'air intelligent: c'est une promesse qu'on ne peut tenir».

Ce n'est ni la qualité de son intelligence ni sa quantité qui définit l'intellectuel, c'est le fait que la qualité discipline la quantité. L'érudition n'est pas grand-chose si elle n'est pas servie par le sens critique, et le sens critique n'est rien s'il n'est pas ordonné à une

pensée rigoureuse et libre.

Si la seule érudition ne suffit pas à valider le propos de l'intellectuel, en revanche le manque d'érudition grève ce même propos d'une hypothèque souvent fatale. Quand il n'y a pas fondement d'érudition en amont de la pensée, il y a généralement logorrhée en aval. Et on atteint à la bouffonnerie lorsque l'ignorance se drape dans sa dignité et exige qu'on l'appelle «liberté d'expression». En passant, rappelons pour le plaisir ce trait de Paul Valéry: «La liberté, ce mot qui a fait tous les métiers».

Journaux et magazines ouvrent leurs colonnes à des gens qui puisent aux seules ressources de leur cerveau, au seul génie de leur inspiration-du-moment pour exposer leur «libre opinion», qu'ils avalisent par leur spontanéité et leur sincérité. Or il n'y a pas grand-chose de spontané dans la pratique de l'honnêteté intellectuelle, mais au contraire une défiance du premier mouvement et une lutte de chaque instant contre les émotions, contre la tentation de justifier une opinion antérieure, contre le désir d'avoir raison.

À la question: «Êtes-vous un intellectuel?», la réponse la moins inexacte est sans doute: «Pas toujours!». Être intellectuel n'est ni un état, ni un métier, ni une vocation: c'est un effort. Un médecin malade n'est pas en contradiction avec lui-même, car sa maladie ne relève pas d'un choix délibéré. Et un cardiologue qui fume trois paquets de cigarettes par jour? Certes, celui-là ne pratique pas ce qu'il prêche, mais sa faiblesse de caractère, si elle l'affecte personnellement, n'infirme pas sa compétence dans sa pratique médicale. En revanche, un chirurgien alcoolique qui opère en état d'ébriété commettra une faute professionnelle qui le discrédite. Il en va de même pour l'intellectuel, qui peut avoir les comportements les plus déraisonnables dans sa vie personnelle, mais qui se discrédite quand, en sa qualité d'intellectuel, il s'exprime publiquement sous l'influence de facteurs qui altèrent la rigueur de sa réflexion. «Pas plus que les simples mortels, les intellectuels ne se libèrent de la logique des passions, écrit Raymond Aron. Au contraire, ils sont plus avides de justification parce qu'ils veulent réduire, en eux, la part d'inconscience.»

À quoi reconnaît-on un intellectuel? Avançons d'abord que l'intellectuel est considéré comme tel pour le mérite de ses propos sur la personne et la société, sur les rapports passés et présents de l'une et de l'autre. Si tel peintre ou tel mathématicien, tel chorégraphe ou tel architecte sont tenus, au vu de leurs oeuvres, pour des créateurs de génie et des visionnaires, l'opinion ne les accepte pour intellectuels qu'en autant qu'ils interviennent dans les affaires publiques, en marge de leurs activités propres, par une réflexion écrite inspirée d'une morale non prescriptive. À noter que l'écriture n'est pas un médium supérieur aux autres formes d'expression, mais c'est celui qui offre le plus de résistance à l'ambiguïté, et le moins de prise à l'esbroufe.

Tel homme public est un redoutable dialecticien. À l'écouter, on a l'impression que son argumentation gagne en autorité à mesure qu'il la développe, bref, qu'il a raison et que ses contradicteurs ont tort. À présent, demandez à ce beau parleur de coucher par écrit ce discours si convaincant: vous courez le risque de récolter un texte inconsistant et bancal, quand même vous y retrouverez tous les arguments qui, dans sa bouche, sonnaient comme paroles d'Évangile.

Pour le porte-plume, pour celui que Jean Cocteau appelle «la machine à écrire», l'angoisse de la page blanche est un avertissement: attention aux mots, ils dépouillent la pensée de ses artifices. Vous ne faites pas illusion longtemps quand le lecteur peut relire votre dernier paragraphe. C'est aussi pour cette raison que les prestidigitateurs n'acceptent jamais de faire deux fois de suite le même tour.

Vous ne faites pas illusion longtemps quand le lecteur peut relire votre dernier paragraphe.

Peut-on faire oeuvre d'intellectuel sans être *de facto* un humaniste? À cette question complexe, proposons la réponse suivante: le rôle de l'intellectuel dans la cité a pour fin ultime la personne humaine et son épanouissement. S'il agrée cette définition, l'intellectuel acceptera alors de prendre sa place historique aux côtés de la victime, de l'opprimé, du minoritaire. *Qu'il déserte ce poste, et c'est la civilisation toute entière qui vacille.* Bernanos disait qu' «une collectivité n'a pas de conscience. Lorsqu'elle paraît en avoir une, c'est qu'il y subsiste le nombre indispensable de consciences réfractaires». Réfractaires, c'est-à-dire rebelles à l'ordre établi.

L'intellectuel se discrédite quand il s'associe ou se laisse associer à l'oppresseur, à la force brutale, au bourreau. Les délires antisémites de Louis-Ferdinand Céline sous l'Occupation sont d'autant plus consternants qu'ils oblitèrent une oeuvre magistrale sous d'autres aspects. Faute d'avoir compris à temps le prix exorbitant de l'intolérance et du racisme, des intellectuels québécois de haute volée traînent comme un boulet des propos malheureux (et sincèrement rétractés depuis lors), écrits au temps de leur jeunesse sous l'influence des Lionel Groulx et autres maîtres à penser de l'époque. De la même façon, les chantres du nationalisme québécois qui peignent aujourd'hui le diable sur la muraille multiplieront demain les mises au point pour réfuter la réputation de xénophobie que leur aura valu leur intégrisme linguistique. Avant de donner de la voix dans la chorale de la nouvelle droite, ils auraient intérêt à méditer cet avertissement du même Céline: «L'Histoire ne repasse pas les plats».

Un phénomène a marqué notre siècle: dans tous les pays, des intellectuels se sont laissés intoxiquer par des idéologies et, «ivres d'avenir par l'abus de l'espoir»[1], ils ont cautionné des révolutions jusqu'à fermer les yeux sur leurs pires excès, de la Terreur au goulag. Peut-être trou-

vera-t-on quelque consolation à constater que, tôt ou tard, l'Histoire fait ses comptes et sanctionne les intellectuels qui ont failli à leur mission, qui est d'exiger que la raison et la justice toujours l'emportent sur les raisons d'État et sur les appareils judiciaires.

Monter la garde aux côtés de la victime, en effet — encore que l'identification de la victime ne soit pas toujours aisée, l'histoire contemporaine ne distribuant plus aussi clairement que par le passé les rôles de l'oppresseur et de l'opprimé. Dans les crises d'Oka et de Kahnawake, par exemple, qui était la victime de qui? L'intelligentsia québécoise ne s'est pas distinguée par ses réponses à cette interrogation.

Prendre le parti quasi systématique de la victime entraîne un corollaire: l'intellectuel ne couche pas dans le lit du pouvoir — même si ce pouvoir a été démocratiquement conquis. Ou s'il le fait, c'est à ses risques et périls — le virus électoral provoquant l'amollissement du verbe, quand ce n'est pas l'impuissance du texte.

Au fil du siècle qui achève, trois textes majeurs ont proposé des définitions divergentes de la mission de l'intellectuel. Dix ans après la fin de la Première Guerre mondiale, dans un ouvrage dont le titre — *La Trahison des clercs* — est devenu une formule, Julien Benda dénonçait la démission des intellectuels, qui succombent à la tentation d'un engagement qui les soumet aux pouvoirs temporels ou spirituels. Il écrit: «La condensation des passions politiques en un petit nombre de haines très simples et qui tiennent aux racines les plus profondes du coeur humain est une conquête de l'âge moderne. [...] Notre siècle aura été proprement le siècle de l'organisation intellectuelle des haines politiques. Ce sera un de ses grands titres dans l'histoire morale de l'humanité.»

En 1945, Jean-Paul Sartre dénonce la « tentation de l'irresponsabilité» et oppose à Julien Benda une conception radicalement opposée de la mission de l'intellectuel. Dans le premier numéro des *Temps modernes*, il avance que la nécessité de l'engagement est fondée sur l'impossibilité pour un livre de ne pas être un fait social. «Puisque l'écrivain n'a aucun moyen de s'évader, déclare-t-il, nous voulons qu'il embrasse étroitement son époque; elle est sa chance unique: elle s'est faite pour lui et il s'est fait pour elle. [...] Serions-nous muets et cois comme des cailloux, notre passivité même serait une action. »

Dix ans plus tard, avec *L'opium des intellectuels*, Raymond Aron adopte une position médiane, reconnaissant la légitimité de l'engagement personnel, mais dénonçant l'asservissement de la pensée à toute idéologie doctrinaire. Il écrit: « L'intellectuel qui attache du prix à l'organisation raisonnable de la Cité ne se contentera pas de marquer les coups, de mettre sa signature au bas de tous les manifestes contre toutes les injustices. Bien qu'il tâche de troubler la bonne conscience de tous les partis, il s'engagera en faveur de celui qui lui paraît offrir sa meilleure chance à l'homme [...]. L'intellectuel ne refuse pas l'engagement et, le jour où il participe à l'action, il en accepte la dureté. Mais il s'efforce de n'oublier jamais ni les arguments de l'adversaire, ni l'incertitude de l'avenir, ni les torts de ses amis, ni la fraternité secrète des combattants.»

À partir de 1981, l'intelligentsia française de gauche s'est laissée piéger par la victoire des socialistes. Des intellectuels qui avaient galvanisé les énergies et séduit les imaginations quand ils servaient de pensée à l'opposition sont devenus aphasiques ou bègues après avoir accepté nominations, récompenses et honneurs de la part d'un pouvoir qu'ils auraient mieux servi en le contestant, notamment en dénonçant des pratiques qui, de magouilles en scandales, sont devenues des «affaires», avant d'entraîner le lessivage électoral qu'on sait.

Prendre le parti quasi systématique de la victime entraîne un corollaire: l'intellectuel ne couche pas dans le lit du pouvoir — même si ce pouvoir a été démocratiquement conquis.

Un scénario comparable s'est joué au Québec. Nombre d'intellectuels se sont laissé «enfirouaper» par la victoire de René Lévesque en 1976. Maîtres d'oeuvre de la Révolution tranquille des années soixante, ils ont été les forces vives de la montée du sentiment nationaliste au début des années soixante-dix. Lorsque le Parti québécois a remporté les élections, ils auraient dû, à la lumière des leçons de l'Histoire, se dissocier du pouvoir politique, pour occuper à nouveau les postes de l'avant-garde, dépasser les «idées reçues» (celles-là même qu'ils avaient contribué à formuler), jouer les *trouble-tête* et baliser l'avenir sans s'inféoder au présent. La majorité d'entre eux ont choisi de se taire et de laisser les ténors du Parti québécois écrire le livret des « lendemains qui chantent». Ils n'ont pas dénoncé l'incurie en matière de politiques culturelles, ni l'indigence des moyens mis à la disposition des créateurs et des intellectuels, à une époque où les vaches n'étaient pas aussi maigres qu'aujourd'hui.

Les intellectuels français sont revenus du patriotisme militant du début du siècle; ils sont revenus de l'existentialisme et du marxisme, puis du structuralisme et de la «Nouvelle philosophie» — et aujourd'hui, essoufflés et désorientés, ils n'en reviennent pas d'être revenus de tant de courants de pensée en si peu de temps. Et ici, au Québec, de quoi les intellectuels sont-ils revenus? À première vue, on pourrait penser que nombre d'entre eux ont le mérite de la constance, en ce qu'ils ne semblent pas être encore revenus du «souverainisme» des années soixante-dix. Mais est-ce bien sûr? Et si, au contraire, la plupart en étaient revenus, mais sur la pointe des pieds, sans faire de bruit? Nous aurions alors le début d'une explication de leur grand silence — ce silence dont les politiciens sont les principaux bénéficiaires, et qu'ils utilisent sans vergogne, comme on encaisse un chèque en blanc.

Une société qui abandonne à ses seuls politiciens le

soin de définir son avenir se condamne à entrer dans l'Histoire à reculons. Le politicien a déjà assez de mal à maîtriser le présent, ne lui demandons pas de conjuguer le futur. Il a parfois des vues sur un sujet, rarement une perspective. Et il n'a pas horreur du vide, au contraire : il n'est à l'aise que dans la vacuité des valeurs foncières, qui offre le milieu le plus propice à l'approximatif, aux atermoiements, aux compromis. De quel péché le Québec, de quelle faute le Canada se sont-ils rendus coupables pour qu'en cette fin de siècle la Providence les afflige de politiciens aux visées si longues et à la vision si courte ?

L'intelligentsia québécoise n'occupe plus le «no man's land» périlleux entre le pouvoir, les idées reçues et le peuple. Elle n'ouvre plus la marche de la société, elle n'exige plus l'impossible, elle ne rêve plus à haute voix. Elle ratiocine, en brodant sur des canevas dépassés.

L'intellectuel a une méfiance viscérale des évidences et de la facilité, une suspicion instinctive à l'égard de l'unanimité et de l'uniformité. Il est la proie d'un besoin compulsif d'aller voir derrière les apparences. Une idée qui plaît au plus grand nombre lui donne de la démangeaison, une solution finale des sueurs froides. Parlez-lui de l'opinion publique, il n'aura de cesse de se forger une opinion privée. Il souffre de strabisme divergent acquis : un oeil sur l'ici, l'autre sur l'ailleurs. Il est tiraillé en permanence par des mouvements contraires, écartelé entre l'immédiat et l'éternité, entre le particulier et l'universel, entre l'humain et l'humanité. Être courageux, pour lui, c'est faire preuve de ce que Bernard-Henri Lévy nomme «l'esprit de complexité».

Éclairer le dilemme sans influencer le choix est un art réservé au petit nombre, en ce qu'il requiert une disposition de la personnalité peu fréquente, même chez les élites: la capacité d'anesthésier son émotivité, d'occulter momentanément ses préférences et d'opérer à froid sur un sujet chaud.

De tous les maux qui affligent l'intellectuel, celui dont une partie de notre intelligentsia semble la plus épargnée est ce *sens douloureux de la relativité des choses.* Le nombrilisme est la vertu cardinale des contemplations nationalistes. Sans compter qu'au Québec comme ailleurs, les *ultras* font dans le dramatique, dans le solennel, dans le messianique. On fait appel à l'esprit de clocher pour sonner la onzième heure, on sollicite le réflexe cocardier, on rameute les troupes en flattant l'instinct grégaire. S'est-on demandé pourquoi l'humour et l'ironie sont si rares dans les innombrables écrits sur la «question québécoise» ? C'est parce que l'humour est à base de relativisme, et que l'ironie est toujours une façon de prendre ses distances.

Les intégristes qui ont le nez dans leur credo sont rarement de joyeux drilles, et l'ethnocentrisme de Jacques Parizeau n'annonce pas la partie de rigolade. Les «Québécois de souche» ayant comme trait distinctif une coupable propension à aimer rire et fêter, il faudra de fortes doses de sinistrose et d'humiliations appréhendées pour les amener à composition. Mais que les commis voyageurs en apocalypse se rassurent : en période d'incertitude, le pire est toujours un article très demandé.

Des diverses formes de nécrose qui grugent la pensée, l'inféodation à une doctrine est la plus pernicieuse. L'attachement de l'intellectuel à des valeurs morales forge son jugement en autant qu'il dispose de la liberté intérieure de remettre ces valeurs en cause, au besoin de les renier. Son esprit les domine, il n'est pas dominé par elles. C'est la différence entre la conviction intellectuelle, qui a une valeur relative, et la croyance dogmatique, qui a une valeur absolue. L'une sert la conscience, l'autre l'asservit.

S'il veut maintenir son intégrité dans un milieu où fourmillent sollicitations et séductions, l'intellectuel doit se souvenir combien est ténue et fragile la ligne qui sépare le compromis de la compromission. Guy Laforest déclarait dernièrement à cette même tribune qu'il y aurait toujours, dans toutes les formations politiques, des exaltés et des nostalgiques de la droite pour prôner des opinions extrêmes. Certes, mais ce ne sont pas les propos de têtes brûlées qui déconsidèrent un mouvement ou un parti politique : c'est le fait que les intellectuels qui y militent restent silencieux devant des déclarations qui travestissent ou trahissent leur idéal.

Les propos d'un intellectuel fidèle à ses valeurs et à ses convictions supportent mieux la patine du temps. Ils peuvent paraître surannés, un peu ridicules même, ils sont rarement méprisables. Les propos inféodés à une doctrine vieillissent mal, et se retournent tôt ou tard contre leurs auteurs pour les dénoncer. Il y a quarante ans à peine, des hommes de haut savoir, docteurs en philosophie et en médecine, publiaient des opinions savantes sur les méfaits du «plaisir solitaire», qui apparaissent aujourd'hui pour ce qu'elles ont toujours été, de pitoyables inepties. Mais quiconque les eût dénoncées en ces termes se serait fait moucher de belle façon par les élites de l'époque. Les nouveaux doctrinaires qui s'appliquent aujourd'hui à justifier l'usage du mot «arrêt» sur les panneaux de signalisation routière se doutent-ils que dans trente ou quarante ans leurs doctes considérations amuseront la galerie, comme autant de perles ajoutées au florilège des élucubrations masturbatoires ?

Pour l'intellectuel, le courage consiste parfois à refuser de choisir, à remettre au lendemain une prise de position qui pourrait être adoptée le jour même. Sa procrastination est de bon aloi quand elle retarde son adhésion à l'opinion de la majorité, quand elle le retient de joindre trop vite les rangs des bien-pensants. Elle n'est jamais plus judicieuse que lorsqu'elle le prévient de faire un choix qui serait l'évacuation d'une indécision. Pour échapper à *l'inconfort de l'ambiguïté*, la tentation naturelle de l'esprit est en effet de choisir, de trancher. L'intellec-

tuel cultiverait-il quelque secret masochisme en faisant ainsi son nid dans l'hésitation ?

Si masochisme il y a, l'intellectuel le comblera de bonheur par son attirance vers le difficile, et par l'élan contradictoire qui le porte vers le simple. Ses lumières ont une prédilection pour les zones obscures, sa boussole pour l'inexploré, sa perversité naturelle pour le tabou et l'interdit. Dans un débat de fond comme, par exemple, celui de l'euthanasie ou celui de l'avortement, il est plus facile de justifier son adhésion à l'un ou l'autre des groupes de pression (en reprenant à son compte les arguments des «pour» ou ceux des «contre») que d'analyser objectivement les données du problème, ses tenants et ses aboutissants. Le rôle de l'intellectuel n'est donc pas toujours de prendre parti, surtout lorsque prendre parti est à la portée du tout-venant, mais de fournir aux indécis les éléments de réflexion conduisant à une décision autonome et éclairée. «On craignait jadis qu'à trop vouloir interpréter le monde on finisse par oublier de le transformer, écrit le philosophe Robert Maggiori. Il s'est aujourd'hui tellement transformé qu'on pourrait finir par oublier que, pour l'interpréter, les outils les plus complexes de l'intelligence sont nécessaires. »

La question n'est pas de savoir s'il y a de la xénophobie et du racisme au Québec (il y en a), ni même s'il y en a davantage qu'en Suisse et moins qu'en Australie (quelle importance), la question est de savoir comment, dans la conjoncture, tenir matée la bête qui rampe dans nos bas-fonds collectifs.

Éclairer le dilemme sans influencer le choix est un art réservé au petit nombre, en ce qu'il requiert une disposition de la personnalité peu fréquente, même chez les élites: la capacité d'anesthésier son émotivité, d'occulter momentanément ses préférences et d'opérer à froid sur un sujet chaud.

Est-ce notre héritage latin ? Nous avons au Québec des tempéraments vifs, desservis par cette mentalité d'état de siège dont a parlé Gérard Pelletier à cette même tribune. Nous souffrons d'une hypersensibilité à la critique, surtout quand elle est formulée par des Québécois «hors souche». La pratique de l'indignation vertueuse est le péché mignon de notre intelligentsia. Accuse-t-on par exemple les Québécois de xénophobie ou de racisme, aussitôt les gardiens de la fierté nationale font de l'hyperventilation imprécatoire et n'auront de cesse que les iconoclastes soient fustigés. Dans ce climat, il faut à l'intellectuel québécois de la témérité pour rappeler que toute collectivité porte en elle les germes du racisme, du fanatisme, de l'intolérance. La question n'est pas de savoir s'il y a de la xénophobie et du racisme au Québec (il y en a), ni même s'il y en a davantage qu'en Suisse et moins qu'en Australie (quelle importance), la question est de savoir comment, dans la conjoncture, tenir matée la bête qui rampe dans nos bas-fonds collectifs.

Nos politiciens, pour la plupart à l'abri du génie, traitent du racisme avec le même aveuglement qui a inspiré la lutte des pouvoirs publics contre le sida. Ergotant sur l'ampleur du problème et se renvoyant la balle, fermant les yeux pour être en prise plus directe avec leur conscience, ils appliquent cette consigne des enfants qui jouent à la marchande et qui est en passe de devenir notre devise nationale : «On ferait comme si qu'on serait».

Nous avons vécu trop longtemps dans une société incantatoire.

Existe-t-il un seul intellectuel québécois, même parmi les plus «engagés», même parmi les plus sectaires, qui n'ait éprouvé dans un moment d'abandon une sensation de nausée devant la sempiternelle récitation des mêmes formules, de part et d'autre des liturgies en présence, devant le rabâchement des mêmes arguments dans les problématiques fédéralistes et séparatistes ? Existe-t-il un seul spectateur qui n'ait souffert, dans le mélimélodrame québéco-canadien, du caractère prévisible des répliques, de la répétition des situations, du vieillissement des acteurs, de l'effroyable ennui sécrété par une mise en scène essoufflée et par une intrigue qui n'en finit pas de finir ?

L'observateur étranger désireux de saisir en profondeur la mécanique de la psyché québécoise serait bien inspiré d'étudier au préalable le fonctionnement de la pensée religieuse. L'hypothèse selon laquelle la Révolution tranquille a transformé notre mentalité en l'espace de vingt-cinq ans, alors que la même métamorphose a pris plus d'un siècle en Europe, tient de l'image d'Épinal. Certes, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, nous avons progressé de façon tout à fait impressionnante, notamment en ce qui concerne l'émancipation des esprits et la laïcisation des institutions. Mais les structures intellectuelles, les fondations de l'édifice social dans lequel nous vivons ont été posées par la génération des plus de quarante-cinq ans, qui a conservé dans sa personnalité collective des réflexes d'obédience au doctrinaire, à l'autoritaire, au hiérarchique. Dans leurs écrits, dans leurs déclarations publiques, les pères du nationalisme québécois manifestent souvent qu'ils ont troqué une Église pour une autre, et la récitation du chapelet pour la psalmodie doctrinaire. Si on a gardé un souvenir si vif de la tolérance et de l'ouverture d'esprit de René Lévesque, ce n'est pas parce que ces qualités étaient la règle chez ses frères d'armes, mais au contraire parce qu'elles tranchaient sur le lot. C'est par son humanisme que Jean XXIII fait tache dans l'histoire de la papauté.

Que les élites de l'époque aient été imprégnées de l'esprit de leur temps, rien là d'étonnant ni d'affligeant. L'inquiétant est ailleurs. Il est dans l'absence de relève intellectuelle. Où sont les frères Untel dans la famille des Parizeau-Landry, les colleurs d'affiches, les casseurs de baraque, les empêcheurs de danser en rond, les jeunes

loups impertinents et contestataires ? Les unanimistes peuvent prêcher tranquilles, il y a peu de fausses notes à la chorale de la grand messe nationaliste.

Il n'est pas facile de contester l'orthodoxie quand on risque l'excommunication. Se souvient-on de la volée de bois vert administrée jadis par nos éditorialistes à Robert-Guy Scully pour avoir osé tenir des propos d'humeur sur ses compatriotes dans un journal étranger ? Le clergé de la nouvelle religion séculière et leurs ouailles dévotes ne sont pas tendres pour les libres penseurs. Qu'un artiste québécois affiche des couleurs autres que celles de l'étendard sacré, qu'un écrivain mette en doute le dogme de la «société distincte», qu'un immigrant ose exprimer des craintes sur la perspective d'avenir qu'on lui propose, et hop ! l'apprenti sorcier sort les épouvantails de son chapeau, cependant que l'exorciste dénonce l'apostat pour sa traîtrise à la race, l'hérétique pour son mépris du peuple québécois.[2]

L'hypothèse selon laquelle la Révolution tranquille a transformé notre mentalité en l'espace de vingt-cinq ans, alors que la même métamorphose a pris plus d'un siècle en Europe, tient de l'image d'Épinal.

«On ferait comme si qu'on aurait» une culture pure laine, alors que notre culture est inextricablement métissée, et pour son plus grand bien. «On ferait comme si qu'on serait» menacés d'assimilation, alors que nous tirons un excellent parti des influences qui s'exercent sur nous. La culture québécoise ne s'est jamais mieux portée que depuis qu'elle s'est ouverte sur le reste du monde. L'Expo 67 nous a aidés à être davantage nous-mêmes, pas l'inverse. On se souviendra d'ailleurs que Elie Wiesel, Yehudi Menuhin, Jorge Amado, Umberto Eco et une quarantaine d'intellectuels, dont plusieurs prix Nobel, ont apporté récemment leur appui à ce concept du métissage des cultures.

Aussi longtemps que nos dirigeants politiques et notre intelligentsia accepteront de cautionner, explicitement ou par leur mutisme, des prémisses boiteuses, l'«assemblage québécois» continuera à branler dans le manche.

L'une de ces prémisses, rarement formulée en termes clairs, est qu'il y aurait légitimité morale d'établir des degrés qualitatifs dans le statut de Québécois. Dans le débat public sur le «projet de société», la voix d'un citoyen francophone pure laine serait ainsi plus authentique, plus autorisée et pertinente[3] que la voix d'un citoyen allophone, immigrant de fraîche date. On créerait de la sorte *différentes classes d'actionnaires dans le contrat social*.

Ce grégarisme primaire, outre qu'il serait indigne des Québécois, se traduirait inexorablement par une manière d'entropie sociale: notre collectivité imploserait dans un trou noir culturel.

Une autre prémisse discutable, celle-là officiellement déclarée, est qu'il y a nécessité de protéger la langue française au Québec par des mesures coercitives. On justifie cette nécessité en arguant que le français est menacé et, qui plus est, menacé par les autres, par ceux qui ne parlent pas français. A-t-on observé que les ardents promoteurs de la coercition et leurs «vigilantes» n'évoquent quasiment jamais l'argument de la qualité de la langue, c'est-à-dire de sa santé, et passent sous silence les dangers qui la menacent *de l'intérieur*, c'est-à-dire provenant de la collectivité francophone elle-même ? Ils font penser à ces amants maladivement jaloux qui ne tolèrent pas qu'un autre pose l'oeil sur leur maîtresse, mais qui s'arrogent le droit divin de la maltraiter.

En matière linguistique, lois et sanctions sont injustifiées aussi longtemps que les objectifs qu'elles visent peuvent être atteints par des mesures d'incitation, par l'émulation et la persuasion. La coercition répugne d'instinct à l'intellectuel, qui n'y souscrira à la rigueur qu'après avoir acquis la certitude que les autres avenues ont été explorées en vain. Qui oserait prétendre que les pouvoirs publics québécois, que ce soit sous le règne du PQ ou sous celui des Libéraux, ont épuisé les moyens d'incitation pour protéger et promouvoir la langue française ? Certes, un effort national soutenu en matière de langue et de culture coûte cher. Mais ce n'est pas tant l'argent qui a fait défaut que la volonté politique d'agir. Où sont en effet les programmes d'envergure destinés à assurer aux finissants francophones du collégial une maîtrise de leur langue répondant aux exigences *minimales* du niveau universitaire ? Où sont les mesures d'incitation visant à favoriser l'intégration harmonieuse des immigrants à la communauté francophone ?

Les mouvements pour le «bon parler français» n'existent plus. Pourquoi? Serait-ce parce que la qualité de la langue est devenue telle qu'il n'y plus besoin de la promouvoir? Évidemment non. C'est parce que la langue française a été prise en otage par les idéologues indépendantistes, pour obtenir une rançon qui n'a rien à voir avec son salut.

Prenons l'exemple d'une conversation quotidienne chez un groupe de Suisses romands. S'imagine-t-on qu'ils parlent le français international? À Genève, on ne gaule pas des noix, on les « déguille ». On ne trébuche pas, on « s'encouble» (au Québec, on «s'enfarge»).. On ne fait pas du boucan, mais un «schnabre» terrible. Et si la «cafiote» «éclaffe» les tomates dans sa «filoche», on ne la traitera pas de «niaiseuse», mais de «niquedouille». Or, lorsque j'étais à l'école primaire, à Genève justement, et que notre institutrice nous donnait une composition française à rédiger, nous pouvions gagner des points supplémentaires chaque fois que nous utilisions un romandisme, *à condition de le mettre entre guillemets*. On nous donnait de la sorte un double message: le premier, que notre langue régionale avait de la valeur et qu'il fallait l'utiliser pour la garder vivante; le second, que la récompense attachée à son usage dépendait de notre capacité à la distinguer du français du dictionnaire.

La plupart des articles et des déclarations publiques traitant de la chose linguistique au Québec appellent une question qu'on hésite souvent à poser, par crainte de froisser les susceptibilités: de quelle langue parle-t-on ? La langue française n'est pas un monolithe. Elle possède un tronc commun, avec un vocabulaire et des règles qui permettent à toutes les collectivités francophones du monde de communiquer entre elles et de se comprendre. À partir de ce tronc commun, elle se diversifie en plusieurs branches, qui ont elles-mêmes d'innombrables ramifications, surtout dans la langue parlée.

Et l'intégrisme linguistique, qui se donne pour mission de promouvoir et de protéger le caractère «distinct» de la société québécoise, entraîne paradoxalement une atrophie de la capacité de «distinguer».

Le débat linguistique au Québec gagnera en clarté et en sérénité lorsque cette dualité de la langue française sera reconnue pour ce qu'elle est, une richesse et non une menace. Le français québécois ne peut exister qu'en symbiose avec le français international. L'usage courant du premier et la maîtrise du second ne sont pas antagonistes, au contraire. Ils sont la condition *sine qua non* de la survivance du fait français en Amérique du Nord. Et l'intégrisme linguistique, qui se donne pour mission de promouvoir et de protéger le caractère «distinct» de la société québécoise, entraîne paradoxalement une atrophie de la capacité de «distinguer». C'est là un handicap sévère et injuste pour une majorité d'étudiants québécois francophones, qui ne savent plus où leur langue commence ni où elle finit, et qui jettent le manche après la cognée, faute d'avoir appris à distinguer entre l'arbre et la forêt, entre la branche et le tronc.

À l'instar de tous les regroupements humains constitués en société, le Canada, le Québec se qualifient par des *acquis de civilisation*. Certains de ces acquis sont enchâssés dans la Constitution; d'autres sont protégés par des lois et des institutions; d'autres, plus intangibles, inspirent en filigrane notre mode de vie, nos rapports sociaux, notre relation à l'autorité, les actes de civisme quotidiens que nous posons spontanément, sans y être contraints. Ces «acquis de civilisation» exercent une influence prépondérante sur la qualité de la vie au sein d'une communauté humaine — *prépondérante*, c'est-à-dire plus importante que l'influence des facteurs économiques.

L'illusion la plus coûteuse que puisse nourrir un peuple, la faute la plus lourde de son intelligentsia est de tenir ces acquis pour permanents, pour inamovibles, de les considérer comme un dû, une concession à long terme accordée par la Providence en récompense d'on ne sait quelles vertus. Or le spectacle de l'actualité, en cette fin du XX[e] siècle qui passera sans doute à l'Histoire comme la période des «grands effondrements», témoigne avec une éloquence tragique de l'extrême fragilité de ces acquis, et démontre avec quelle rapidité ils peuvent être balayés par des changements de conjoncture, au profit des tribalismes les plus sanguinaires, des intégrismes les plus intolérants.

Si un génie libéré de sa bouteille m'offrait le choix de trois voeux pour notre devenir collectif, je les formulerais tous trois à l'adresse des jeunes intellectuels québécois, c'est-à-dire de la garde montante de notre intelligentsia. Le premier voeu serait de souhaiter que leur travail de réflexion se fonde sur une connaissance comparative et une appréciation objective de nos « acquis de civilisation» — ces acquis qui valent aux Canadiens, toutes comparaisons rendues, une place enviable et une réputation privilégiée au concert des nations. Et que, forte de ce savoir, la génération montante renonce à cette croyance trop longtemps entretenue par ses aînés, selon laquelle la défense et la gestion de nos valeurs foncières peuvent être confiées à un parti politique ou, mythe plus illusoire encore, laissées aux mains des politiciens.

Mon second voeu serait que les jeunes de la relève exercent à fond leur prérogative au chahut et à la contestation dans le domaine des choses de l'esprit, qu'ils secouent le cocotier, suscitent la controverse et opposent la revendication de la complexité aux solutions démagogiques des grands simplificateurs. Qu'ils se distinguent de ces derniers en renonçant à l'idée de posséder la vérité (et à la tentation de « corriger» ceux qui ne l'ont pas), mais sans renoncer pour autant « au souci de la vérité, à la quête, la recherche humble, la formulation rigoureuse et laborieuse de propositions plus vraies (ou moins fausses) que d'autres »[4].

Émile Cioran a écrit que «le scepticisme est l'élégance de l'anxiété». Mon troisième voeu serait de souhaiter que les jeunes intellectuels québécois témoignent avec bonheur de cette sorte d'élégance, qui n'accepte aucune vérité sans examen critique, aucune affirmation sans vérification — ce scepticisme qui ne doit rien au cynisme et tout à la curiosité, qui met l'intelligence en alerte et la foi au repos, et qui entretient le doute de l'esprit tout en se fortifiant aux certitudes du coeur.

* *Version intégrale de la causerie donnée par l'écrivain Pierre Billon lors du dîner Cité libre du 13 mai 1993.*

NOTES

1. Émile Cioran.
2. Esther Delisle et l'historien Fernand Ouellet pourraient nous édifier sur les coups bas qu'on leur a portés dans nos institutions dites de « haut savoir ».
3. Citons pour mémoire cette déclaration de René Lévesque, qui doit être entendue dans son contexte, à savoir la campagne référendaire de 1980 : « C'est le Québec français qui prendra la décision, personne ne la prendra pour nous. [...] Nous ne devons pas permettre qu'une décision majoritaire du Québec français soit renversée par une minorité qui, de bonne foi mais terriblement conditionnée à une solidarité excluant tout débat démocratique, s'apprête à voter contre le besoin fondamental de changement d'une société nationale.»
4. Robert Maggiori.

À lire, relire, ne pas lire

Veritas odium parit

MARIE DESJARDINS



Henri Guillemin

PHOTO TVS/MARIE PIERRE

«*Quiconque veut sauver sa vie la perdra* [Évangiles]. Deux routes: «sauver sa vie», faire âprement de son existence une poursuite de succès et de plaisirs, construire son destin comme une entreprise de félicité, ne songer qu'à la vanité, à l'orgueil, à l'égoïsme, réussir avant tout, gagner de l'argent, gagner de la gloire; ou bien travailler pour tout autre chose que nous-même, prendre au sérieux ce que nos lèvres de chrétien répètent chaque jour, vouer sa vie à l'avènement du «règne de Dieu», tout donner, n'aimer que cela vraiment, ce labeur, cette longue peine, perdre sa vie, en somme, aux yeux du monde mais rester fidèle, pour toujours.»

Guillemin, Henri Guillemin écrivait ces lignes en 1989, dans *Parcours*, qu'il faut lire, si Guillemin nous intéresse, de même que tous ses autres livres, pour comprendre mieux l'homme qu'il fut, qui il côtoya, comment il travailla. Deux choses à noter dans cette exergue. Guillemin a emprunté la deuxième «route», tout au long de sa vie, mais il a cueilli quelques fruits de la première: argent, succès, gloire — même si à peu près personne ne le reconnaît ouvertement, because l'envie. C'est dire que l'on gagne à choisir la bonne voie. Celle de Dieu. J'entends déjà des grommellements. Encore ce prêchi-prêcha façon comtesse de Ségur (bien que cette Rostopchine sermonnait seulement parce qu'elle voulait que ça bouge). C'est assommant, à la longue, ces tics chrétiens, ces rappels au bon ordre! Mais non. Il s'agit seulement de comprendre Dieu comme Guillemin l'a fait, de voir que Dieu est tout simplement cette «préférence essentielle pour le bien et le beau que chaque homme a au fond de soi». Un «élan vers le beau, le bien» précisait-il, je crois, dans *L'affaire Jésus*. Résumé? Gloire à ceux qui font le bien.

Or, Guillemin méprisait la gloire, la gloire terrestre, vile; mais il détestait plus encore les honneurs, pour la simple et bonne raison qu'il ne voulait pas être confondu avec ceux qui en obtenaient sans les mériter, comme cela est trop souvent le cas dans notre société de pistons. Amusant, digne de penser de la sorte, et d'avoir le courage de le dire, en cette époque où, comme en toutes les autres, la course aux honneurs, à la notoriété, à l'égocentrisme est devenue, non pas frénétique, mais bien aérobique. Monter, monter, monter. Pour l'honneur, pour l'argent (que, à l'instar de Guillemin, je ne méprise pas), pour l'*exposure*, la conscience en l'air, au rencart, l'intégrité au diable, et la générosité — la vraie, pas celle dont on se pique parce que ça fait bien, *politically correct* — la générosité, donc, reléguée aux oubliettes depuis le début de l'ascension narcissique. Être connu, populaire; devenir une grosse légume, être une vedette, quel bonheur! Se faire reconnaître à L'Express, au Bouchon ou au Continental, même derrière ses lunettes archi-noires parce qu'on a tourné des scènes de trois minutes dans des films de quatrième ordre, parce qu'on a gagné un prix littéraire alors qu'on ne sait même pas écrire. J'arrête. Ça me déprime jusqu'à la nausée, cette médiocrité, cette sottise, cette vacuité d'un monde dominé par la convoitise et l'envie et dans lequel les forts et les bons — les vrais — sont honnis, repoussés dans le silence, dans le noir, tout simplement parce qu'ils font peur.

Évidemment, ce réquisitoire me ramène à Guillemin, ce fort, ce bon, que les critiques, en très grosse majorité, et parmi eux des historiens, des écrivains, ont férocement aspergé de fange à chaque fois qu'il osait publier une autre de ses «saletés». Encore fallait-il les écrire, ses saletés, et se documenter, parfois pendant des

années, pour qu'elle vissent le jour. Ce qui m'étonne le plus, dans toute cette rage que les travaux de cet historien hors série provoquèrent au sein de la cour littéraire et historique française — travaux prodigieux d'érudition et de méticulosité — c'est qu'ils furent avidemment lus, relus, analysés, examinés dans l'intention, bien sûr, la plupart du temps, de les rabaisser, les prendre en faute, les balayer de dédain, bref dans l'intention d'amoindrir leur portée, de nuire à leur succès. Peine perdue. Les lecteurs de la francophonie connaissent, même s'ils ne l'ont jamais lu, ni vu, cet écrivain, cet illustre Guillemin. Et les historiens qui ne l'apprécient pas, le traitent de tous les noms, se cachent néanmoins, j'en suis certaine, dans les réduits les plus obscurs et les plus malodorants pour le lire et être au courant de ce que LUI a découvert, avant et sans doute mieux qu'eux.

C'est dans ce petit livre succulent, tant il rend bien les jalousies et les mesquineries des écrivains entre eux, que l'on apprendra ou réapprendra que Guillemin fut qualifié de «décortiqueur de réputation», de «nécrophage», de «pornographe», de «vautour», de «rat», de «fouilleur de poubelles» — celle-là est de Georges Pompidou — de «dernier des Cauchon».

La meilleure façon, encore aujourd'hui, de connaître Guillemin est de le lire, bien entendu, mais aussi de se procurer cette compilation des haines et des admirations qu'il a soulevées, établie et commentée par Patrick Berthier (*Guillemin légende et vérité*). Encore une suggestion qui suppose une recherche intense en librairie d'occasion. C'est dans ce petit livre succulent, tant il rend bien les jalousies et les mesquineries des écrivains entre eux, que l'on apprendra ou réapprendra que Guillemin fut qualifié de «décortiqueur de réputation», de «nécrophage», de «pornographe», de «vautour», de «rat», de «fouilleur de poubelles» — celle-là est de Georges Pompidou — de «dernier des Cauchon». On lira avec délices le tollé provoqué par la publication de *Hugo et la sexualité*. Un certain Adrien Gentil, outré, dressait alors la future liste des ouvrages de Guillemin: «*Les pollutions nocturnes de Paul Verlaine, Les coliques de Jean-Arthur Rimbaud*,[...], *Les crachats de Stéphane Mallarmé*», etc. Pauvre Guillemin, «très vieil homme, au plus haut degré vulnérable», disait-il de lui-même à la veille de mourir, et qui passa sa vie, sa vie complète, à servir Dieu, entendons le Bien, et donner à la France une page de sa véritable histoire.

En France, l'on a parfois un étrange sens de l'humour : l'on se moque volontiers des autres et fort peu de soi-même. En d'autres termes, on n'aime pas que soient découverts ses fautes, ou ses travers. Guillemin, on ne peut plus Français, même si, Bourguignon, il n'aimait pas le vin, s'est indigné, lui, de cette navrante réalité et il a entrepris, mû par sa quête du Bien, justement, de chercher dans l'Histoire et dans la littérature, non pas de quoi encenser ou glorifier les grands personnages de son pays, mais bien ce que fut la réalité, la vérité. Peut-on lui reprocher d'avoir tenté ce vaste nettoyage des mythes et légendes français, cette remise à leur place des dieux français, ce réajustement des faits ? Il faudrait être de mauvaise foi, mauvais joueur... pas vraiment fair-play.

Ainsi, Guillemin a montré, preuves, sinon raisonnements et argumentations éclairants à l'appui, que Jeanne d'Arc — l'intouchable Jeanne d'Arc — n'était sans doute pas une sainte vierge épargnée de la tentation de la chair. Régine Pernoud, vraisemblablement, a passé, à cette lecture, à deux doigts de la syncope. C'est tout de même incroyable, que dans la deuxième moitié du XXe siècle, on soit à ce point à cheval sur les questions de sexualité. Qu'une historienne de ce calibre, de cette rigueur intellectuelle, réagisse avec cette véhémence devant cette interprétation tout simplement humaine. Guillemin, en effet, évoquant le fiancé de Jeanne, songeait qu'elle lui avait peut-être, avant de partir en croisade, offert ses lèvres, qu'elle avait peut-être éprouvé l'envie d'être une femme entre ses bras. Point à la ligne. Scandale. Guillemin le «rat», le «guetteur d'alcôves» souille la mémoire de Jeanne en imaginant cette saleté.

Il a également montré, après avoir, toujours animé par un souci d'exactitude, scrupuleusement interrogé les archives, que Napoléon Ier, qui avait posé lui-même sur sa petite tête une grosse couronne, était un fat, un prétentieux, un être désagréable, un voleur de grand chemin, un sanguinaire, responsable de la mort et du destin tragique de milliers et de milliers d'hommes. Tout cela pour la gloire, la sienne, qu'en France, on cultive toujours d'ailleurs. Guillemin, ensuite et entre autres — loin de moi l'idée de passer au travers d'une oeuvre monumentale tant dans la masse que dans le détail; il n'est question, ici, que de se rappeler d'un grand homme — Guillemin, donc, a prouvé que Chateaubriand, que l'on portait aux nues depuis qu'il publiait *René*, vers 1802, était un homme fascinant, génial, certes, mais fabulateur, menteur, arriviste, un personnage mesquin et irrespectueux.

Et que Vigny était un vendu, Benjamin Constant un délateur, de Gaulle un individu ambigu, «clair-obscur»; que Georges Sand avait l'instinct plus luxurieux que maternel, que Madame de Staël, «harcelante, obsédante, tuante [...] un spécimen exemplaire et véritablement hors série d'...stop!» était une opportuniste qui, «pour rentrer en grâce [frappée d'exil par Buonaparte] essaie, sans bruit, une petite glissade sur la flaque de sang». On admirera, ici, le style, la noble habileté de l'image. Le sang d'Enghien. Je ne peux pas me prononcer, n'ayant pas lu Staël. Mais elle m'a toujours été antipathique. Imposante, envahissante, pédante. La soeur de Sophie de Ségur, qui l'avait aperçue une fois, vers 1812, en Russie, l'avait aussitôt détestée. Madame Rostopchine mère, recevant cette vedette chez elle, lui avait froidement répondu que, non,

elle n'avait pas lu son dernier roman. Suffisante Staël.

Les portraits crus de Guillemin en ont choqué plus d'un. Spécialement les tenants de la «nouvelle critique» — qui commence à dater sérieusement d'ailleurs — qui en arrivèrent dans leur délire intellectuel (bien qu'il ait beaucoup de bon et qu'il fut nécessaire) à retirer son mérite à l'écrivain pour ne privilégier que son oeuvre, le roman pour le roman, le texte pour le texte, le mot pour le mot, la virgule pour la virgule, etc., et massacrer tous les historiens de la littérature qui prétendaient expliquer l'oeuvre par l'homme. Par quoi? L'homme: un coeur qui bat, un esprit qui ressent. Guillemin rappelle que «chaque écrivain est un échantillon humain qui nous présente sa vision du monde» et que «son oeuvre est souvent son action». Il faut donc ne pas oublier que la littérature est à la fois forme et fond. Et ce qu'on lit a été d'abord pensé par son auteur.

Je voulais consacrer cet *À lire relire ne pas lire* à un historien (mais non agrégé d'histoire, d'où la hauteur des historiens à son endroit) qu'il serait effroyable d'oublier déjà, un an seulement après sa mort. «Peut-être le plus grand historien français contemporain», de reconnaître, fort justement, Claude Roy, mais qui «agace les dents» d'ajouter François Mitterand.

Savoir que tel écrivain, qui prêchait la charité dans son oeuvre la pratiquait dans sa vie m'apparaît intéressant. L'homme était en harmonie avec son oeuvre. Mais savoir que Claudel, par exemple, le converti, le chrétien, l'illuminé, qui la prêchait aussi, ne rendit visite à sa soeur Camille, enfermée dans un asile de fous par ses soins, qu'à des années d'intervalle, alors qu'elle l'en suppliait dans ses lettres, ça, ça me dérange. Et lorsque je lis de lui des passages sur la foi, je ne peux pas m'empêcher de penser au côté sec de cet homme que Guillemin, au demeurant, bien qu'il était son ami, m'a fait connaître aussi clairement que Jacques Cassar, qui ne l'était pas. À lire, dans *Parcours*, la conclusion de Guillemin sur Claudel. Il faut, pour avoir écrit ces lignes franches, beaucoup de courage.

De même, après avoir, grâce à Guillemin et à son *Homme des mémoires d'outre-tombe*, m'être fait une idée un peu plus juste de Chateaubriand, de ses talents de marketing avant la lettre, de sa tendance pathologique à l'éxagération et à faire le compte de ses exploits — même inventés de toutes pièces —, de sa malhonnêteté et de son égoïsme à l'égard des femmes et même de sa soeur qu'il adorait apparemment, je ne suis plus tout à fait convaincue que son *Génie du christianisme* soit uniquement un profond cri du coeur, un texte apologétique, une réflexion d'élu. Je crois plutôt que Chateaubriand, dans toute sa bonne foi, cherchait désespérément la gloire et que s'il avait fallu, pour se tailler en deux temps trois mouvements une place d'écrivain phénoménal dans la France du lendemain de la Terreur, écrire que Dieu était un farceur, il l'aurait fait. La preuve c'est que son *Génie* fit l'effet d'une bombe dans ce pays dévasté où, depuis plus d'une décennie, on évitait de prier de peur de perdre sa tête. François-René avait eu du pif en privilégiant, de concert avec son compère Napoléon, bien qu'il ne lui fût pas lié, le retour de la mode chrétienne.

Mais je m'égare. Je voulais consacrer cet *À lire relire ne pas lire* à un historien (mais non agrégé d'histoire, d'où la hauteur des historiens à son endroit) qu'il serait effroyable d'oublier déjà, un an seulement après sa mort. «Peut-être le plus grand historien français contemporain», de reconnaître, fort justement, Claude Roy, mais qui «agace les dents» d'ajouter François Mitterand. Il faut retenir que Guillemin a voué son existence à la recherche de la vérité, que cela l'obligeât non pas à salir un être, mais à constater le mauvais en lui, que cela l'amenât à découvrir le bon et à réhabiliter, par conséquent, cet être. On lui doit, à Guillemin, le portrait de tous ces écrivains que l'on connaissait mal, ou peu, ou érronément: Rousseau, Chateaubriand, Hugo, Lamartine, Vigny, Zola, Péguy, Claudel, Bernanos, et j'en passe parce que le nombre d'études guilleminiennes est faramineux, exemplaire d'une vie de travail acharné, vie de discipline, d'ordre, de foi en la nécessité de dire ce que l'on pense, ce que l'on croit vrai, bref une vie de conviction. On lui doit des essais historiques qui vont complètement à l'encontre des idées reçues, notamment sur la guerre de 1870, sur la Commune, sur les catholiques en France au XIX[e] siècle. On lui doit, en somme, un tas d'études laborieuses, un immense dépouillement d'archives jusqu'alors inconnues, doublé d'un commentaire on ne peut plus efficace, une mise en lumière d'une kyrielle de documents inédits (car Guillemin n'était pas avare de ses découvertes; on le lui a assez reproché d'ailleurs après s'en être grandement délecté), une oeuvre magistrale, remarquablement fouillée, que peu d'historiens ont eu la patience, le courage, l'énergie et l'impressionnant talent de mener sans jamais prendre le temps de reprendre leur souffle.

Guillemin a donné, tant qu'il a pu, sans jamais se laisser abattre par les coups — durs — qui ont jalonné sa vie. Ses renseignements, ses éclaircissements, ses interprétations — oui — pour que la vérité, car il y en a une, n'en déplaise à ceux qui n'y croient pas (on est bon ou on est mauvais, ne serait-ce que cela) pour que la vérité, les vérités, apparaissent enfin en pleine lumière, à la face de ces autruches, ces tristes sires qui s'acharnaient à les cacher ou à ne pas les découvrir. Jusqu'à la fin, la poursuite du vrai, chez Guillemin. Jusqu'à *Malheureuse Église* que tous les chrétiens qui se disent tels devraient lire, question de savoir en quoi ils croient, au moins. Dommage, qu'ici, à cause de mon emportement habituel, je n'aie pas eu le temps d'analyser le style brillant, le génie des images, le raffinement des tournures d'Henri Guil-

lemin, cet art d'écrire, brutal et délicat à la fois, qui faisait de lui, comme quelqu'un l'a si bien dit, un poète.

GUILLEMIN Henri,
Hugo et la sexualité, Gallimard, 1954;
L'homme des «Mémoires d'outre-tombe», Gallimard, 1964;
L'affaire Jésus, Seuil, 1982;
Madame de Staël et Napoléon, Seuil, 1987;
Parcours, Seuil, 1989;
Malheureuse Église, Seuil, 1992.

BERTHIER Patrick,
Guillemin légende et vérité, Utovie, 1982.

CASSAR Jacques,
Dossier Camille Claudel, librairie Séguier, 1987.

À suivre

Bernard-Henri Lévy, écrivain

LOUIS CORNELLIER

J'aime Bernard-Henri Lévy. Ses frasques. Son style envoûtant, rythmé, qui berce même quand il s'applique à éclairer les tragédies du siècle. J'aime son goût immodéré du spectacle, de la mise en scène, des femmes. Ses chemises ouvertes. Son éclectisme intellectuel. Ses romans. Son Baudelaire, plus particulièrement. J'aime ses idées. Son entêtement, parfois, à les défendre. *La barbarie à visage humain*, *Le testament de Dieu*, *Questions de principe*, *Éloge des intellectuels*. C'est au contact de ses livres (merci Pierre Milot de me les avoir fait connaître!) que j'ai appris à écrire. À penser même. On lira donc ce qui suit comme un hommage. Les vivants aussi y ont droit. On l'oublie trop souvent.

Le jugement dernier. Le titre est cérémonieux afin d'insister sur l'ambition du projet: «Mon principe, moi, serait plutôt: «l'histoire du siècle est faite pour aboutir à un grand spectacle.»» déclare Anatole, le personnage principal de la pièce. Théâtre dans le théâtre donc. Un metteur en scène sur son retour, prétextant une commande d'un mystérieux Auteur, joue sa carrière. Appuyé par sa maîtresse (qui le trahit sans qu'il le sache), il recherche des acteurs de l'histoire meurtrière dans le but de les transformer en pions pour son spectacle qu'il veut «vérité».

Seront ainsi convoqués en entrevue la dernière infirmière de Lénine, un chef de gare à la retraite qui opérait à l'époque sur le trajet menant à Auschwitz, un professeur ayant enseigné la philosophie à Pol Pot, un cardinal au fait des magouilles tramées par le Vatican, Monsieur Pangloss, un chanteur rock qui fait dans l'aide humanitaire télévisée et Tchen, le célèbre Chinois de la place Tien An Men. La pièce sera authentique ou ne sera pas: «L'idée, bien sûr, la grande idée, c'est de jouer la vérité… Le théâtre-vérité… Puisque je ne prends que des gens qui joueront leur propre rôle. C'est la fameuse phrase de Brecht… La phrase de «L'Achat du cuivre»… «Nous ne voulons pas créer d'illusion.»

Bernard-Henri Lévy, lui, dirige et module. Autour du concept hégélien de fin de l'Histoire récemment remis à la mode par le philosophe américain Francis Fukuyama, il procède par avancées et volte-face au portrait du genre humain façon XXe siècle. Plutôt que de dénoncer clairement et avec génie les aberrations qui ont entraîné les acteurs de cette page de l'histoire dans leur sillage (comme il l'a fait dans ses meilleurs essais de philosophie politique), il donne la parole à de pauvres bougres afin d'éclairer la face d'ombre et de déraison de l'âme humaine : «Oui, un musée de l'homme… Un musée des passions, des gestes, des attitudes, des rêves humains…» (p.116)

Bernard-Henri Lévy, lui, dirige et module. Autour du concept hégélien de fin de l'Histoire récemment remis à la mode par le philosophe américain Francis Fukuyama, il procède par avancées et volte-face au portrait du genre humain façon XXe siècle.

À l'origine du projet, donc, une idée, fort simple, que l'on pourrait résumer ainsi: la Raison, le Concept et la Théorie sont impuissants quand il s'agit de saisir l'essence des comportements humains. Ainsi, l'idée du nazisme comme déferlement de haine ne résiste pas au témoignage de Martin Holzweg, chef de gare, qui adorait son frère et maintenant son petit chien. Pour lui, faire le décompte des Juifs déportés n'était qu'un boulot. Qu'il s'efforçait de remplir avec le zèle du bon employé. L'ex-professeur de Pol Pot, partisan des Khmers rouges dirigés par son ancien élève, aurait-il été un assassin enragé ? Mais non, seulement un admirateur du genre humain qu'il croyait purifier en l'expurgeant de ses éléments indésirables. Tchen, l'étudiant de Tien An Men, un héraut de la démocratie ? Encore là, malentendu. C'est par hasard, et en écoutant *Purple rain* de Prince, qu'il a défié le tank. Aussi, foin des explications ronflantes et argumentées ! L'Histoire, parce qu'elle comporte des acteurs fragiles et incertains, reste indéchiffrable. Et infinie[1].

Théâtre à thèse ? Peut-être. Mais là n'est pas l'enjeu. Il se peut bien, en effet, que la dramaturgie de Bernard-Henri Lévy soit trop cérébrale pour passer avec succès l'épreuve de la scène. Certains critiques français, d'ailleurs, ne se sont pas gênés pour signifier au philosophe que ce genre ne lui convenait définitivement pas. Pourtant, je persiste à le dire, l'essentiel s'y trouve. *Le Jugement dernier* est un modèle de littérature parce qu'il parvient à plonger au coeur du brouillard existentiel qui mine à l'avance toute tentative de discours définitif sur l'Homme et ses actes. Et que le rôle de l'écrivain se situe précisément dans cette plongée.

Écrivant cela, j'entends déjà mes détracteurs, nombreux, et ceux de BHL, plus nombreux encore, crier à l'imposture. Mais, qu'à cela ne tienne, la défense des maîtres relève parfois du devoir[2]. Le mien étant fait, je suis en droit d'attendre la pareille des offusqués. D'ici là, et en attendant le jugement dernier, qu'on me permette de vociférer. ...À suivre.

NOTES

1. *Le Jugement dernier* annonce d'ailleurs le prochain virage du chaos : «C'était au sujet des religions. On répète toujours, n'est-ce pas : «c'est fini, les religions... on est au bout de cette histoire... Dieu est mort, etc.» Eh bien il dit, lui, qu'on n'a encore rien vu... et qu'elle a, cette histoire des religions, un avenir immense devant elle. [...] C'est comme la botanique, les religions. C'est comme les fausses mandarines, greffées, sur de vrais brugnons. Il va y avoir des greffes ! Des rencontres invraisemblables ! Il va y avoir - c'est toujours son idée - des christianismes islamisés, des judaïsmes hérétiques, des protestantismes tantriques, des shintoïsmes protestants...» (p.201)
2. La critique aussi d'ailleurs. Sur le conflit yougoslave, par exemple, je n'adhère pas du tout à la position de Lévy qui, quoique pro-bosniaque, est très anti-croate. Je serais plutôt d'accord avec Alain Finkielkraut qui identifie clairement l'agresseur, la Serbie, et presse l'Europe de réagir avant qu'il ne soit trop tard. (voir son essai *Comment peut-on être croate ?*, Gallimard, 1992 et l'entretien qu'il a accordé à la revue *l'Actualité*, 1er mars 1993, p. 41-43).

Le jugement dernier (théâtre),
Bernard-Henri LÉVY,
Grasset, 1992, 216 pages.

À suivre

Lipovetsky et les barbares

LOUIS CORNELLIER

Gilles Lipovetsky a du flair. Ses fines analyses de la société occidentale contemporaine (*L'ère du vide* et l'*Empire de l'éphémère*) ont su, depuis 1983, subjuguer tant les milieux intellectuels que les lecteurs «grand public» intéressés à connaître l'époque actuelle. Simples, touche-à-tout et teintés d'un optimisme peu courant face à l'évolution des démocraties modernes, ses livres, et c'est probablement pour cela qu'ils plaisent tant, prennent à revers les discours moralistes et dénonciateurs toujours prompts à annoncer le retour des barbares (je pense, entre autres, à *L'Âme désarmée* d'Allan Bloom et à *La Défaite de la pensée* d'Alain Finkielkraut). Lire Lipovetsky, en quelque sorte, c'est se rassurer sur le monde qui nous entoure.

Jean-Paul Enthoven, critique littéraire au *Nouvel Observateur*, résume ainsi l'attitude de Lipovetsky et ses admirateurs: «C'est dire que les *Optimistes*, fidèles à la leçon d'un Tocqueville qui savait se résigner à la fatalité démocratique incarnée par l'avènement de la dynastie des Orléans, ont choisi de se réconcilier avec le monde tel qu'il est. Nous sommes parvenus à l'«ère du vide»? C'est bien possible. Mais ce vide lui-même n'est-il pas — comme la frivolité ou les esthétiques à obsolescence incorporée — la manifestation d'un lien social réconcilié avec son désir d'autonomie?» (*Le Nouvel Observateur*, coll. Dossiers, n° 2, octobre 1990, p. 52-53). Peut-être. Mais qu'en est-il de ce «crépuscule du devoir» dont Lipovetsky voudrait nous faire croire qu'il n'est pas incompatible avec un enrichissement démocratique?

D'abord, tirons les choses au clair. Le schéma évolutif proposé par le philosophe comporte trois temps distincts qui paraissent irréfutables. Avant l'avènement de la modernité, phase pré-Révolution française qui correspond au premier temps, la conception du devoir qui prévaut en Occident est ancrée dans la tradition, ce qui revient à dire soumise aux principes fondamentaux de la religion chrétienne. Faire son devoir, c'est agir de façon à gagner son ciel. Le souci de l'Autre pré-humaniste est intéressé. Pour sauver son âme, les vertus d'abnégation et de désintéressement sont toutefois incontournables. Le guide, c'est Dieu.

Lire Lipovetsky, en quelque sorte, c'est se rassurer sur le monde qui nous entoure.

À partir de 1789 (Lipovetsky recule même jusqu'en 1700), les motivations susceptibles de pousser à l'accomplissement du devoir changent. Le laminage des références religieuses laisse un vide rapidement comblé par un humanisme laïque issu de la pensée philosophique des Lumières. La nouvelle morale laïque persiste à mettre de l'avant les vertus du devoir envers autrui, donc le désintéressement, mais leurs justifications sont ramenées sur terre. C'est parce que la valeur humaine est la plus importante que tout humain doit être considéré comme *fin* et non comme *moyen* (impératif kantien). Métamorphose des fondements, donc, mais reconduction des comportements. Le devoir demeure une obligation morale.

Depuis 1950, toutefois, c'est le culte du devoir lui-même qui est disparu: «Après le temps de la glorification emphatique de l'obligation morale rigoriste, voici celui de son euphémisation et de sa décrédibilisation. [...] Le «il faut» a cédé le pas à l'incantation au bonheur, l'obligation catégorique à la stimulation des sens, l'interdit irréfragable aux régulations à la carte. La rhétorique sentencieuse du devoir n'est plus au coeur de notre culture, nous lui avons substitué les sollicitations du désir, les conseils psy, les promesses du bonheur et de la liberté ici et maintenant [...] La culture sacrificielle du devoir est morte, nous sommes entrés dans la période *postmoraliste* des démocraties» (p. 48-49). Certains, d'ailleurs, s'en inquiètent. Le souci de soi exarcerbé n'est-il pas le symbole le plus probant d'une décadence civile et culturelle avancée? Cet *ego trip* généralisé n'annonce-t-il pas un chaos social susceptible de ramener l'humanité à la loi de la jungle où le «chacun pour soi» tient lieu de commandement suprême?

Mais non, écrit Gilles Lipovetsky. L'évolution sociale

récente tendrait plutôt à démontrer le contraire, à savoir que le crépuscule du devoir s'accompagne d'un renouveau éthique tout à fait conforme aux exigences démocratiques. le crépuscule du devoir, en d'autres termes, s'inscrit dans le «devenir-cool» du monde que décrivait *L'ère du vide*. Paradoxe ici reformulé par Lipovetsky: «La représentation catastrophique de la culture individualiste postmoraliste est caricaturale: la dynamique collective de l'autonomie subjective est désorganisatrice et auto-organisatrice, elle sait réinscrire d'elle-même un ordre social dont le levier n'est plus ni la contrainte sociale ni même le conformisme. Désormais la régulation des plaisirs s'agence sans obligation ni sermon au travers du chaos apparent des atomes sociaux libres et divers: le néo-individualisme est un «désordre organisateur».» (p. 51-52).

C'est cela que Lipovetsky oublie: l'éthique indolore dont il parle est peut-être pleine de bons sentiments, mais le fond d'indifférence sur laquelle elle s'édifie constitue un net recul dans l'appréhension d'autrui, un véritable danger pour la démocratie.

L'individualisme total, pourfendu par les grincheux, génèrerait donc ses propres limites. La course effrénée à l'épanouissement personnel, parce qu'elle élève l'individu au rang de valeur inviolable de quelque manière que ce soit, est inséparable de la création de nouvelles attitudes éthiques qui s'offusquent dès qu'on attaque leur noyau dur. Centré sur lui-même, le sujet postmoraliste ne tolère pas les atteintes faites au nouveau dieu du monde : l'individu. Bien sûr, le concept «autrui» n'a plus pour lui les résonances d'avant 1950, mais «dans des sociétés où la priorité est au moi, chacun peut penser et agir à sa guise dès lors qu'il ne nuit pas aux autres, notre tolérance est postmoraliste, elle traduit moins un commandement de la raison qu'une indifférence à l'autre, moins un idéal dirigé vers autrui qu'un mouvement d'auto-absorption individualiste, moins un devoir catégorique qu'un droit subjectif. Enregistrons à nouveau le paradoxe: c'est lorsque règne le culte de l'ego que l'emportent les valeurs de la tolérance, c'est lorsque disparaît l'école du devoir qu'est consacré l'idéal du respect des différences. La marche de la morale a ses raisons que la raison morale ne connaît pas» (p. 154-155). Tout va presque pour le mieux, donc, dans le seul monde qui nous soit accordé.

Cette thèse du chaos organisateur, radicalisation du processus d'autonomisation individualiste d'une part et émergence d'une nouvelle éthique indolore mais fidèle aux fondements de la démocratie d'autre part, est appliquée par Lipovetsky à tous les domaines médiatiquement *in* à l'heure actuelle: suicide, euthanasie, sexualité, sport (soins corporels), tabagisme, drogue, travail, bienfaisance médiatique, bénévolat, famille, nationalisme et quelques autres qu'il décrit et analyse. Et si le premier moment de chacune des sections, celui de la description, convainc, le second, celui de l'analyse, laisse plutôt froid. Quand, par exemple, il affirme que le crépuscule du devoir n'a pas empêché les *shows* de bienfaisance médiatique d'amasser plus d'argent que jamais et qu'il en tire la conclusion qu'il s'agit, somme toute, d'une amélioration par rapport à l'ère précédente, la faiblesse du constat désole. Finkielkraut, dans *La Défaite de la pensée*, critiquait déjà, et à très juste titre, cet optimisme: «Pour justifier ce rajeunissement général et ce triomphe du cucul sur la pensée, on invoque habituellement l'argument d'efficacité : en pleine période de quant-à-soi, de volets clos, de replis sur la sphère privée, l'alliance de la charité et du rock'n'roll réunit instantanément des sommes fabuleuses; [...] À y regarder de près pourtant, un tel pragmatisme se révèle totalement illusoire. Les grands concerts pour l'Éthiopie, par exemple, ont subventionné la déportation des populations qu'ils devaient aider à nourrir. C'est le gouvernement éthiopien, on s'en doute, qui est responsable de ce détournement de fonds. Il n'empêche: le gâchis aurait pu être évité si les organisateurs et les participants de cette grand-messe mondiale avait consenti à distraire leur attention de la scène pour réfléchir [...]» (éd. Folio, p. 178). C'est cela que Lipovetsky oublie : l'éthique indolore dont il parle est peut-être pleine de bons sentiments, mais le fond d'indifférence sur laquelle elle s'édifie constitue un net recul dans l'appréhension d'autrui, un véritable danger pour la démocratie.

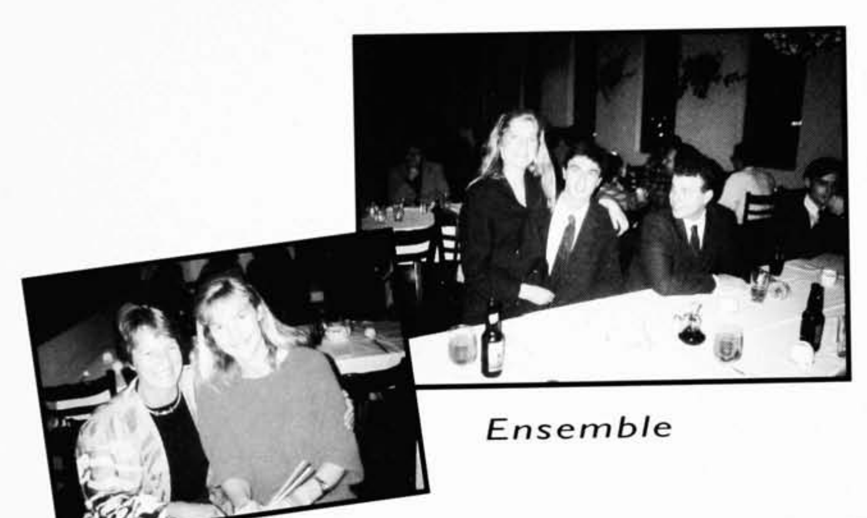
Dans les deux derniers chapitres du *Crépuscule du devoir*, on voit poindre un soupçon de lucidité critique. Après avoir exposé l'envahissement éthique dont font l'objet l'écologie, les sciences biomédicales, les médias et le monde des affaires, Lipovetsky nous met en garde : le délire *éthiciste*, écrit-il en substance, n'est pas garant d'honnêteté et d'efficacité. Il faut être vigilant, c'est-à-dire pragmatique et raisonnable. Toutefois, il persiste à refuser la critique radicale de ce délire. Dans l'ensemble, croit-il, et malgré le danger de récupération auquel fait face l'éthique dans ces milieux où il est de bon ton de s'en servir pour aboutir à des fins pas toujours très édifiantes, il n'y a pas lieu de s'alarmer. Le chaos organisateur nous protège.

Aussi, lira-t-on le dernier essai de Gilles Lipovetsky en ayant soin d'entretenir une distance critique. Car, en plus de présenter plusieurs longueurs assommantes (décidément, cette manie de faire long quand on peut faire court!), *Le Crépuscule du devoir* offre un visage un peu trop complaisant de la société actuelle. Les barbares sont peut-être plus près de nous que ne semble le croire Gilles Lipovetsky. À suivre.

Gilles LIPOVETSKY,
Le Crépuscule du devoir,
Gallimard, 1992, 300 pages0

Les dîners de Cité libre

Des événements à ne pas manquer



Ensemble

On écoute...



Lise Bacon, Pierre Billon, Albert Breton, Esther Delisle, D'Iberville Fortier, Jean-Louis Gagnon, Jacques Henripin, Guy Laforest, Ovide Mercredi, Gérard Pelletier, Jacques Renaud, Charles Taylor, Pierre Elliot Trudeau, Roch Carrier, Vic Vogel, Lise Bacon, Brian McKenna, Jean-Louis Roux...

On réfléchit...

On rigole...



On cause...



et on encaisse...



Les 2e jeudis de chaque mois



0 65385 72220
05